

ÉCONOMIE *appliquée*

ARCHIVES DE
L'INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE

NUMÉRO 1
JANVIER-MARS 1948



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

ÉCONOMIE APPLIQUÉE

ARCHIVES DE L'INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE

REVUE TRIMESTRIELLE

Directeur : **François PERROUX**

Directeurs adjoints : **Jean LHOMME** et **Yves MAINGUY**

Secrétaire général : **Pierre PUJADE**

RÉDACTION

INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE

173, Boulevard Saint-Germain — PARIS-6°

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, Boulevard Saint-Germain — PARIS-6°

Comptes Chèques Postaux : PARIS 392-33

ABONNEMENTS 1948

UN AN. France et Colonies : **800** francs

Etranger : **1.000** francs

Le numéro : **200** francs

AVIS IMPORTANT. — *Les demandes en duplicata des numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans les quinze jours qui suivront la réception du numéro suivant.*

Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de quinze francs.

SOMMAIRE

Francis-Louis CLOSON. — Avant-propos	5
Friedrich A. LUTZ. — Théorie du Capital et théorie de la production	8
François PERROUX. — Le « contrôle » des quantités globales : consommation, investissement et épargne dans la reconstruction	23
Paul CHAMLEY. — Les statistiques de la consommation et de l'investissement en Grande-Bretagne	53
Yves MAINGUY. — La consommation incompressible	68
Jan MARCZEWSKI. — A la recherche d'un optimum d'investissement.	111
François SELIER. — Limites à l'absorption des crédits extérieurs... ..	136

AVANT-PROPOS

L'I.S.E.A. publie dans le troisième numéro de son Bulletin de théorie économique (1) consacré à la consommation et à l'investissement, quelques-uns des mémoires qui devaient être présentés au Congrès International de l'Observation Economique dont la réunion, envisagée pour le mois d'avril dernier à Paris, n'a pu avoir lieu. Il ne saurait être question, dans ces quelques lignes d'introduction, d'exposer les travaux, ni de toucher par quelques lignes à leur substance. L'occasion, par contre, est bonne pour situer l'effort de l'I.S.E.A., indiquer la place que peuvent et doivent tenir de semblables institutions.

L'âge d'or du libéralisme a eu pour les hommes d'Etat, pour les chefs des grandes entreprises, cet immense avantage d'être celui de l'irresponsabilité.

Quel que soit leur comportement, producteurs, consommateurs, distributeurs, étaient toujours certains d'avoir la morale de leur côté puisque, à longue échéance, la poursuite des intérêts particuliers devait se confondre avec la réalisation de l'intérêt général. L'homme d'Etat le plus absent de la conduite de l'économie était le plus sage. Notre époque misérable a rompu avec cette sage philosophie, elle exige l'action, suppose de la part des contemporains, une sorte d'engagement moral. Ministres, Fonctionnaires, conducteurs d'hommes, sont requis d'agir en connaissance de cause avec la mission de réaliser ce bien général qui naguère devait résulter de leur seule abstention.

Des sommets où elle peut être partiellement individualisée, la responsabilité descend diffuse vers les masses. Au moins à

(1) N° I de la nouvelle série de ce Bulletin dont le nom devient « *Economie Appliquée*, Archives de l'I.S.E.A. »

THÉORIE DU CAPITAL ET THÉORIE DE LA PRODUCTION (1)

La théorie de la production et des coûts est traitée dans deux compartiments différents de la théorie économique : dans la théorie du capital, et dans la partie de la théorie statique qui traite de la production et des coûts sans relation avec le temps dans le processus de production. Le développement de ces deux parties de la théorie s'est poursuivi pour chacune d'elles indépendamment de l'autre dans une large mesure ; aucune tentative n'a été faite pour les intégrer. Cependant aussi longtemps que l'on n'arrivera pas à cette intégration, la théorie ne sera pas satisfaisante. Cet exposé s'efforce de faire un pas dans cette direction.

La théorie statique de la production, telle qu'on la trouve dans la plupart des manuels, tente de résoudre deux problèmes : 1) le problème de la meilleure combinaison des facteurs productifs, et 2) le problème du débit optimum d'une entreprise. Le processus habituel est de partir de l'hypothèse d'après laquelle les facteurs de production sont substituables les uns aux autres, de telle sorte que n'importe quel débit donné puisse être obtenu au moyen de multiples combinaisons différentes des mêmes facteurs. La combinaison optimale des facteurs, c'est-à-dire celle pour laquelle le coût est minimum, est alors déterminée, dans le cas de libre concurrence sur le marché des facteurs, par la règle que le rapport entre les prix des facteurs doit être le même que le rapport entre leurs produits marginaux. Cette règle est valable pour tous les niveaux de la production. Une fois que la combinaison optimale des facteurs est déterminée pour tous ces niveaux, des courbes peuvent être tracées, présentant les coûts moyen et marginal

(1) Conférence donnée à l'I.S.E.A. par le Professeur Lutz que nous remercions de nous avoir autorisé à publier en tête de ce recueil.

comme fonctions du débit. Quand le coût marginal et le revenu marginal sont égaux, le débit optimum est atteint. Ce processus peut être appliqué à la fois pour la « courte période » pour laquelle l'équipement est supposé donné, et pour la « longue période », dans laquelle l'équipement lui-même devient une variable. Sauf en ce qui concerne la distinction entre courte et longue période, aucune référence n'est faite à l'élément temps. Cette théorie suppose essentiellement une production hors du temps, c'est-à-dire elle suppose que les « produits » émergent au moment même où les mises sont faites.

Or, la théorie du capital, particulièrement la branche de la théorie qui est marquée par les noms de BÖHM-BAWERK, WICKSELL, AKERMAN et HAYEK, s'attache surtout à l'aspect de la production dans le temps. Elle analyse précisément le point qui est négligé par la théorie statique de la production.

Si nous comparons la théorie du capital et la théorie statique de la production, la première chose qui nous frappe est qu'il n'y a pas d'accord au sujet de ce que le chef d'entreprise est supposé maximiser.

Dans la théorie statique de la production, on suppose simplement qu'il maximise les profits totaux.

Dans la théorie du capital, il n'y a pas d'accord. Trois éléments ont été supposés maximisés, tous les trois différents du concept de profits totaux qui est sous-jacent à la théorie statique.

Certains auteurs supposent que c'est le « taux interne de rendement » qui doit être maximisé. Ainsi BÖHM-BAWERK, dont le concept de « taux primitif » (Ursprüngliche Zins) est identique au « taux interne de rendement ». La meilleure façon d'expliquer le concept de « taux interne de rendement » est de prendre un exemple. Un équipement fixe, par exemple, produit pendant sa durée de campagne un flux de revenu, et donne naissance à un flux de dépenses d'exploitation (matières premières, coûts de main-d'œuvre, etc...). La différence qui existe entre les deux flux, dans chaque unité de temps de la durée de campagne de l'équipement, peut être appelée, à la suite de MARSHALL, « quasi-rente de l'équipement » pour cette unité. Si le flux de quasi-rentes pendant toute la durée de l'équipement est capitalisé à un taux d'intérêt qui est l'inconnue de l'équation, et que la valeur capitalisée (v) est égalisée aux coûts de l'équipement (c), nous pouvons résoudre l'équation pour le « taux d'intérêt ». Ce « taux d'intérêt » est alors le taux interne de rendement. En résumé, le taux interne de

rendement est le taux qui rend la valeur présente du courant de quasi-rentes égale aux coûts.

La seconde possibilité est de maximiser ce que nous pouvons appeler la « valeur présente des profits totaux ». Dans ce cas, le courant de quasi-rentes est capitalisé *aux taux de l'intérêt pratiqué sur le marché*, et la différence entre la valeur (v) ainsi déterminée et les coûts (c) de l'équipement est ensuite maximisée. Ce procédé est le plus proche de l'hypothèse de la théorie statique d'après laquelle les profits totaux doivent être maximisés, la différence étant que nous remplaçons les profits totaux par leur valeur présente. La maximisation de la valeur présente des profits totaux (c'est-à-dire $V-C$) est sous-jacente à la théorie de l'intérêt de IRVING FISHER, et aussi à la façon dont Lord KEYNES traite la détermination du volume de l'investissement. Il est facile de montrer que la valeur présente des profits est maximisée quand le taux marginal interne de rendement est égal au taux d'intérêt de marché. Aussi longtemps qu'il n'en est pas ainsi, un accroissement quelconque de l'investissement donne au chef d'entreprise, pour cette quantité additionnelle d'investissement, un taux de rendement qui est supérieur au taux d'intérêt et qui, par conséquent, augmente la valeur présente des profits. De même, il est clair que, si $V-C$ est maximisé, le volume de l'investissement est affecté par les changements du taux de l'intérêt ; un taux d'intérêt plus bas fait augmenter l'investissement, un taux plus élevé le fait diminuer, tandis que des changements de taux d'intérêt sur le marché n'affectent pas le volume de l'investissement si le taux interne est maximisé.

La figure 1 montre un cas simple de maximisation du taux interne et de $V-C$. On suppose que le chef d'entreprise investit dans un type d'équipement donné, de durée de campagne donnée. Il s'agit de savoir jusqu'à quel point il doit investir. Sur l'axe des X , nous mesurons le capital qu'il investit ; sur l'axe des Y le taux interne de rendement (r), le taux marginal interne de rendement (p) et le taux d'intérêt sur le marché (i). Nous supposons que le taux moyen interne de rendement commence par croître, et décroît ensuite, soit parce que le prix du produit diminue à mesure que la quantité produite augmente (cas de concurrence monopolistique), soit parce que les dépenses d'exploitation (main-d'œuvre et matières premières) augmentent à mesure que la quantité d'équipement construite par le chef d'entreprise augmente. Le taux moyen interne de rendement serait maximum pour un investissement

en capital $O M'$. Si cependant il maximise la valeur présente des profits totaux, la quantité investie serait $O M$ puisqu'il investirait jusqu'au point où le taux marginal interne est égal au taux d'intérêt.

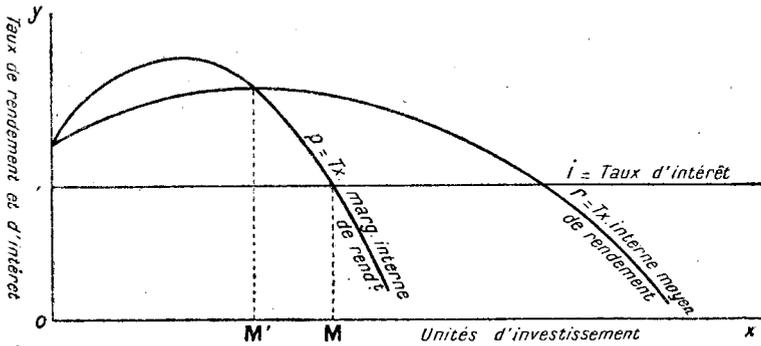


FIG. 1

Un autre exemple qui montre également clairement la différence entre maximisation du taux interne de rendement et maximisation de V-C est l'exemple d'arbres dont il faut déterminer la période de croissance.

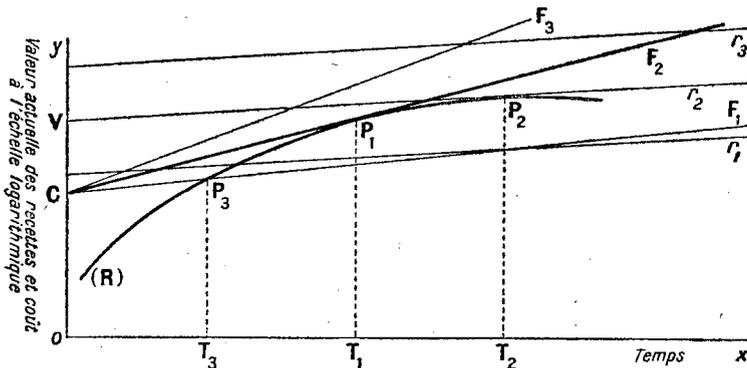


FIG. 2

Supposons que la période de croissance doit être choisie telle que le « taux interne de rendement » soit maximisé. Sur la figure, OC mesure le coût de plantation de l'arbre. Les courbes CF_1, CF_2, CF_3 , sont des courbes d'escompte passant par le point C . Celles dont la pente est grande sont basées sur des taux d'intérêt plus élevés que celles dont la pente est faible.

Toute courbe d'escompte apparaît comme une droite, si on utilise l'échelle logarithmique sur l'axe vertical. La période optima de croissance est OT_1 , puisque P_1 est le point où la courbe RR de croissance de l'arbre touche la courbe d'escompte la plus élevée qu'elle puisse toucher. Le taux d'intérêt sur lequel la courbe d'escompte CF_2 est basée est le taux interne le plus élevé qui rende la valeur présente de l'arbre (au point T_1) égale au coût de l'arbre. Il est évident que le chef d'entreprise ne choisirait pas, par exemple, la période de croissance OT_3 , puisque le « taux d'intérêt » qui rend la valeur présente à T_3 de l'arbre égale aux coûts de plantation est plus faible que celui qui à T_1 aboutit au même résultat.

Si, cependant, le chef d'entreprise maximisait $V-C$, il choisirait une période de croissance OT_2 . Les droites r_1, r_2, r_3 , sont une fois de plus des courbes d'escompte, mais elles sont ici basées sur le taux d'intérêt donné sur le marché. Le chef d'entreprise va jusqu'au point où la courbe de croissance de l'arbre touche la courbe d'escompte la plus élevée ; il en est ainsi au point P_2 . La valeur de l'arbre en T_2 , si elle est capitalisée à partir de la date présente (O) au taux d'intérêt du marché, est OV , et la valeur présente du profit est $V-C$, ce qui est un maximum. Au point P_2 le taux de croissance de l'arbre (c'est-à-dire le taux marginal interne de rendement) est égal au taux d'intérêt, puisque la pente de la courbe de croissance est égale à la pente de la courbe d'escompte r_2 . $V-C$ est donc maximisé dans le cas où le taux marginal interne est égal au taux d'intérêt.

Une troisième possibilité est la maximisation du rapport entre la valeur présente des profits (déterminé, comme dans le cas de l'équipement fixe, en capitalisant le flux de quasi-rentes au taux d'intérêt donné sur le marché) et le coût de l'équipement. En d'autres termes, on maximise le rapport entre profits et coût. Ce critérium est moins fréquemment proposé dans la littérature que chacun des deux premiers. Si nous l'adoptons, nous obtiendrons dans certains cas des résultats différents de ceux obtenus par la maximisation soit de $V-C$, soit du taux interne. Cependant, comme le critérium est moins souvent utilisé que les autres, et que l'analyse de ces cas exigerait plus de temps que je n'en ai à ma disposition, je n'entrerai pas ici dans les détails.

Si nous voulons établir une théorie de la production qui tienne compte de l'élément temps, il nous faut évidemment abandonner le critérium simple de la statique qui consiste à

maximiser les profits totaux, et le remplacer par un des trois autres critères. La question de savoir lequel des trois choisir est difficile. Il suffit ici de dire qu'il y a de bons arguments pour fonder la théorie de la production sur l'hypothèse que V-C doit être maximisé ; je continue le raisonnement sur la base de cette hypothèse.

L'analyse, dans l'hypothèse où V-C est maximisé, est facilitée si l'on distingue plusieurs cas, que nous appellerons, à la suite de Hayek :

- 1). — le cas : mise instantanée — produit instantané ;
- 2). — le cas : mise continue — produit instantané ;
- 3). — le cas : mise instantané — produit continu.

1). — Le cas mise instantanée — produit instantané est celui dans lequel toutes les mises sont effectuées à un moment donné, et où le produit émerge également à un moment donné. Les cas d'arbres qui poussent d'eux-mêmes et de vin emmagasiné — deux exemples standard de la théorie du capital — sont la meilleure approximation pratique de ce cas théorique. Supposons que les coûts des mises instantanées soient donnés à l'entrepreneur. Le problème que celui-ci doit alors résoudre est de décider combien d'arbres il doit planter et combien de temps il devra les laisser pousser. Ce problème est très facile à résoudre mathématiquement. Le chef d'entreprise maximisera V-C, pour l'ensemble de l'investissement, si chaque mise obtient son produit marginal escompté (dans le cas de concurrence) et si le taux de croissance de l'arbre est égal au taux d'intérêt.

Bien qu'il soit facile de décrire ainsi la position finale d'équilibre, il est très difficile de traiter ce cas d'une façon qui corresponde à l'analyse ordinaire du coût et du revenu, d'après laquelle la production optima est atteinte quand le revenu marginal est égal au coût marginal. On le comprendra mieux à la lumière d'un exemple.

On peut démontrer que dans certaines conditions la période optima de croissance des arbres varie à mesure que le produit augmente. Supposons, par exemple, que le prix du produit dépende du volume du produit du producteur individuel, comme cela se produit dans les cas de concurrence monopolistique. Dans la figure 3, la courbe I est la courbe de croissance d'un arbre, la courbe II est la courbe combinée de croissance de deux arbres, c'est-à-dire la valeur de deux arbres ; de même III est la courbe pour trois arbres. Comme la va-

leur du produit diminue à mesure que le débit augmente, les courbes ne sont pas parallèles. Elles sont moins fortement incurvées à mesure qu'elles s'élèvent.

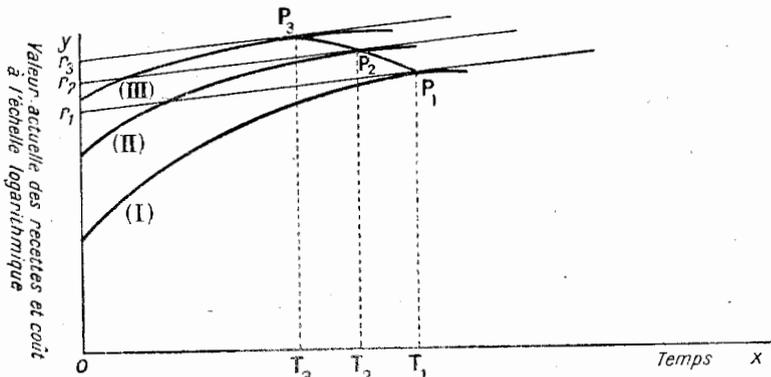


FIG. 3

Les droites tracées sur la figure sont des courbes d'es-compte fondées sur un taux d'intérêt de marché donné. Si un arbre seulement était planté, la période de croissance optima serait $O T_1$ (voir la figure 2). Si on plante un second arbre, la période optima serait $O T_2$ pour les deux arbres, de même elle serait $O T_3$ pour trois arbres. En d'autres termes la période de croissance optima diminue à mesure que le débit augmente. Comment allons-nous dans ces circonstances tracer les courbes des coûts ? La courbe de coût moyen exprime les coûts par unité de produit à mesure que le produit augmente. Mais si nous supposons que toutes les mises (coûts) sont effectuées à la même date, le produit émerge à des dates différentes à mesure que le débit augmente. Ou bien, si nous supposons que le produit émerge à un moment donné, il nous faut supposer que les coûts sont encourus à des dates différentes. Il est certain que les courbes habituelles de coût ne peuvent pas être tracées ici. Je crois qu'il existe une façon de sortir de cette difficulté. Cependant je ne m'occuperai pas de la solution de ce problème ; mon objet est simplement de montrer le genre d'obstacles auxquels nous nous heurtons si nous essayons d'appliquer l'analyse ordinaire du coût dans le cas où nous tenons compte de façon appropriée de l'élément temps.

2). — Je ne traiterai pas longuement le cas : mise conti-

'nue — produit instantané. C'est le cas où les mises doivent être utilisées à des moments successifs avant que le produit ne soit terminé. Le produit émerge à une date donnée. C'est le cas du « capital circulant ». Il n'y a pas seulement ici une possibilité de substitution entre des facteurs — ce problème a déjà été traité dans la théorie statique de la production — mais aussi la possibilité de substitution entre les dates auxquelles les mises sont effectuées. Ici encore la solution mathématique générale est simple. Chaque mise doit être utilisée à des dates et en quantités telles que la valeur escomptée de son produit marginal soit égale à son coût. Mais, ici encore, si cette solution générale ne nous suffit pas et que nous essayons de construire les courbes des coûts, nous rencontrons les mêmes difficultés que pour le cas mise instantanée — produit instantané, ces difficultés étant plus grandes que dans ce premier cas.

3). — Le troisième cas est le cas mise instantanée — produit continu, c'est-à-dire le cas de l'équipement fixe. Si nous négligeons la période de construction de l'équipement fixe, nous pouvons considérer que le coût de construction d'une machine est encouru à un moment donné. Mais les services rendus par l'équipement (c'est-à-dire le produit) le sont au cours d'une période prolongée, la longueur de la période dépendant de la durabilité de l'équipement. Le cas de l'équipement fixe ne peut être traité de façon satisfaisante à l'aide de la théorie statique de la production qui ne tient pas compte du temps.

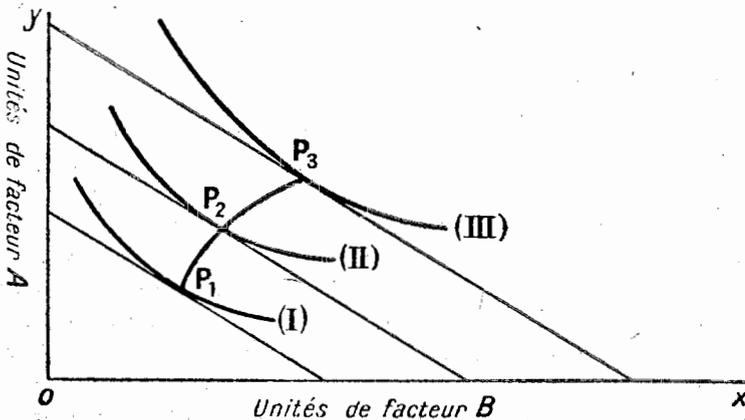


FIG. 4

J'ai dit au début de l'exposé que la théorie statique de la production tente de résoudre en premier lieu le problème de la meilleure combinaison de facteurs et en second lieu le problème du volume du produit. L'analyse du premier problème est habituellement faite à l'aide des courbes d'indifférence de production. La figure 4 expose le modèle conventionnel de cette analyse :

Sur les deux axes figurent les quantités des deux facteurs A et B. Les courbes I, II et III sont des courbes d'indifférence de production ; chacune d'elles représente un certain niveau de produit, la courbe étant d'autant plus élevée que le produit est plus grand. Chaque courbe d'indifférence de production est obtenue en reliant tous les points qui représentent des combinaisons des facteurs A et B produisant au débit donné par l'indice de la courbe d'indifférence de production.

La droite AB est une ligne de prix (price line), dont la pente indique le rapport entre les prix des deux facteurs (dans l'hypothèse de libre concurrence sur le marché des facteurs). La combinaison de coût minimum pour un niveau quelconque donné du produit est atteinte au point où la ligne des prix est tangente à la courbe d'indifférence de production. Il est facile de démontrer que les points B_1 , B_2 et B_3 sont des points où le rapport entre les produits marginaux des facteurs A et B est égal au rapport entre leurs prix.

Il n'y a rien d'inexact dans cette solution : son plus grand défaut est de n'être pas applicable au cas de substituabilité le plus important dans la pratique, qui est le cas de substitution entre main-d'œuvre et machines. Dès que nous essayons d'appliquer la solution à ce cas, nous rencontrons au moins deux difficultés. Tout d'abord, quel est le « niveau donné du produit » indiqué par l'indice de la courbe d'indifférence de production ? S'il s'agit de machines, le produit se répartit sur un certain nombre d'années et nous ne pouvons certainement pas le mesurer en termes physiques, puisque du point de vue économique le produit qui émerge au cours de la première année n'est pas identique au produit qui émerge au cours de la deuxième année. Il nous est impossible d'additionner simplement les produits de dix ans, par exemple, et de ne tenir aucun compte du facteur temps. D'autre part, quels sont les facteurs mesurés sur les deux axes ? Sur un des axes nous pouvons mesurer les quantités de main-d'œuvre. Mais il est certain que nous ne pouvons pas mesu-

rer les « machines » sur l'autre axe. Le fait de substituer des machines à la main-d'œuvre ne signifie pas qu'une plus grande quantité du même type de machines soit utilisée en combinaison avec une quantité moindre de main-d'œuvre. Cela signifie qu'on utilise un type différent de machine, qui exige la collaboration d'une quantité plus faible de travail. Et il est évidemment impossible d'exprimer des types différents de machines en termes d'unités plus ou moins nombreuses. Par conséquent nous n'avons pas d'unités pour l'axe des Y de la figure. L'analyse conventionnelle échoue devant le problème de substitution le plus important de tous, qui est celui de la substitution entre main-d'œuvre et machines. Il nous faut appliquer une technique analytique différente pour résoudre ce problème.

Commençons par poser quelques hypothèses héroïques. Un courant de produit de longueur et de largeur données peut être produit à l'aide de machines différentes, qui ont toutes la même durabilité. Les machines les plus coûteuses sont celles qui économisent le plus de main-d'œuvre, c'est-à-dire qui entraînent le moins de dépenses d'exploitation pendant leur durée de campagne. Supposons de plus que les courants de dépenses d'exploitation, bien que plus faibles pour

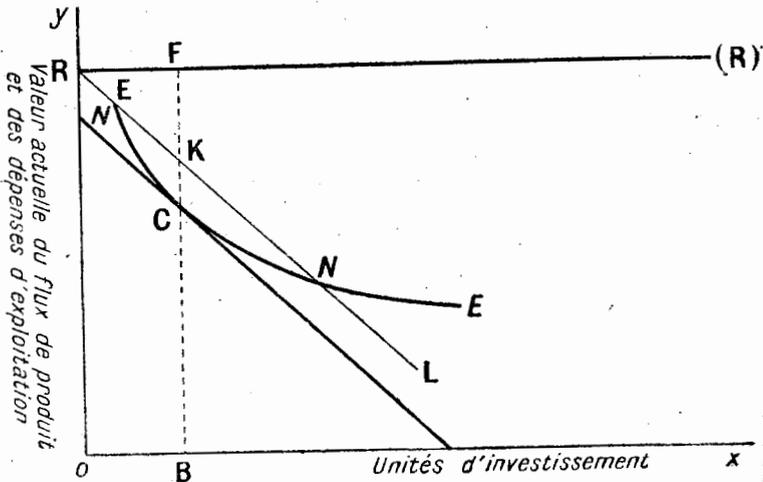


FIG. 5

les machines les plus coûteuses, aient la même forme dans le temps, ils peuvent par exemple être tous horizontaux, c'est-

à-dire que pour toutes les machines les dépenses d'exploitation restent constantes ; ou bien ils peuvent augmenter dans le temps, mais dans la même proportion pour toutes les machines. Dans ces hypothèses nous pouvons donner une solution exacte du problème de la combinaison optimale des coûts des machines et des dépenses de main-d'œuvre relatives à leur utilisation. Cette solution est illustrée par la figure 5 :

Sur l'axe des x nous mesurons le « capital », c'est-à-dire la somme d'argent investie dans la machine. Plus la machine est chère (plus la somme investie est grande), plus elle économise de la main-d'œuvre. Sur l'axe des Y nous mesurons la valeur présente du flux de produit, c'est-à-dire la valeur escomptée (au taux d'intérêt du marché) du flux de produit ramenée à la date présente. Par hypothèse, le flux de produit, et par conséquent sa valeur présente, est le même pour toutes les machines, c'est-à-dire pour tous les investissements. La hauteur de la droite horizontale RR (c'est-à-dire OR) exprime cette valeur présente. Nous mesurons également sur l'axe des Y la valeur présente des dépenses d'exploitation. La courbe EE est une courbe d'indifférence qui montre toutes les combinaisons de dépenses de main-d'œuvre (en termes de leur valeur présente) et de capital investi dans la machine qui donneront la même valeur présente du flux de produit. Le problème est de trouver sur la courbe EE le point qui représente la combinaison optimale.

Traçons d'abord, à partir de l'angle supérieur gauche de la figure, une droite RL inclinée à 45 degrés. La distance entre n'importe quel point de cette droite et la droite RR (par exemple KF) est par construction égale à l'investissement en capital correspondant (OB). Mais ceci signifie que la valeur présente du flux de produit est égale au coût de la machine (OB ou FK) plus la valeur présente des dépenses d'exploitation (BK) relatives à l'utilisation de cette machine. Par conséquent, tout le long de la droite inclinée à 45 degrés, cette équation est valable, d'après laquelle la valeur présente du flux de produit moins la valeur présente des dépenses d'utilisation est égale au coût de la machine. En d'autres termes la valeur présente des quasi-rentes de la machine est égale à son coût : $V = C$. Toutes les combinaisons de coût de la machine et de dépenses de main-d'œuvre, situées sur

la courbe *EE au-dessus* de la droite à 45 degrés, représentent donc des combinaisons non profitables. On ne doit tenir compte que des combinaisons situées entre les points *N N*.

Il est assez simple maintenant de trouver la meilleure combinaison. Nous déplaçons la droite de 45 degrés sans en changer l'inclinaison jusqu'à ce qu'elle soit tangente à la courbe *EE* (au point *C*). *C K* est alors la valeur présente du profit (*V-C*), et est un maximum. La solution peut être exprimée oralement en disant que nous obtenons la meilleure combinaison quand une faible augmentation des coûts de la machine devient égale à la baisse de la valeur présente des dépenses d'exploitation, baisse rendue possible par l'accroissement du coût de la machine.

Cette construction peut être répétée pour des niveaux différents du produit. En reliant les points de combinaison optima des coûts de machine et des dépenses de main-d'œuvre, nous obtenons un « sentier d'expansion » (expansion path) semblable à celui de la figure 4. Le chef d'entreprise se déplacera le long de ce chemin d'expansion jusqu'à ce qu'il atteigne un point où *V-C* est également maximisé en ce qui concerne le volume du produit. L'investissement *total* optimum peut alors être caractérisé en disant que le « taux marginal interne de rendement » doit être égal au taux d'intérêt à la fois sur la marge extensive (c'est-à-dire en ce qui concerne le volume) et sur la marge intensive (c'est-à-dire en ce qui concerne le problème de la meilleure combinaison des coûts de machine et des dépenses d'exploitation. Il faut se rappeler que le fait de maximiser *V-C* revient à dire que le chef d'entreprise va jusqu'au point où le taux marginal interne de rendement est égal au taux d'intérêt.

Cet appareil théorique peut être utilisé pour déceler l'effet sur la combinaison optima de dépenses de main-d'œuvre et de coûts de machines de changements des taux d'intérêts, des coûts de main-d'œuvre ou du prix du produit. On peut obtenir ainsi un certain nombre de résultats importants.

Il faut cependant ajouter que la figure est construite sur la base de certaines hypothèses éloignées de la réalité, bien qu'à cet égard elle ne diffère pas de nombreuses autres figures utilisées dans la théorie économique. Une de ces hypothèses, par exemple, c'est qu'il existe une série continue de combinaisons possibles de dépenses de main-d'œuvre et de coûts de machine donnant toutes le même volume de produit.

En pratique il y aura vraisemblablement de larges hiatus (« gaps ») — un petit nombre de méthodes seulement s'offrant à l'entrepreneur. Une autre hypothèse est celle selon laquelle toutes les machines ont la même durabilité, alors qu'il est vraisemblable que les machines qui économisent la même quantité de main-d'œuvre ont des durabilités diverses. Il est également peu conforme à la réalité de supposer que les flux de dépenses d'exploitation provenant de l'utilisation de machines différentes ont la même forme dans le temps. Il est certes nécessaire de tenir compte de tous ces éléments dans une théorie complète de l'investissement d'une entreprise individuelle, mais il est douteux que dans ce cas nous arrivions plus loin que la simple affirmation que, parmi toutes les possibilités ouvertes au chef d'entreprise, il choisira celle qui lui permettra de maximiser V-C.

Si nous tenons compte du temps, la théorie de la production (qui devient la théorie de l'investissement) doit ainsi être complètement reconstruite. Un grand nombre de ses théorèmes consacrés deviennent alors de validité douteuse. Je veux mentionner un autre de ces théorèmes couramment admis, qui cesse d'avoir une signification certaine dès qu'on tient compte du temps : je fais allusion au concept de coût moyen et à la proposition suivant laquelle, en situation de concurrence, une industrie est en équilibre de longue période si le prix du produit est tout juste égale au coût moyen minimum des entreprises de l'industrie.

Supposons pour plus de simplicité que, dans l'analyse par la courbe des coûts, les coûts fixes représentent seulement les coûts de l'équipement fixe. Pour avoir des quantités qui soient relatives au même intervalle de temps et par suite susceptibles d'être additionnées, il est nécessaire de déterminer un coût de capital fixe imputable à une unité de temps correspondant à l'unité utilisée pour les coûts variables ou dépenses de main-d'œuvre. Dans la solution habituelle, le montant des coûts fixes par unité de temps est supposé connu. Le fait que le montant des coûts fixes pose en lui-même un problème ne semble pas avoir été mis en avant dans les ouvrages consacrés au coût.

Le montant fixe par unité de temps, qui est sous-jacent à la courbe du coût fixe moyen et par conséquent aussi à la courbe de coût moyen, doit dépendre :

- 1) de la durabilité de l'équipement,

2) de la méthode suivant laquelle les coûts sont répartis sur la durée de campagne de l'équipement.

La durabilité elle-même, au moins dans des cas nombreux, est un problème économique et non un problème technique. Je ne m'attacherai cependant ici qu'au second point : la méthode suivant laquelle les coûts sont répartis dans le temps. C'est un théorème bien établi de la théorie du capital que celui qui veut qu'il soit en général impossible, en ce qui concerne l'équipement durable, de déterminer quelle portion du coût de la machine (ou, pour être plus exact, quelle portion des mises consacrées à la construction de la machine) est utilisée au cours d'une unité de temps quelconque pendant la durée de la machine. En d'autres termes, il n'existe aucune vraie méthode de dépréciation. Le montant fixe par unité de temps est arbitraire, il dépend de la méthode de dépréciation, qui, à son tour, est une question de commodité et non de logique économique. La littérature sur la comptabilité confirme ce résultat. Les comptables recherchent depuis une centaine d'années la vraie méthode de dépréciation et ont actuellement abandonné à regret leurs recherches, reconnaissant qu'il n'existe pas de « vraie » méthode de dépréciation.

Ceci signifie que la courbe des coûts moyens cesse d'avoir une signification précise et avec elle l'affirmation suivant laquelle, en situation de concurrence, toutes les firmes produisent en équilibre de longue période, à un débit tel que leurs coûts moyens sont au minimum et que le prix du produit est tout juste égal à ce coût moyen minimum.

Heureusement nous n'avons aucun besoin de la courbe des coûts moyens. Il nous suffit de trouver pour chaque unité de temps pendant la durée de campagne de l'équipement, le produit optimum que nous pouvons déterminer à l'aide de la courbe des coûts marginaux (dans laquelle ne figurent pas les coûts fixes) et la courbe des revenus marginaux. Le produit pour chaque unité de temps étant connu, nous connaissons aussi ce que nous avons appelé la quasi-rente de l'équipement fixe pour cette unité de temps. En capitalisant la série des quasi-rentes pendant la durée de campagne de l'équipement et en comparant la valeur ainsi obtenue au coût de l'équipement, c'est-à-dire en comparant V à C , nous pouvons déterminer si l'entreprise et l'industrie sont en équilibre de longue période. L'affirmation selon laquelle l'industrie est en équilibre de longue période si le prix est exactement égal au

coût moyen le plus faible pour chaque firme doit être remplacée par l'affirmation selon laquelle la valeur présente des quasi-rentes de l'équipement fixe doit être égale au coût de cet équipement pour chaque firme de l'industrie.

Friedrich A. LUTZ.

LES INCERTITUDES DU "CONTROLE" DES QUANTITÉS GLOBALES :

CONSOMMATION INVESTISSEMENT ET ÉPARGNE DANS LA RECONSTRUCTION

SOMMAIRE. — I. Objet de l'étude. — II. Un modèle des conditions de la reconstruction. — III. Rapport Consommation-Investissement et analyse théorique. — IV. Ambiguïtés du « contrôle » des quantités globales ; aspect de la reconstruction et « mécanisme » des quantités globales. — V. Comptabilité de gestion à l'échelle de la nation et plan.

I. — La théorie macrocosmique, démarche naturelle de l'esprit soucieux d'êtreindre les ensembles et fondement nécessaire, même s'il n'est pas explicite, des diagnostics et des décisions de politique économique, opère, à l'époque contemporaine, sa jonction avec les apports et les méthodes de la statistique, de la comptabilité sociale et de l'économétrie. Ainsi précisée et enrichie, cette théorie prépare la détermination quantitative des caractères qu'offrent la structure et le fonctionnement d'une économie nationale. Elle atteint les résultats globaux, même involontaires (1) des activités économiques, pendant une période. L'ordre et le champ des connaissances qu'elle procure ne sont pas ceux de la *pure logic of choice* appliquée aux quantités individuelles. Tant que la synthèse entre théorie macrocosmique et théorie microcosmique, dont s'ébauchent les premiers essais, ne sera pas accomplie, il demeurera avisé de considérer la première comme « une moitié » seulement (2) de la théorie économique. L'équilibre des quan-

(1) *Unintended saving, unintended investment, encaisses non désirées, par exemple.*

(2) Pour être très optimiste.

tités globales n'équivaut pas à l'équilibre général entendu comme un état de l'économie où n'agit aucune cause *endogène* de mouvement. Les relations de *dépendances spécifiées* entre quantités globales ne dispensent pas de comprendre les relations d'interdépendance générale entre toutes les quantités individuelles. Faute de quoi la pensée de ce temps courrait le risque d'interpréter le fonctionnement économique selon les catégories d'un nouvel automatisme mécaniciste (3) qui, bien qu'usant de procédés logiques et animé d'une inspiration générale tout différents de ceux des classiques, ne serait ni plus réaliste ni mieux prouvé que les « automatismes » qui leur ont été tant de fois reprochés.

L'acceptation hâtive et insuffisamment critique de la théorie macrocosmique (4) est à la base de la politique du « contrôle » des quantités globales, elle-même sous jacente aux plans de reconstruction.

Chacun des termes que nous venons d'employer a tant de sens qu'isolé ou dans un contexte, il n'en présente plus aucun, à moins de spécifications minutieuses. « Contrôle », qui change d'acception en passant de l'anglais au français, abrite toutes les formes d'intervention, compatibles ou non avec l'économie à base de marché et de prix. « Quantités globales » évoque des ensembles économiques soit librement formés, soit influencés, soit autoritairement fixés. « Plan » désigne la catégorie (5) qui soutient tout calcul économique ou le corps d'ordres chiffrés par lequel les choix du Centre remplacent ceux de la périphérie et, entre ces extrêmes, embrasse tous les intermédiaires. (6) « Reconstruction » exprime une tension entre un passé et un présent qui se constatent et un avenir qui s'imagine et devrait être forgé à neuf.

Les incertitudes dans l'*application* de la théorie macrocosmique se coalisant avec les incertitudes propres à cette théorie, le progrès à venir est payé par une confusion profonde dans l'immédiat. Les signes, chez nous, en sont patents. Alors que tout keynésien, un peu entraîné, se doit de souligner les in-

(3) Réaction directe, nécessaire et mécanique d'une quantité globale sur une autre ou sur plusieurs autres.

(4) Dont on évite de se demander jusqu'à quel point, dans son état présent, elle est assez *étendue* et *certaine*.

(5) Ugo PAPI.

(6) Planifications partielles en extension ou en intensité, plans qui sont des hybrides d'indication et d'injonction.

suffisances de l'analyse en termes de quantités globales, elle est, chez nous, maniée sans précautions quand elle n'est pas appliquée à contre temps. Un keynésianisme mal digéré trouble les interprétations traditionnelles sans être en état de présenter avec sécurité les interprétations alternatives.

Puis l'engouement pour les quantités globales fait oublier que la comptabilité sociale la plus complète et la plus exacte (7) fournit une partie seulement des outils de la politique économique quantitative. Moins que tout autre peut l'oublier un pays qui, souffrant d'une hausse cumulative des salaires et des prix, ne possède aucun indice des prix des produits alimentaires (8) (60 % environ des dépenses de consommation), établi sur pondérations vieilles. Enfin, alors que les services de la théorie macrocosmique et de la politique des ensembles ne sont pas liés à une quelconque préférence doctrinale ni dépendants d'aucun système économique, leur sort apparaît à plusieurs indissolublement uni au progrès de la planification autoritaire, c'est-à-dire de la fixation autoritaire des quantités globales ou de certaines quantités globales stratégiques, en période normale autant qu'au cours de la transition. L'option extra-scientifique dissimule sa fragilité sous la précision apparente des chiffres. Elle triompherait si elle parvenait à dévier la discussion des choix fondamentaux entre systèmes inconciliables vers une discussion sur le seul aspect quantitatif des moyens.

Une réaction semble souhaitable pour purifier nos méthodes de recherche autant que pour régler notre action.

Cette réaction pourrait donner quelques fruits dans un domaine aujourd'hui privilégié : celui des relations entre la consommation globale et la quantité Janus : Epargne-Investissement, considérées dans la reconstruction d'une économie nationale, après la guerre. Ici, on visera surtout la reconstruction de l'économie française, encore que l'analyse soit — en certaines de ses parties — transposable à d'autres économies de l'Europe occidentale.

L'essentiel de la reconstruction tient dans la reconstitution et l'accumulation du capital réel. Elles supposent évidemment, après les premières mesures d'urgence, prises de façon con-

(7) Nous en sommes, en France, il est bon de le répéter, *extrêmement* loin.

(8) Plus le charbon.

tingente et en ordre dispersé, un excédent de la production sur la consommation. De l'épargne réelle (brute ou nette) entendue comme un phénomène d'économie fondamentale, comme la différence entre le produit (brut ou net) et la consommation, dépendent l'étendue et le rythme de la croissance d'une économie, quel que puisse être le départ. Aussi bien, personne ne songe à contester l'indication *générale* incluse dans la préférence de *principe*, donnée en phase de reconstruction, à l'investissement.

A. SAUVY y a méritoirement insisté à une époque de propension exceptionnelle à la consommation et en une nation où ni les responsables ni le public ne paraissent très perméables aux évidences économiques. Mais dès que cette préférence doit revêtir forme concrète, elle bute sur des difficultés redoutables. Quelle est *sa mesure* ? Comment aménager les *phases* successives de son intensité ? Sur *quoi* porte-t-elle au juste ? et quelles divergences de fait recèlent ces faux équivalents : épargne, investissement, formation du capital ? C'en est assez pour jeter dans le débat l'entière théorie de l'épargne, de l'investissement et du capital, sur un modèle spécial qui ne peut être purement et simplement ramené à la phase d'un cycle et dans le cadre d'une dynamique concrète qui ne trouve pas ses appareils d'analyse tout forgés par la théorie dynamique — incomplète et hésitante — dont nous disposons.

On se propose par ces lignes de préciser le sens du dilemme « user ou créer » (9) ou encore de la préférence donnée, en phase de reconstruction, à l'épargne et à l'investissement. On voudrait que l'analyse suggère quelques conclusions touchant 1°) le bon usage de la politique fondée sur l'appréciation des quantités globales, 2°) la politique possible et souhaitable de la consommation, de l'épargne et de l'investissement en France au cours de la transition.

II. — L'effort préalable de dessiner l'image simplifiée mais fidèle de la réalité sur laquelle le raisonnement économique doit s'exercer dissipe les analogies boîteuses que risquerait d'inspirer une référence implicite à un moment du cycle.

La constellation des conditions qui commande la reconstruction en France ne coïncide ni avec celle de la contraction cyclique (dépression) ni avec celle du début de l'expansion (reprise).

(9) A. SAUVY.

La contraction cyclique engendre le chômage et la baisse des salaires nominaux. Présentement, en France, la main-d'œuvre nationale non spécialisée n'est pas seulement employée, elle doit être renforcée par des importations étendues de main-d'œuvre étrangère. Plusieurs industries souffrent d'un manque de main-d'œuvre spécialisée.

La contraction cyclique connaît l'accumulation des stocks de matières premières, de produits semi-finis, de produits finis. En France la reconstruction des stocks *normaux* de matières premières pour la *totalité* de l'économie n'est pas achevée. Cependant, des stocks de toutes sortes sont retenus par crainte de dépréciation du franc ou sont constitués sans gain appréciable de production, pour le « démarrage » de nouveaux producteurs ou intermédiaires. Cette situation aggrave la hausse des prix sans qu'une reconstitution généralisée des stocks normaux ni a fortiori la présence de stocks excédentaires pèsent à la baisse.

Dans la contraction cyclique, l'abondance des disponibilités liquides s'accompagne d'une baisse du taux d'intérêt. En ce moment, nous subissons le paradoxe d'encaisses supranormales dans certains secteurs (thésaurisation) qui freinent la hausse mais menacent la stabilité des prix, coexistant avec des fonds de roulement éprouvés par la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie et des trésoreries de particuliers équilibrées de justesse ou réduites aux expédients. Les taux d'intérêt (moyen et long) restent élevés.

Entre la contraction cyclique et la crise de reconstruction l'analogie s'accuse dans la baisse du revenu réel global, beaucoup plus profonde dans le second cas que dans le premier.

Au cours de la contraction cyclique, le désinvestissement ramène aux proportions possibles un appareil de production excessif et paye la rançon des anticipations erronées des producteurs et des illusions nourries par le décalage entre taux monétaire et taux d'équilibre. Ainsi sont réduits des coûts qui, dans l'ensemble, ne pouvaient être couverts.

Dans les conditions présentes, nous subissons les conséquences d'un massif désinvestissement de caractère « historique ». Avant 1939, notre économie connaissait un investissement stationnaire (10). Cet équilibre précaire et menaçant

(10) Rapport général sur le premier plan de Modernisation et d'équipement, Paris, 1946, p. 9 § 2.

a été bouleversé par la guerre et l'occupation. Ni le montant des destructions, ni l'évaluation de l'amortissement infra-normal, ni les chiffres sur le désinvestissement extérieur — suite du désinvestissement interne, — ne donnent une idée exacte de cette consommation de capital (11). Pour en mesurer la gravité, il faut penser à la croissance normale du capital qu'une politique avisée aurait dû restaurer et qui aurait dégagé ses effets depuis 1939, il faut aussi tenir compte des phénomènes de complémentarité qui commandent la construction (ou la reconstruction) d'un appareil de production et de l'influence des « économies externes » qui, un équipement une fois obtenu dans une zone, facilite dans d'autres la formation et l'efficacité des capitaux réels. Sous cette lumière, la perte économique en capital est faiblement et insuffisamment exprimée par le montant du désinvestissement global en valeur.

Un désinvestissement de cette sorte n'engendre pas les conditions de reprise de l'investissement qui sont la suite ordinaire du désinvestissement cyclique.

Trois séries de circonstances font obstacle à cette reprise. Elles sont exceptionnelles du point de vue de notre analyse, soit parce qu'elles impliquent le contraire de ce que l'on rencontre communément dans le cycle [1], soit parce qu'elles aggravent et approfondissent les tendances enregistrées dans les cycles du vingtième siècle [2], [3].

1. — Dans la contraction cyclique, la baisse des prix freine la baisse du revenu réel global, et par compression des composants du coût prépare la reconstitution des marges bénéficiaires. Dans la situation où nous sommes, tout au contraire, la dépression du revenu réel global coïncide avec un gonflement du revenu monétaire global dont les quatre ressorts sont : l'inflation par diminution du potentiel de production, l'inflation induite par la hausse des salaires (*wages induced inflation*), l'inflation par déficit budgétaire, l'inflation par rétention des stocks. Ces quatre actions se commandent l'une l'autre, le poids relatif de chacune change suivant la période. L'effet commun est l'ascension cumulative des salaires et des prix avec instabilité et dispersion des coûts en hausse. L'anticipation du profit marginal d'un em-

(11) Cf. outre le Rapport précité, Données Statistiques sur la situation de la France au début de 1946, Paris, 1946, surtout paragraphes IV et VI.

ploi et des profits marginaux comparés de divers emplois, perd une large part de son efficacité.

2. — H. S. Ellis (12) a eu raison de rappeler que les pratiques et structures monopolistiques qui restreignent le débit freinent l'investissement. Des obstacles institutionnels de cette sorte, actifs dans les contractions cycliques du XX^e siècle assument dans la reconstruction une étendue et une gravité inusitées. Aux monopoles ou facteurs monopolistiques du capitalisme tel qu'il fonctionnait avant la guerre, se surajoutent : le réseau des règlements des prix et des quantités qui privent l'entrepreneur de la plupart des choix par lesquels se définit sa fonction, l'activité syndicale que nous voulons considérer à cette place seulement en tant qu'elle met un monopole de fait au service de desseins extraéconomiques, la présence d'un secteur nationalisé, qui, provisoirement incapable d'une gestion coordonnée et rationnelle, hésitant sur ses principes mêmes, grève et désoriente le prix de biens complémentaires multiples (13) qui figurent dans le coût de production du secteur semi-libre.

Pour importants qu'ils soient, ces obstacles institutionnels exercent une action moins dirimante que celle des obstacles « réels » à la reprise de l'investissement. La parfaite élasticité de l'offre des facteurs de la production est étrangère à l'économie concrète. Mais les inélasticités des offres de facteurs déterminés se rangent en deux groupes. Les unes provoquent pendant une période définie un simple retard dans une adaptation qui s'opère par le mécanisme des prix. Les autres rendent impossible l'adaptation au cours d'une période définie et ne peuvent être éliminées que par des moyens étrangers au jeu du marché (14). Ce second type est le plus caractéristique des circonstances visées par l'expression générale de « goulots d'étranglements », au cours de la reconstruction (15). Il constitue *par définition* un obs-

(12) H. S. ELLIS. Monetary policy and investment, reproduit dans Readings in business cycle theory, The Blackiston Company, Philadelphie 1944, p. 411.

(13) Energie, transports.

(14) Négociation internationale d'une importation de main-d'œuvre ou d'une importation supplémentaire, de charbon par exemple.

(15) Cette distinction oppose deux groupes de mesures que M. Worswick rapproche quand il étudie les moyens de vaincre le manque absolu de main-d'œuvre rencontré éventuellement par une politique de plein emploi.

tacle absolu à une reprise générale de l'investissement sous l'influence des forces du marché.

3. — Les obstacles psychologiques à la reprise de l'investissement ont eux aussi leur spécificité en période de reconstruction.

La tendance de la propension à la consommation devrait favoriser les anticipations optimistes des entrepreneurs. Au départ, la propension à la consommation est exceptionnellement élevée tant pour les biens de consommation que pour les biens d'usage, même si elle n'est pas soutenue par une masse de demande institutionnellement différée. Au moment où il décline et s'efface, cet effet de transition est relayé par diverses influences puissantes chacune par elle-même et toutes par leur concours : le *trend* du progrès de la consommation en quantité et en qualité, la restauration progressive de la liberté des échanges extérieurs qui multiplie les biens de consommation importés et favorise l'entraînement de consommations complémentaires, le développement des consommations collectives, l'augmentation relative de la masse des salaires et la diminution relative du revenu des rentiers et des classes moyennes.

Mais la demande globale de produit final n'est pas anticipée par une sorte d'entrepreneur collectif qui y adapterait son offre globale. Des entrepreneurs concrets anticipent et investissent ; la tâche impossible leur échoit d'intégrer à leurs calculs des éléments qui dépassent leur horizon économique et débordent leur zone d'influence effective. Ils ont à compter sur des risques diffus et non quantifiables, de caractère politique et social, qui ne peuvent s'inscrire dans aucun compte. Les uns, réduits à la défensive, tendent à limiter la perte au lieu de poursuivre le plus grand gain, les autres tirent des occasions immédiates ou de la manœuvre politique et administrative, des « rentes d'influence » sans rapport avec les surplus de déséquilibre dûs aux mouvements imprévisibles des prix dans une économie approximativement libre. Chez ceux qui ont conservé quelque capacité de dépasser l'immédiat, la foi dans le fonctionnement ou les possibilités de restauration du capitalisme à base d'entreprise décline.

Le modèle de reconstruction se dessine donc surtout *par contrastes* avec la dépression et la reprise cyclique. Etendue et nature du désinvestissement et de la consommation de capital, obstacles spécifiques à la reprise de l'investissement

global, dissociation de la baisse du revenu global et de la tendance déflationniste à la baisse des prix : telles sont les conditions simplifiées sous lesquelles doivent être analysées aujourd'hui les relations entre consommation, épargne, investissement et l'ajustement approprié de ces quantités en vue de la maximisation du revenu (réel) global.

III. — Quels enseignements découlent de l'analyse générale des types de croissance du revenu global corrigée par les traits caractéristiques du modèle de la reconstruction (1) ? Par quelles voies peuvent être théoriquement construites la maximisation du revenu global et les relations optima ou souhaitables entre consommation et épargne, consommation et investissement (2). Ces indications recueillies préparent-elles la détermination de quantités globales susceptibles d'être prévues et inscrites dans un plan ou constituent-elles, sans plus, des guides précieux pour l'action, mais de portée purement qualitative ? La réponse donnée à ces questions précise *la sorte* de décisions à rechercher et à prendre en ce qui concerne l'ajustement de la consommation, de l'épargne et de l'investissement.

1. — Pour une provision donnée et fixe d'actifs utilisables à gré, la répartition de ces actifs entre consommation et épargne ou entre consommation et investissement, ne dépend, dans une économie entièrement libre, que du choix des sujets. Chaque sujet supposé à la fois consommateur et épargnant, ou consommateur et investisseur, répartit ses actifs selon la règle de maximisation de l'effet économique global, c'est-à-dire en égalisant l'effet marginal dans chaque emploi. Si l'on considère un flux d'actifs à répartir entre un flux de consommation et un flux d'épargne ou d'investissement, la même règle vaut : la maximisation de l'effet total découle encore de l'égalisation de l'effet marginal d'actes d'emplois, compte tenu du temps. Il n'est pas, en concurrence pure, d'autre critérium de la répartition du revenu entre consommation et épargne ou investissement, que le choix libre des sujets.

Si nous posons un revenu global stationnaire tel qu'il se maintienne de période en période à un même niveau pour une consommation et un amortissement ou remplacement déterminés (16), nous pénétrons dans un autre domaine :

(16) Revenu global = Consommation + Amortissement ou
= Consommation + Remplacement.

celui de l'ajustement des quantités globales. Le niveau de la consommation, pour un revenu stationnaire donné, est déterminé par celui de l'amortissement (ou remplacement). La condition de la permanence du revenu réside dans un amortissement (remplacement) suffisant pour maintenir la consommation de période en période. Ce schéma peut être dessiné pour n'importe quel niveau de revenu global, mais ne peut, par définition rendre compte du passage d'un niveau à un autre. Si chacun des sujets consomme et amortit, ou consomme et produit pour le remplacement, l'ajustement global sera fait des sommes de quantités individuelles et obtenu, si l'on suppose chaque sujet désireux de maintenir, de période en période, sa consommation, informé des conditions de ce maintien et apte à la réaliser. Si *certain*s sujets consomment et épargnent, si d'autres consomment et produisent l'investissement-remplacement, chacun d'eux maximisant pour son propre compte l'effet global de son activité, leurs plans *ex ante* peuvent être ou non compatibles et ajustés. Il faut supposer que l'épargne permet juste l'investissement-remplacement pour que le niveau de la consommation globale se maintienne de période en période. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que chaque sujet *sache* ce qu'il doit épargner ou produire pour le remplacement en vue de maintenir sa consommation et *celle d'autrui* et qu'il agisse en conséquence. On admettra que cette connaissance découle d'expériences antérieures fixées en habitudes. Sinon, pour construire l'ajustement des totaux, il ne restera que le recours à une compensation *supposée* des erreurs individuelles. A peine voulons-nous rattacher le schéma du revenu global stationnaire aux choix individuels des sujets que nous voilà au centre des difficultés qu'impose le passage des quantités individuelles aux quantités globales ou le cheminement inverse. Quoi qu'il en soit, ce schéma, dont la définition doit tant à J. Schumpeter (circuit) et à A. Hansen (Basic income) permet, entre autres services, de classer et de caractériser les types de mouvements croissants et décroissants du revenu global.

Ces mouvements procèdent de transformations de la consommation ou de l'investissement (17).

(17) Qui dans le schéma stationnaire n'est qu'un investissement-remplacement.

a). — Si la demande de consommation globale est supposée augmenter par l'octroi d'un pouvoir d'achat supplémentaire aux consommateurs, les séquences seront différentes selon que l'offre globale des facteurs de production est inélastique ou non.

a/1). — Si l'offre globale des facteurs de production est inélastique, les enchaînements sont les suivants : l'accroissement de la demande des biens de consommation provoque la hausse de leurs prix. Les facteurs de production en provenance de la zone de la production des biens d'investissement sont attirés vers la zone de la production des biens de consommation. Dans la mesure où ce déplacement s'opère, un nouvel équilibre s'établit pour les biens de consommation dont la demande et l'offre sont l'une et l'autre accrues. Du côté des biens d'investissement, la contraction de l'offre fait face à une demande donnée au départ qui ne peut baisser puisque elle dépend de la demande des biens de consommation. Les entrepreneurs qui produisent les biens de production se voient soustraire les facteurs de production dont le volume global est inélastique : leur offre reste inférieure à la demande qui y fait face et leur prix haussent. L'économie produit relativement plus de biens de consommation et relativement moins de biens de production. Un processus de « décapitalisation » est amorcé. Un même volume de facteurs de production étant transformé en biens de consommation par des procédés capitalistiques de moins en moins productifs, le produit ou le revenu réel global doit à la longue décliner. Si d'abord la consommation globale en valeur augmente, l'investissement en valeur déclinant, à la longue l'investissement en termes réels et la consommation en termes réels doivent nécessairement baisser.

A partir du revenu global stationnaire, le financement d'une consommation additionnelle sous les conditions retenues, signifie que la consommation globale augmente sans que (18) le remplacement global puisse augmenter. Des facteurs de la production sont donc attirés du remplacement vers la consommation et, au cours de périodes ultérieures, si la consommation se maintient, le revenu global doit décroître.

Les débuts de la reconstruction sont marqués par une

(18) Inélasticité de l'offre des facteurs de production.

dépression de la consommation et du remplacement qui ont porté le revenu global au-dessous du niveau qui correspondrait au revenu stationnaire de l'économie considérée. Une politique d'urgence élèvera consommation et investissement par des procédés (secours, importations à crédit) qui n'ont pas de relations directes avec les mécanismes du marché et des prix. A mesure que l'économie se rapprochera d'un état voisin de celui que décrit le schéma du revenu stationnaire, le risque de « décapitalisation » que nous avons isolé, s'accroîtra. Il prolonge et aggrave le désinvestissement massif et « historique » de la guerre (19). Toute augmentation, sans contrepartie certaine, du pouvoir d'achat des consommateurs ne devra pas être comprise superficiellement comme une initiative inflationniste, mais comme l'origine d'un processus qui, à part et au-delà de tous les chiffres et de toutes les prévisions des plans, est directement opposé au maintien ou à la formation du capital.

a/2) Soit un pouvoir d'achat additionnel attribué à la consommation dans le cas où l'offre globale des facteurs de production est élastique ; la demande des biens de consommation s'élève.

S'il existe des stocks supranormaux de biens de consommation suffisants pour satisfaire sans élévation de prix à la demande additionnelle, nous avons une augmentation de la consommation globale au même niveau des prix. Mais, d'embée, nous étions hors du cadre du schéma stationnaire puisque les stocks supranormaux auraient dû être complés comme investissement net. (Au delà de l'amortissement ou remplacement global).

S'il n'existe pas de stocks supranormaux de biens de consommation, la demande additionnelle de ces biens provoque une hausse de leurs prix. Le tableau des enchaînements ultérieurs est radicalement modifié par l'élasticité de l'offre des facteurs. Des facteurs de la production peuvent être directement attirés dans la zone de production des biens de consommation, sans détriment pour l'appareil existant de production des biens d'investissement. Si les facteurs de la production sont puisés dans la zone de production des biens d'investissement, celle-ci peut réparer sans retard ses pertes en augmentant sa demande de facteurs de production dont l'offre

(19) Et éventuellement de l'occupation.

est élastique. Dans la première hypothèse, il se produit une augmentation de la consommation globale sans diminution de l'investissement, dans la deuxième, une augmentation analogue a lieu avec pertes rapidement réparées du côté de l'investissement. Ainsi se dessine un accroissement « sans résistance » de la demande dérivée, consécutif à l'accroissement de la demande de biens de consommation (produit final). On sait d'ailleurs (accélération) qu'un accroissement du taux de la demande de produit final provoque un accroissement proportionnel de la production (offre et demande) de biens d'investissement (20).

La croissance « sans résistance » du revenu global par l'action pure et simple de l'accroissement de la demande globale de consommation, se construit sur l'hypothèse irréaliste de l'élasticité de l'offre des facteurs de la production. Dans le cas d'une élasticité imparfaite de tous les facteurs et d'une élasticité différentielle des divers facteurs ou groupes de facteurs, la complémentarité impose sa tyrannie, quelles que puissent être les conditions de la politique et des flux monétaires. Les enchaînements ne peuvent être déterminés que sur hypothèses

(20) C = valeur du capital ; D_R = demande de remplacement total ; Δ_{ot} = durée de vie du capital ; D_r = demande de remplacement par période = $\frac{D_R}{\Delta_{ot}}$; D_n = demande d'extension ; D_c = demande totale de capital par période ($D_c = D_r + D_n$ ou $D_c = \frac{D_R}{\Delta_{ot}} + D_n$).

P = produit final : $\frac{C}{P} = \beta$ = coefficient d'intensité du capital (capital sur output) ;
 D_p = demande de produit final.

Nous pouvons choisir entre les formules suivantes (rangées par ordre de complication croissante) :

$$\Delta D_p \beta = \Delta D_n \quad (1)$$

$$\Delta D_p \beta + D_r = D_c \quad (2)$$

$$\Delta D_p \beta + \frac{D_R}{\Delta_{ot}} = D_c \quad (3)$$

$$\Delta D_p \frac{\beta}{\frac{t_t}{t_o}} + \frac{D_R}{\Delta_{ot}} = D_c \quad (4)$$

$$\text{ou, pour } \frac{D_R}{\Delta_{ot}} = C_t,$$

$$\Delta D_p \frac{\beta}{\frac{t_t}{t_o}} = \Delta D_c \quad (5)$$

$$\text{ou } \Delta D_p \beta \frac{t_o}{t_t} = \Delta D_c \quad (6)$$

particulières et clairement spécifiées. En termes généraux, on peut cependant retenir que la reconstruction se développe dans des conditions d'inélasticité de certains groupes de facteurs et de faible élasticité de l'offre globale des facteurs.

Même sur modèle « normal », l'influence de l'accélération, universellement reconnue, est très diversement appréciée. Il a été justement observé (Robertson) que la nature et la forme mêmes d'un grand nombre d'investissements modernes nous interdisent d'établir un lien étroit et certain entre leur développement et la croissance de telles demandes concrètes de biens de consommation particulières. Un moment de réflexion révèle au surplus, les difficultés inextricables que nous éprouvons à manier un coefficient d'intensité du capital (21) et une vitesse d'accroissement de la demande du produit final (22) pour la *totalité* de l'économie. Enfin, les suppositions de base pour un exposé général de l'accélération (coefficient donné et constant d'intensité du capital, absence de capacité inutilisée, prix donnés et constants du capital et du produit) ne se rencontrent pas dans la réalité. Mais, même si l'on supposait toutes ces difficultés résolues, on devrait encore mettre au jour des raisons *spécifiques* pour lesquelles en période de reconstruction, l'accroissement de la demande et de l'offre totales de capital par période est « coupé » de l'accroissement de la demande du produit final.

Comme en période normale, diverses sortes d'investissements (23) sont décidés sur *calculs économiques globaux* et fort hypothétiques (24). Ils extrapolent tant bien que mal des demandes collectives à longue échéance ou se rattachent à des prévisions encore plus vagues sur la structure souhaitable de l'économie nationale ou d'un de ses secteurs. C'est ainsi que sont dressés les plans d'investissement dans le secteur nationalisé qui se développe souvent après une guerre pour des raisons politiques et sociales. Une très large part des investissements de l'économie à double secteur se décide et

$$(21) \beta = \frac{C}{P}$$

$$(22) \frac{t_0}{t_1} \text{ dans l'égalité (6).}$$

(23) Electricité, transports, investissements de l'administration publique.

(24) Sur la différence entre ce type de calcul et le calcul marginal Cf. François PERROUX, *La Valeur*, Presses Universitaires, 1943.

se réalise par des procédés qui excluent le jeu accoutumé de l'accélération.

On sait par ailleurs que l'effet relatif de l'accroissement de la demande du produit final sur la demande totale de capital est d'autant plus grand que la demande de remplacement par période est plus petite. Notre représentation théorique de la demande de remplacement par période s'obtient en divisant la demande de remplacement total pour la durée de vie des capitaux. Mais cette formule commode nous est d'un faible secours en phase de reconstruction. La demande de remplacement y est anormalement élevée par suite de l'insuffisance massive du remplacement au cours de la guerre. Par son poids propre, elle diminue l'effet relatif de l'accroissement de la demande du produit final sur la demande totale de capitaux.

L'effet de l'accroissement de la demande du produit final étant d'autant plus intense que l'accroissement a lieu pendant un plus court intervalle de temps, nous pourrions être tentés de dessiner la forme de ses discontinuités au cours de la reconstruction. Le taux d'accroissement de la demande de produit final, faible dans les débuts, a chance de s'élever puis de subir un tassement. Mais la production de capital par période a , au cours de la reconstruction, une autonomie liée aux motifs que nous avons énoncés. De plus, des changements importants dans la technique sont à prévoir. Aucune conclusion simple et générale ne peut donc se déduire du changement de rythme dans l'accroissement de la demande du produit final.

Si cette analyse n'est pas inexacte, la production (offre et demande) de capital en période de reconstruction dépend d'anticipations globales fort imprécises plus que de la demande de produit final ou de certains produits finaux.

b) A partir du revenu stationnaire, considérons maintenant une diminution de la consommation globale, c'est-à-dire la formation d'une épargne nette (25). D'une part, elle libère des ressources (monétaires et réelles) qui rendent possible une formation supplémentaire de capital. D'autre part, elle représente une diminution de la demande globale de produit final et tend à réduire l'investissement dans la mesure où il est

(25) Le revenu stationnaire, pouvant se construire à n'importe quel niveau, peut l'être à un niveau où la consommation globale est compressible ; les sujets peuvent souhaiter augmenter, pour les périodes ultérieures, leur produit final.

fonction de cette demande globale. Y a-t-il une issue et laquelle ?

D'une analyse sur conditions qui ne sont pas triées pour imposer une conclusion pré-formée dans les prémisses, il est impossible de déduire que l'épargne agit *automatiquement* pour déprimer ou accroître le produit global. L'interprétation classique se construit sur une coalition de chances, l'interprétation keynésienne sur une coalition de malchances. La réalité ne connaît ni l'un ni l'autre de ces blocs compacts de circonstances favorables ou de circonstances défavorables, dans lesquelles l'épargne devient « vice » ou « vertu », cause centrale du détraquement ou de l'essor de l'économie.

Dans un état de plein emploi des facteurs, la baisse de la demande des biens de consommation provoque la baisse du prix de ces biens et celle du taux de l'intérêt. Des facteurs se déplacent vers la zone de production des biens d'investissement ; l'emploi de procédés plus capitalistiques tend à élever la productivité et le produit. De la formation du capital additionnel et de la restauration de la demande de biens de consommation, à mesure qu'est réalisé l'investissement supplémentaire, résulte — toutes causes de perturbations accidentelles négligées — la croissance du revenu réel global.

A cet enchaînement essentiel des chances maxima de l'épargne spontanée, s'oppose celui de ses malchances maxima. Dans un état de sous-emploi des facteurs, la libération de ressources économiques dans la zone de production des biens de consommation, perd son intérêt. Si les entreprises productrices de biens de production ne demandaient pas, au départ, davantage de facteurs, ce pouvait être pour des raisons diverses, mais qui n'ont aucune chance d'être corrigées par une diminution de la demande des biens de consommation. Dans la mesure où la production globale des biens de production est commandée par l'anticipation de la demande des biens de consommation, la situation ne peut qu'empirer. La libération des facteurs de la production dans la zone des biens de consommation accroît le sous-emploi des facteurs et risque de produire un mouvement cumulatif de contraction. Si le taux de l'intérêt est dissocié des mouvements de l'épargne et associé à ceux des flux ou stocks monétaires, la « nocivité » de la restriction de la consommation achève de prendre son relief.

Choisissant délibérément le cadre (plein emploi, sous-emploi) qu'elles estiment une fois pour toutes le plus vraisemblable, la thèse orthodoxe et la thèse hétérodoxe ne parvien-

nent pas à dissimuler un « pari » pour ou contre l'élasticité de l'investissement par rapport à l'intérêt et au coût, pour ou contre la sous consommation (défiance de la demande effective) automatiquement engendrée par l'épargne. C'est d'un « pari » qu'il s'agit parce que si, sur des modèles différents, il est relativement aisé d'acheminer à l'une ou à l'autre des conclusions adverses, il n'y a pas de raison de croire que l'un de ces modèles est seul propre à exprimer les conditions communes ou typiques du développement de l'économie capitaliste.

Le mécanisme de l'élasticité de l'investissement par rapport à l'intérêt pour une productivité marginale du capital donnée, ne sort pas indemne de l'analyse moderne des seuils d'insensibilité en cas de baisses faibles et continues de l'intérêt et des résistances à la baisse du taux au-dessous d'un niveau conventionnel plus ou moins incompressible. Ce mécanisme perd une partie de son sens par la présence d'investissements massifs sur anticipations globales et hypothétiques. Encore observe-t-on que l'élasticité de l'investissement par rapport à la productivité marginale pour un intérêt donné et l'élasticité de l'investissement par rapport au coût demeurent actives même dans une économie partiellement concurrentielle mais dynamique, c'est-à-dire où l'innovation et le progrès technique gardent libre accès à la production et aux échanges. En dépit des assertions assez indéterminées sur les « economics of maturity » ou le « Spätkapitalismus » le résultat de la « course entre l'accumulation et l'invention » (Taussig) n'est ni acquis ni prévisible.

Quant à la sous-consommation engendrée par l'épargne, elle ne paraît pas davantage inévitable. Si la formation du capital né de l'épargne joue son rôle, c'est-à-dire abaisse le coût et le prix unitaire, un même produit final peut être écoulé à coût et prix réduits malgré la diminution de la demande de consommation. Puis, au fur et à mesure que l'investissement additionnel alimente la distribution des revenus, il restaure la demande de produit final. Si bien que l'anticipation des entrepreneurs touchant l'avenir de la demande de produit final dépendra de la période pour laquelle ils « choisissent de » ou « sont poussés à » évaluer cette demande. Les désajustements de l'épargne et de l'investissement dans une économie de marché, toujours possibles en courte période, ne sont ni nécessaires ni de forme déterminable a priori et en termes généraux pour le long run.

La décision d'épargne *n'équivaut* pas plus à la décision d'investir qu'à la décision de ne pas investir. Pour une économie dynamique et concurrentielle à *quelque* degré, aucune preuve n'a été encore fournie qu'à long aller l'épargne ne peut pas se transformer en investissement sans retards et sans déséquilibres insupportables.

Dans les économies en reconstruction (26), aussitôt dépassée la phase où l'on restaure d'urgence consommation et équipement, un choix fondamental s'impose, dans les conditions les moins favorables à la clarté de la décision.

L'épargne libre est à la fois réduite (épuisement des réserves, inflation) soumise à des changements profonds de structure, (recul des classes moyennes, accumulation de pouvoir d'achat dû à la conjoncture artificielle de la guerre et de la transition), soustraite à l'action des incitations accoutumées à l'investissement (27). L'intervention de l'Etat ne peut être éludée pour sélectionner les consommations et les investissements, aménager l'importation de l'épargne extérieure et préparer *un mécanisme de financement jugé « normal »* ; cette dernière tâche domine et commande toutes les autres. Elle est assumée à un moment et dans des circonstances où le mécanisme de formation et de transformation productive de l'épargne étant faussé, la confusion des exigences d'un moment historique exceptionnel avec les transformations prétendument irréversibles de l'économie capitaliste n'a que trop chances de se produire. L'épargne libre ne jouant plus son rôle ou ne pouvant plus jouer tout son rôle, on aura peu de peine à faire entendre qu'elle n'en doit plus jouer aucun : l'investissement public sur épargne contrainte sera présenté comme un substitut acceptable ou nécessaire de l'investissement privé sur épargne libre. Le relevé ou la prévision des quantités globales *pour un petit nombre d'années* fournira d'arguments apparemment et fallacieux un changement de *structure ou de système* qui engage l'avenir pour *une durée imprévisible*,

Les responsables de l'économie en reconstruction doivent donc nécessairement prendre une décision centrale qui, loin de *découler* de l'examen des quantités globales relevées par la comptabilité sociale ou par le pan, *dicle* la méthode d'interprétation qui leur est applicable et les procédés par lesquels

(26) Selon le modèle déterminé plus haut.

(27) Cf. supra § II.

elles peuvent être modifiées. Ils doivent savoir et dire très clairement s'ils estiment vraisemblable, viable et souhaitable pour le quart de siècle qui est devant eux une économie où le secteur libre représentant 60 à 80 % de l'ensemble doit être reconstitué *selon sa loi propre* qui est celle de l'entreprise, du prix et du marché (28).

Dans l'affirmative leur objectif majeur sera la restauration de l'investissement privé et de l'épargne libre.

Pour réunir les conditions de cette restauration, ils auront sans délai à stopper la hausse cumulative des salaires et des prix. Déprimer ou contenir les prix des biens de consommation (29) pour un niveau donné des salaires nominaux, c'est restaurer les salaires réels, c'est-à-dire diminuer la pression salariale, donner aux anticipations des entrepreneurs plus de sécurité et, en même temps les inciter au progrès technique. C'est ôter aux syndicats ouvriers le prétexte d'agitations extra-économiques et libérer les travailleurs de l'épargne forcée.

Dans le long run, la restauration de l'investissement privé et de l'épargne libre impose qu'aucun obstacle institutionnel ou fiscal ne contrarie le progrès technique, l'invention et l'abaissement des coûts par l'initiative individuelle et la concurrence.

Le débat central sur le rôle et les formes de l'épargne engage l'alternative de l'économie à double secteur ou de la collectivisation généralisée en fait.

c) Reste à caractériser la croissance du revenu global par l'effet de l'investissement additionnel. Soit à partir du revenu stationnaire, un investissement additionnel public, financé par une émission de papier monnaie.

Si les ressources économiques sont pleinement employées, des facteurs seront soustraits à l'investissement-remplacement, et le déclin de celui-ci entraînera la décroissance de la consommation globale au cours des périodes ultérieures. L'investissement public, directement concurrent de l'investissement privé, se développera au détriment de ce dernier. Si les ressources

(28) Dans les pays qui voudraient jouer les règles du jeu démocratique, c'est ce *choix fondamental* bien plus encore que les grandes lignes du plan qui devrait être soumis aux représentants de la souveraineté populaire.

(29) A rapprocher de certaines conclusions présentées dans l'excellent article d'Yves MAINGUY : A propos de la Politique des Prix. Réflexions sur le minimum vital, *Banque*, 1947.

économiques sont incomplètement employées, l'investissement public n'entrera pas, au moins directement, en concurrence avec l'investissement antécédent. Il mobilisera des ressources économiques jusqu'alors stériles. Un emploi secondaire aura *chance* d'être suscité dont on peut espérer une croissance, en termes monétaires et en termes réels, du produit global.

Ces effets d'un investissement public additionnel seraient aussi, en principe, ceux d'un investissement additionnel privé financé par un pouvoir d'achat supplémentaire, distribué à des producteurs de biens d'investissement désireux d'en faire usage. L'essentiel serait encore de savoir si le surcroît de pouvoir d'achat doit nécessairement déplacer des facteurs entièrement employés ou peut s'adresser à des ressources dont il fait cesser la stérilisation temporaire. Si *toute* inflation n'est pas exclue dans une économie concrète soumise à ce processus, il y a lieu de croire que l'inflation sera modérée et supportable dans la mesure où des provisions étendues de ressources inemployées pourront être aisément mobilisées par le pouvoir d'achat additionnel.

Au cours du développement du capitalisme, l'investissement *antécédent* à l'épargne mobilise des ressources inemployées (30) ou attire des ressources déjà utilisées dans des emplois de productivité supérieure. Dans les deux cas, il anticipe un supplément de produit.

Au cours de la reconstruction (31), il n'est pas possible de compter sur de larges ressources inemployées. Parfois, il n'y aura chômage visible ni pour les hommes ni pour les choses. La croissance de l'investissement public devra donc être considérée comme concurrente de celle de l'investissement privé. La croissance de l'un *et* de l'autre ne sera durable que si l'anticipation du produit supplémentaire n'est pas infirmée, de période en période.

Si peu contestable que soit cette tendance générale, la situation est pourtant moins décevante qu'elle pourrait d'abord sembler. Les conditions « réelles » contiennent l'investissement additionnel dans des limites plus étroites qu'on n'a coutume de le dire. Mais trois circonstances concourent à assouplir ces limites.

(30) Considérables dans les dépressions cycliques.

(31) Singulièrement en France.

1°) — Des machines et matières premières étant importées à crédit, l'économie en reconstruction puise dans le réservoir des capitaux réels des pays étrangers. Si la main-d'œuvre fait défaut, des travailleurs seront aussi importés et, — toutes difficultés relatives à la synchronisation étant réservées — un supplément de pouvoir d'achat créé dans le pays importateur de main-d'œuvre pour payer les salaires de cette main-d'œuvre ne doit pas théoriquement être considéré comme inflationniste. Il paie un facteur complémentaire qui, combiné avec les machines et les matières premières, suscitera un accroissement du produit global en termes réels.

2°) — Si, dans le modèle de reconstruction retenu, les facteurs de la production sont entièrement employés, ils le sont dans des conditions très éloignées de l'optimum *pratiquement* réalisable. La guerre et l'occupation ont isolé l'économie nationale de l'économie mondiale. Une nouvelle structure de la production et des échanges s'élabore qui, de phase en phase, dévoilera les emplois économiques les plus efficaces. L'inflation a produit ses distorsions, rendu les entrepreneurs peu exigeants sur le calcul des coûts, réparti les facteurs au gré de « rentabilités » de « hasard ». Tout effort de rationalisation, organisé et couronné de succès, doit libérer des facteurs de production (main d'œuvre et capital). Un pouvoir d'achat additionnel, contrôlé et synchronisé, anticiperait un accroissement du produit et de l'épargne.

3°) — Une fois l'économie de demande et les mécanismes essentiels du marché restaurés, l'élévation de la productivité par l'innovation et le progrès technique, devraient autoriser les anticipations de produits supplémentaires qui ont été à la base de l'investissement dans le capitalisme du temps de paix. Cette dernière perspective ne s'ouvre qu'à terme.

Il y a loin de ces constatations à l'« automatisme » du multiplicateur qui, comme tant d'autres automatismes, a été assez malmené par les recherches inductives et concrètes (32). *Même si*, dans une économie en reconstruction, des provisions appréciables de ressources économiques étaient disponibles, l'optimisme concernant la création des emplois secondaires devrait être fort tempéré en raison non seulement des

(32) On lira sur ce point, l'article fondamental de C. Bresciani TURONI, *The Multiplier in practice : some results of recent german experience*, *Review of economic statistics*, 1938.

leakages (pertes) que constituent la thésaurisation de divers groupes sociaux et le remboursement des dettes, mais surtout des résistances « réelles » résultant de la fluidité insuffisante des facteurs de la production. Dans tous pays en reconstruction, la théorie de l'investissement additionnel doit être *pensée à neuf* avant d'être appliquée à un modèle pour lequel elle n'a pas été faite. La reconstruction nous ramène à ces analyses en termes *réels*, qui, avant la catastrophe, semblaient à plusieurs avoir l'utilité douteuse et la saveur démodée de tous les produits de l'austrian school.

2. — S'il prétend être plus qu'une liste empiriquement établie et classée de besoins à soumettre à un prêteur étranger, dès l'instant qu'il tâche, — sans plus —, à arbitrer et à rendre conciliables les revendications de groupes d'activités économiques en quête d'investissement, un plan de modernisation et d'équipement se construit *comme si* était résolu ou soluble le problème de la détermination la meilleure ou la moins mauvaise d'un certain nombre de quantités globales liées (33) : revenu national, consommation, épargne, investissement. Or, par quelque biais que l'économiste aborde ce redoutable problème, il est conduit, en fin de compte, à des résultats qui, *au lieu de préparer*, — fût-ce de façon très indirecte et lointaine, — *le choix de certains niveaux des quantités globales* de préférence à d'autres niveaux, *semblent priver un tel choix de toute justification objective*.

L'analyse économique construit théoriquement la consommation qui maximise l'investissement et l'investissement qui maximise la consommation. Le premier schéma a été on le sait, dessiné par O. Lange (34). Son point de départ réside dans l'idée simple qu'entre, d'une part, une consommation qui absorberait tout le revenu et ferait l'investissement égal à zéro et d'autre part, une consommation égale à zéro qui annulerait la demande d'investissement, il doit exister un niveau de consommation qui porte l'investissement à son maximum ; O. Lange le détermine à partir des variables du système Keynésien. Sur hypothèses appropriées, il est aussi possible de construire les conditions de maximisation de l'investissement

(33) Nous ne traitons pas, en ce moment du choix des composantes de ces quantités globales.

(34) « The rate of interests and the optimum propensity to consume » in *Readings on the business cycles*, Blackiston Company, 1944.

global et même de les choisir de telle façon qu'elles entraînent la maximisation du revenu et de la consommation. Soit, par exemple, un revenu dynamique (35), une propension marginale à la consommation (multiplicateur) donnée et un investissement net d'abord en équilibre, pour un rapport :

productivité marginale

 intérêt

égal à 1. Si, à partir de son niveau de départ, nous faisons tendre l'intérêt vers zéro, nous tendons aussi vers un maximum du revenu et de la consommation. Nous pourrions dire que sous les conditions précitées, le revenu global et la consommation sont, à la limite, maximisés pour un intérêt très voisin de zéro (ou, pour un intérêt donné par le déplacement maximum vers la droite de la courbe de productivité marginale). Ces analyses formelles ou toutes celles du même type que l'on pourrait imaginer sont peu propres à nous rassurer. Elles révèlent, au contraire, que pour guider l'action c'est un modèle quantitatif de maximisation qu'il nous faudrait, contenant les chiffres caractéristiques de toutes les variables principales, chacune étant affecté d'une pondération qui exprime son influence *relative* dans la constellation concrète de conditions considérées.

L'analyse économique a, dans un tout autre domaine et par de tous autres procédés, dressé un tableau assez complet des causes et des formes de déséquilibre de l'épargne et de l'investissement pour des raisons réelles ou monétaires. Pris sous un angle un peu différent, ce tableau peut être interprété comme celui des cas de sous-consommation ou de sur-consommation. Il résume aussi, malheureusement, quelques uns des points de divergence les plus fondamentaux et les plus irréductibles de notre discipline, sous ses formes contemporaines. Sa consultation fort malaisée, nous amène en tout cas à examiner une infinité de situations économiques qu'il faut caractériser et juger à chaque fois. Elle ne nous conduit à rien qui ressemble si peu que ce soit à un diagnostic quantitatif ou à l'appréciation d'une quantité globale.

Que dire enfin des formules vagues par lesquelles une limite générale est assignée dans une économie globale. Pour une économie de « high consumption » on dira bien que l'augmentation de la consommation ne doit pas excéder les bornes

(35) Revenu global = consommation + investissement net.

où l'épargne n'absorberait plus les inventions susceptibles de réalisation économique immédiate (36). Pour une économie à épargne élevée, il sera toujours possible d'énoncer que l'épargne optima est celle qui ne diminue pas la demande de consommation dans une mesure supérieure à la compression des coûts susceptibles d'être obtenus par la formation du capital additionnel. Pour cette économie, la limite assignable à l'épargne offerte pour l'investissement est par définition celle où elle cesse de trouver un investissement à un prix rémunérateur. Des truismes de ce genre ne mériteraient probablement pas d'être rappelés s'ils ne montraient que sur la voie de la quantification des ensembles *optima*, nous sommes nécessairement conduits à des données *non quantifiables* (volume des inventions réalisables, compression des coûts par période, volume des investissements *rentables* appréciés ex ante).

Les réflexions qui viennent d'être groupées semblent imposer la conclusion que des choix fermes sur *le type* d'économie auquel tend la reconstruction, et sur les *mécanismes* économiques et financiers à utiliser, importent autant sinon plus que la détermination de quantités globales qui, au mieux (37), sont des relevés exacts concernant le passé mais qui ont des titres fragiles et contestables à préformer l'avenir. Or, par une fâcheuse rencontre, les choix essentiels qui viennent d'être dits sont précisément ceux *que l'on ne trouve pas* à la base du plan français de modernisation et d'équipement. La raison n'en doit pas être recherchée seulement dans le caractère assez indéterminé de son objet et du statut de l'organisme qui l'a élaboré. Elle tient, à notre sens, à l'ambiguïté redoutable qui pèse sur la notion, les possibilités et les moyens du « contrôle » des quantités globales.

IV. — Quand un plan économique ne se réalise pas, ce peut être parce que, quoiqu'entièrement déterminé dans son objet et ses moyens, il a été vicié par des erreurs de prévision et de calcul. C'est parfois aussi parce que l'ambiguïté de sa conception, favorisée par la confusion des esprits et de la politique n'a pas énoncé clairement ses buts, délimité son champ, défini ses pouvoirs. Le plan français de modernisation et d'équipement offre un exemple de ce second genre d'infortunes (38).

(36) Cf. A. HANSEN, *Business cycles and fiscal policy*.

(37) Ce n'est pas le cas en France.

(38) Qui, bien sûr, n'exclut pas le premier.

Une liste des besoins d'investissement que dressent les groupes d'intéressés ne peut pas être corrigée et adaptée, sinon par comparaison, à l'état des ressources probables de l'investissement. Comme il est difficile d'obtenir le total de ces dernières autrement que par addition de leurs ensembles principaux, la distinction du plan *d'équipement, d'investissement, de financement*, ne conserve sa pureté commode pour un temps qu'à condition de rester académique. Dans le fait, ces sommes de monnaie qui expriment des capitaux réels, pour savoir comment les combiner et les rogner, il n'est pas superflu de savoir d'où et comment on les tire. Si l'on voit trop tard qu'on l'ignore, ce n'est pas sans péril pour l'architecture des chiffres. Les distinctions d'école se payent, elles ne payent pas.

Tout au rebours, les distinctions de bon sens sont irremplaçables. Un plan d'investissement est-il impératif ? il emporte direction de la totalité de l'économie. Est-il indicatif ? il risque d'être platonique ; par définition, il favorise certains intérêts et en sacrifie d'autres, ce qui ne va pas sans une dose appréciable d'autorité. La solution hybride est peut-être habile, certainement décevante ; en France, les événements, autant que les hommes, l'ont choisie. Le Commissariat (39) est beaucoup plus qu'un ensemble de techniciens chargés de missions délimitées et successives, exécutées sur ordres du gouvernement ou du Parlement et sensiblement moins qu'un organe qui a reçu officiellement délégation d'une partie des pouvoirs de décision. Le Plan, à lire son texte, serait impératif pour parties (les six secteurs de base), indicatif pour d'autres, alors que, dans le fait, étant donné la dispersion des ministères et des services économiques, son atout maître est un produit compliqué et instable de compétence technique de persuasion et de pression. Les études et les consultations qu'il suppose et qu'il entraîne le muent en bureau d'études de l'économie française et lui réservent l'occasion d'être un centre de rencontres sans lui conférer les moyens d'être un centre d'arbitrage. Ces circonstances et quelques autres qui dépassent notre Commissariat et notre Plan ressortissent à l'histoire. Sont justiciables de la théorie des ambiguïtés très générales, plus profondes, inhérentes au contrôle même des quantités globales.

Les quantités globales inscrites dans un plan peuvent être

(39) Commissariat général au plan de modernisation et d'équipement.

fixées autoritairement. L'Etat détermine le montant d'un impôt à percevoir au cours d'une période (et par hypothèse ne se trompe ni sur la matière effectivement imposable ni sur les chances et conditions de recouvrement). Il prescrit un investissement additionnel d'un montant déterminé dans une industrie, soit en donnant au secteur public l'ordre *et les moyens* de le réaliser, soit *en assurant* au secteur privé les sommes nécessaires pour l'assumer librement ou sous contrôle. Il exige une quantité minima de production ou de livraison (40) de la part d'entrepreneurs désignés sous sanctions économiques ou non, directes ou indirectes. Le seul énoncé de tels cas révèle que l'essentiel tient *non* dans l'ordre chiffré mais *dans les procédés par quoi son exécution est garantie*.

Les quantités globales inscrites à un plan peuvent être simplement influencées. L'Etat *incitera* des producteurs et des consommateurs semi-libres à se comporter de façon telle que la résultante de leurs actes approche un total jugé satisfaisant. Ou bien, par voie d'incitation, il modifiera une quantité globale ou sa composition en pesant sur une des quantités mineures qu'elles contient. Du choix explicite et détaillé *des moyens* dépendent, plus encore ici que précédemment, la signification et la portée réelles du contrôle. *Un plan de modernisation et d'équipement ne se sépare que dans l'abstrait d'un plan économique proprement dit*. Son destin est d'être plus qu'il ne doit être ou de n'être rien.

L'ambiguïté qu'il recèle, aigüe en France, mais probablement présente en tous cas, fausse son mécanisme intime. Ce plan établit des niveaux jugés *possibles* et *souhaitables* de quantités globales *liées* (41). Or, nous ne possédons *pas* (42) pour les ensembles économiques, de théorie des maximisations et des optimas qui *achemine à la quantification*. Que reste-t-il aux responsables et aux auteurs du Plan ? 1°) un recours aux « chiffres caractéristiques » fournis par les études sur le revenu national. 2°) une référence implicite à une structure à venir de l'économie nationale. 3°) un optimisme contestable touchant l'ajustement des quantités globales et des prix.

(40) « Devoir » de production, « devoir » de livraison.

(41) Au bénéfice desquelles est mise en œuvre une technique *semi-impérative* dans le principe et dont l'efficacité est *entièrement* subordonnée au *choix* et à la *mise en œuvre* des procédés d'exécution.

(42) Nous croyons l'avoir établi supra, III, 2.

a) — Des évaluations aussi méritoires qu'elles sont imparfaites (43) et dont la caractéristique est d'extrapoler à partir de sources statistiques qui ne se renouvellent ni ne s'enrichissent substantiellement, fournissent chez nous jusqu'à 1950 des projections du produit ou revenu national. En appliquant à ces chiffres les pourcentages jugés normaux de la consommation et de l'investissement dans le revenu national des économies modernes, on éliminera des invraisemblances que les prévisions isolées ou par grandes catégories auraient pu comporter. Il n'est pas interdit de croire que la même méthode, quelque grossière qu'elle soit, peut, appliquée par des experts qualifiés, améliorer les prévisions portant sur les composantes des plus significatives quantités globales. Mais il n'est pas permis d'aller plus loin sans « faire le saut » c'est-à-dire sans choisir un principe qui permettra d'arbitrer les sollicitations *contradictoires* des entrepreneurs en quête d'investissement et en concurrence d'activités.

b) — Des optima calculés sur la base des effets objectivement utiles (44) ne venant même pas en question, force sera de se rabattre sur leurs ersatz : la *social priority*. Cette priorité pour motif d'intérêt général, supérieure à la loi du besoin *solvable* et du prix libre, se détermine aisément sur cas extrêmes et limités. Elle perd en certitude à mesure que son domaine s'étend et qu'elle est appelée à trancher entre besoins de moins en moins délimités, immédiats et urgents. C'est un système de *social priorities* de ce dernier genre que contient un plan d'investissement. Pour dire si dans cinq ans tel secteur économique doit avoir tel volume relatif par rapport à tel autre, pour décider que telle industrie se développera opportunément au détriment de la voisine, il faut décider des proportions et des relations qui sont caractéristiques de la *structure* de l'économie nationale. Une image floue de la structure « souhaitable » de l'économie française, à plusieurs années de distance, formée par référence aux données

(43) Pour la démonstration cf., le Revenu National, son calcul et sa signification cf. L'évaluation du Revenu National et ses utilisations. Collection Pragma, Presses Universitaires, 1947. Ces insuffisances, nous l'avons maintes fois souligné, tiennent à l'indigence de nos sources.

(44) Sur la distinction des effets subjectivement et objectivement utiles et ses conséquences théoriques, cf. François PERRONX, L'Intervention de l'Etat au XX^e siècle, Cours de Doctorat à l'Université de Paris, 1945-1946.

de la période antérieure à la guerre et par anticipations incertaines sur les adaptations nécessaires : tel est le résidu *qui soutient tout l'édifice majestueux des chiffres précis et de leurs combinaisons rigoureuses.*

c) — Encore négligerait-on un point crucial si l'on omettait de voir dans les quantités globales inscrites au plan ce qu'elles sont sous les prises de l'analyse économique. Elles constituent des prévisions *d'offres globales et de demandes globales supposées en équilibre pour un niveau donné des prix.* A l'investissement retenu fera face une offre d'épargne correspondante pour un intérêt et des prix déterminés. A la production des biens de consommation fera face une demande des biens de consommation pour des prix déterminés. Et la même conclusion s'impose pour chaque offre et pour chaque demande partielle à l'intérieur des offres et des demandes globales. Si le plan était rigoureusement impératif, les quantités globales traduiraient des ajustements *théoriquement* nécessaires. S'il n'était qu'un document contenant des prévisions sur des quantités et des prix librement formés, il cesserait d'être un plan mais pourrait au moins prétendre être un corps cohérent de pronostics valables sur la croissance d'une économie nationale, pourvu qu'elle soit soustraite à des transformations rapides et radicales des structures. Or, le plan en examen, et avec lui tous ses analogues n'est rien de tout cela. Il contient des offres globales et des demandes globales supposées adaptées pour un certain niveau des prix à plusieurs années de distance 1°) dans une économie soumise à des changements importants de structure, 2°) sous un régime hybride où coexistent des quantités semi-contrôlées et des prix semi-contrôlés, 3°) dans une situation générale où le degré de cette liberté (ou de ce contrôle) varie considérablement de produit à produit, 4°) au cours d'une période où le coefficient général d'intervention à l'égard de l'ensemble et les coefficients *relatifs* d'intervention dans chacune des parties de l'ensemble *varieront* appréciablement. Il est difficile de ne pas apercevoir sur tous ces points de belles occasions de revanche pour la théorie de l'interdépendance générale *contre* celle des équilibres globaux.

La solution des problèmes fondamentaux que posent à la reconstruction les ajustements de la consommation, de l'épargne et de l'investissement dépend d'une politique cor-

recte des prix, de leur niveau général et de leurs échelles relatives plus que de l'interrogation anxieuse ou de l'application fidèle d'un tableau des quantités globales.

Dans le présent, le stoppage de la hausse cumulative des salaires et des prix conditionne la reprise de l'investissement et la reconstitution de l'épargne. Il s'agit, par une politique correcte de la production, des prix, de la collecte et de la distribution des biens de consommation et spécialement des produits alimentaires, d'obtenir une élévation et une consolidation des salaires réels. Cette politique sera correcte quand elle obtiendra son effet et non quand elle donnera une consommation globale voisine de 308 milliards (45) pour 1947 ou de 384 milliards pour 1950 contre 340 milliards en 1938 et 390 milliards en 1939. Elle aura fourni la base d'une reprise de l'investissement dont, après que celle-ci sera *certaine et incontestable*, nous apprendrons avec satisfaction qu'elle n'excède pas, (entretien compris) 23 à 25 % du revenu global.

Pour un avenir plus éloigné, il sera décisif de savoir si les nationalisations et le secteur public sont entendus, — ainsi qu'il se doit — comme des moyens de *rationalisations spécifiques et d'abaissement* des coûts ; il le sera sensiblement moins d'apprendre que le chiffre prévu des investissements publics a été en effet approximativement atteint ; il sera indispensable d'être assuré qu'une économie à double secteur n'est pas confondue avec une économie soumise à un processus de collectivisation diffuse par une réforme fiscale directement opposée à la reprise de l'investissement libre ; il le sera sensiblement moins de savoir que l'une quelconque des évaluations successives de la participation relative de l'autofinancement, de l'épargne, du recours au crédit, de la taxation additionnelle n'a pas été trop durement démentie ; il sera impératif que les liens rompus ou relâchés entre la productivité et la rémunération soient rétablis ou réservés ; il le sera sensiblement moins de constater que la proportion d'impôt payé par un groupe social coïncide grosso modo (sur chiffres contestables interprétés selon des méthodes qui le sont aussi) avec celle de son revenu global dans l'ensemble du revenu national.

(45) Chiffres 1938.

V. — Dans la mesure où le plan français prépare, en liaison avec les études sur le revenu national et les quantités connexes une *comptabilité de gestion* à l'échelle de la nation, il compte parmi les initiatives et les réalisations les plus fécondes de ce temps. Dans la mesure où il est un plan de direction et de contrôle de l'économie il offre des garanties bien moins incontestables et ne peut jusqu'à ce jour dissimuler un échec partiel. Si grande que puisse être la part des circonstances dans cette mauvaise fortune, sa cause essentielle doit être cherchée dans les incertitudes d'une méthode de pensée et d'un type de politique économique.

L'avenir de la théorie *scientifique* des quantités globales et de son utilisation, n'est heureusement pas lié à ses interprétations hâtives et à ses applications maladroités. Pour tout Etat, quelles que soient la forme de son régime et la structure de son économie, une comptabilité de gestion est aussi indispensable qu'elle l'est à une grande entreprise du XX^e siècle. Une telle comptabilité est un état qui constate et renseigne, elle n'est pas le moule rigide d'un avenir incertain. Elle éclaire les décisions sans les prédéterminer. Dans la mesure où une gestion serait esclave d'une comptabilité, elle perdrait son ressort et même son sens.

Nous avons été contraints par l'urgence des événements et par le manque d'hommes d'accomplir en même temps notre comptabilité de gestion nationale, tout en dressant un plan partiel de reconstruction et en disputant sur la mesure et les formes des interventions nécessaires. Chacun de ces problèmes est lié à tous les autres, mais doit être résolu selon sa nature et par les méthodes qui y sont appropriées. Ces distinctions s'imposent *en raison* : c'est très précisément pourquoi une certaine politique les redoute.

François PERROUX.

LES STATISTIQUES DE LA CONSOMMATION ET DE L'INVESTISSEMENT EN GRANDE-BRETAGNE

« That is why we get on so much better than some countries — because we do not push things to logical conclusions. We go by common sense. »

H. DALTON, House of Commons, 12 march 1946.

Le niveau de la consommation et de l'investissement est, à coup sûr, parmi tous les aspects de la réalité économique, l'un des plus significatifs à connaître et — si l'étude des faits doit préparer leur contrôle — l'un des plus importants à influencer.

La doctrine du plein emploi, dont le Parlement britannique a unanimement adopté le principe en juin 1944 (1), énonce que, par des mesures appropriées, l'Etat, sans abandonner un régime libéral, peut fixer durablement la consommation et l'investissement, donc l'emploi, à un niveau supérieur à celui qu'ils atteindraient dans un système économique abandonné à lui-même.

(1) Débats sur le « White Paper on Employment Policy (Cmd. 6527), de mai 1944. Dans la suite de cete étude, nous désignerons par leur numéro courant les différents « White Papers » auxquels nous aurons à nous référer, savoir : Cmd. 6687 : « Report of the Census of Production Committee », octobre 1945. Cmd. 6764 : « Report of the Census of Distribution Committee », mars 1946. Cmd. 6784 : « National Income and Expenditure of the United Kingdom, 1938-1945 », avril 1946. Cmd. 7046 : « Economic Survey for 1947 », février. Cmd. 7099 : « National Income and Expenditure of the United Kingdom, 1938-1946 », avril 1947.

Au regard de cette doctrine, il importe autant de connaître le niveau comparé de la consommation et de l'investissement que leur niveau absolu, car s'il est avant tout nécessaire d'accroître l'une ou l'autre de ces deux grandeurs pour atteindre au plein emploi, il est du plus haut intérêt de savoir de quelle façon telle mesure de redistribution des revenus réagit sur la consommation et les investissements, ou tel ensemble d'investissements publics sur les investissements et la consommation privés.

Toutefois, après être restée jusqu'à 1936, en retard sur les faits, la doctrine économique s'est trouvée, depuis la guerre, peut-être trop en avance : le problème n'est plus, pour la Grande-Bretagne, de stimuler la consommation et l'investissement, mais de les réduire au-dessous du chiffre auquel pourrait les porter un pouvoir d'achat très accru par l'inflation.

Et, simultanément, le rapport entre consommation et investissements revêt une signification nouvelle, car plus les seconds s'accroîtront aux dépens de la première dans le présent et l'avenir immédiat, plus rapidement, tout compte fait, les revenus réels s'accroîtront et l'inflation se résorbera.

L'objet de la présente étude est essentiellement de montrer les moyens que l'Angleterre utilise ou se prépare à utiliser en vue de mesurer des facteurs aussi importants pour sa prospérité (2).

SECTION I

Les options fondamentales

La mise au point d'un ensemble de statistiques ne rencontre pas seulement des difficultés d'organisation matérielle : il faut commencer par définir dans l'abstrait, puis concrètement, les grandeurs à mesurer, c'est-à-dire par délimiter les catégories d'objets matériellement différenciés et pratiquement

(2) Les statistiques officielles seront seules prises en considération. Nous exprimons notre vive gratitude aux statisticiens anglais, spécialement à M. Stafford, Directeur du central Stastistical Office, M. Saunders, du Central Statistical Office, MM. Grant et Stedman Jones, de la Statistics and Intelligence Division, Ministry of Food, M. Utting, du National Institute of Economic and Social Research, qui ont beaucoup facilité notre tâche par les éclaircissements et les renseignements qu'ils nous ont fournis.

saisissables qui entrent dans les définitions posées « in abstracto » (3). Malheureusement, les limites des premières ne coïncident presque jamais avec celles des secondes. On doit s'en tenir à des cotes mal taillées.

Quelles furent les notions sur lesquelles eurent à se prononcer, dans le domaine qui nous occupe, les services de statistiques anglais et quel fut leur choix ?

§ 1. — REVENU NET ET INVESTISSEMENT NET.

1. La première question est de définir, par rapport au revenu, l'ensemble consommation et investissement.

A première vue, rien n'est plus simple : consommation et investissements additionnés forment le revenu.

Aucune incertitude, il est vrai, s'il s'agit de grandeurs nominales *brutes*. Mais la définition du revenu *net* soulève des difficultés extrêmes, qui retentissent sur la définition de l'investissement net : le revenu net est ce qui reste du revenu brut après les dépenses nécessaires pour maintenir le capital intact. La question est en substance, de savoir si, quelle qu'en soit la cause, toutes les dégradations subies par le capital au cours de la période considérée doivent être exactement réparées sur les résultats de la même période. Et, si l'on choisit d'imputer au revenu courant les dégradations normales et au capital les pertes imprévues, comment distinguer ces deux catégories de dégradations ?

A supposer donnée la limite entre consommation et investissement, il est clair que la définition du revenu net n'aura de répercussions directes que sur celle de l'investissement net, non sur celle de la consommation : tant que ne sont pas compensées les pertes de capital imputées au revenu courant, il ne saurait être question d'un investissement net (4).

(3) C'est un fait bien significatif que l'effort théorique ardu qu'il a souvent fallu fournir pour rendre claires des notions apparemment limpides. Cependant, on rencontre encore l'opinion qu'il existe une « recherche positive » dont le pouvoir et le devoir sont notamment d'ignorer la recherche théorique.

(4) Parmi les principales contributions à l'étude de ce problème, rappelons celles du Professeur HAYEK : « The Maintenance of Capital » *Economica*, août 1935 ; de J. M. KEYNES « General Theory », Chap. VI ; du Professeur PIGOU « The Economics of Welfare », 4^e éd., Chap. IV.

2. Sur ce premier point, l'usage de la statistique anglaise a été conforme à une tendance doctrinale que l'on peut qualifier d'empirique (5) : le revenu net, et donc l'investissement net, sont calculés sur la base des coefficients de dépréciation admis par la pratique fiscale.

Peut-être n'est-il pas superflu de montrer comment sont résolus, suivant ces règles empruntées à la comptabilité privée, certains problèmes de la comptabilité nationale en temps de guerre.

a) Il ne saurait être question d'envisager, au point de vue comptable, le fait même de la guerre comme une sorte d'accident national et de ne pas imputer au revenu courant, mais au capital national, à titre de pertes imprévues, l'appauvrissement de la nation vis-à-vis de l'étranger, c'est-à-dire la diminution de ses créances extérieures.

Les opérations comptables se résument de la façon suivante :

Les valeurs étrangères cédées à l'Etat sont remplacées dans les portefeuilles privés par des valeurs d'Etat ; le compte combiné du capital national (compte commun aux particuliers et à l'Etat) (6) n'accuse de ce fait aucune variation. A mesure que l'Etat liquide les valeurs étrangères ainsi obtenues et en dépense la contre-partie, le compte des dépenses publiques en biens et services enregistre le montant de ces achats, mais simultanément les mêmes sommes sont déduites du revenu courant en tant qu'investissements nets (négatifs) à l'étranger (7).

b) En revanche, ne sont pas imputés au revenu courant les « dommages de guerre » au sens strict. D'autre part, la réparation de ces dommages est, à juste titre, considérée comme un investissement net (8). A prendre les choses en toute rigueur, ces écritures seraient suffisantes s'il fallait s'en tenir à une comptabilité de la consommation et des investissements, ce qui est le point de vue ici adopté.

Toutefois, il est évident que si les pertes imprévues ne sont pas imputées au revenu courant, elles devraient apparaître à un compte du capital national. Bien qu'un tel compte n'ait

(5) Tendance représentée notamment par le Professeur PIGOU.

(6) Cf. Cmd. 7099, Table 18 « Combined Capital Account ».

(7) Cf. Cmd. 7099, Table 15, Art. 8 et 10.

(8) Cf. Cmd. 6784, Table 20.

pas été, jusqu'à présent, officiellement établi en Angleterre, les variations subies par le capital national ont été calculées en valeurs brutes et en valeurs nettes (9) ; mais il se trouve que ces calculs présentent une insuffisance justement sur le point considéré : les dommages de guerre n'ont pas été soustraits du capital national (10), comme ils devraient l'être en tant que pertes imprévues — et ceci sans doute du fait que, dans la comptabilité privée, les actifs détruits ont été remplacés par des créances contre l'Etat ou les organismes d'assurances lesquels, de leur côté, n'ont pas comptabilisé un passif correspondant, mais seulement les sommes effectivement payées au fur et à mesure de leur versement.

§ 2. — BIENS DE CONSOMMATION ET BIENS D'INVESTISSEMENT.

1. Si provisoirement, l'on suppose acquise la définition des biens économiques, il s'agit maintenant de fixer la limite entre biens de consommation et biens d'investissement, limite que nous avons supposé connue au cours des précédents développements.

Le choix est entre deux distinctions :

A. — On peut distinguer biens de consommation et biens d'investissement d'après leur affectation et leur durabilité respectives : les biens de consommation sont, parmi les biens dont disposent les consommateurs, ceux qui ne sont pas durables. Les biens d'investissement sont tous les autres biens, quel qu'en soit l'usage.

Ce procédé rencontre une difficulté de principe : il exige que soit établie une nomenclature satisfaisante des biens non durables, par opposition aux biens durables, difficulté aussi insoluble et du même ordre que celle qu'a suscitée la distinction du revenu et du capital.

B. — Les biens de consommation peuvent être distingués des biens d'investissement par leur affectation seulement. Seront considérés comme biens de consommation les biens acquis par des particuliers, comme biens d'investissement les biens acquis par des entreprises (11).

(9) Cf. Cmd 7099, Table 18 ; Id. Cmd. 6784, Tables 23 et 6.

(10) Cf. Cmd 6784, page 7.

(11) Cette manière de voir est adoptée notamment par KEYNES. Cf. « General Theory », p. 62.

La supériorité de ce procédé sur le précédent est sa clarté : aucune équivoque sur la portée pratique de la distinction, du moins si l'on néglige les cas — peu importants — où certains biens servent en même temps à l'exploitation d'une entreprise et à l'usage personnel des individus. Son défaut est de faire parfois quelque violence à l'acception courante du terme d'investissement : les immeubles, en particulier, sont classés parmi les biens de consommation dès lors qu'ils sont affectés au logement de leurs propriétaires.

2. Les statistiques anglaises se sont, dans le passé, ralliées au premier procédé. A vrai dire, il ne s'agit pas, sans doute, d'une préférence doctrinale : les renseignements disponibles ne permettaient guère un autre choix.

En effet, la solution du problème est commandée par la réponse donnée à une question plus large : celle de la méthode du calcul du revenu national (12). Le second procédé de détermination des investissements ne peut s'employer que si l'on a des informations directes sur les investissements des entreprises, en d'autres termes si le revenu national est calculé par la méthode de l'évaluation du produit (13).

Or, les statistiques réunies jusqu'à présent n'ont pas permis de recourir à cette méthode : le revenu national est calculé par évaluation des revenus distribués. D'autre part, les contrôles établis sur le commerce des produits permettent de déterminer les quantités de produits de consommation effectivement écoulés sur le marché. La différence entre le chiffre du revenu net et celui des produits de consommation ainsi définis donne le chiffre des investissements nets.

§ 3. — CONSOMMATION RÉELLE ET INVESTISSEMENTS RÉELS.

1. La définition des biens économiques avait été, jusqu'à présent, supposée donnée. Il reste à montrer que cette der-

(12) Sur les trois méthodes de calcul du revenu national cf. MEADE et STONE « The Construction of Tables of National Income, Expenditure, Savings and Investment » (*Economic Journal*, 1941).

(13) Le produit (Value added) étant calculé pour chaque entreprise comme la différence Recettes nettes — (Capital en fin de période — Capital en début de période) la variation du capital ou l'investissement net de chaque entreprise est donnée par le second terme de cette différence.

nière supposition s'élimine si l'on exprime les valeurs économiques en termes de grandeurs réelles (14).

Biens de consommation et d'investissement doivent évidemment s'entendre au sens large : biens matériels et services.

Pour aller de soi, cette généralisation n'en comporte pas moins de sérieuses difficultés d'application : un bien matériel est une quantité mesurable. Un service ne l'est pas toujours. Le cas le plus significatif et sans doute le plus important est celui des services rendus par les agents des administrations publiques (15), mais la situation est semblable pour les agents du commerce privé.

On n'a certes aucune peine majeure à faire la somme, en valeurs nominales, des biens produits et des services fournis, quels qu'ils soient, ou la somme des revenus correspondants à ces biens et à ces services. Les obstacles apparaissent quand il s'agit de traduire ces valeurs nominales en valeurs réelles — ou plus exactement, de traduire en valeurs réelles les variations des valeurs nominales — opération qu'il n'est pourtant guère possible d'éviter : comment décider, en l'absence d'un étalon réel des services, dans quelle mesure un accroissement des dépenses publiques ou des frais de distribution des produits est imputable à une augmentation du revenu réel produit par les services publics et le commerce ou à une diminution de leur rendement ?

2. La question n'a pas été, jusqu'à présent, traitée systématiquement par les statistiques anglaises.

Un indice est construit pour les dépenses des consommateurs en biens et services (16). Certains services y font l'objet d'une évaluation distincte (« Communication Services, Entertainments, Other Services »). En revanche, l'évaluation des services commerciaux semble être comprise dans le prix des denrées qui font l'objet de ces services, c'est-à-dire que

(14) Il apparaît de prime abord que l'on peut également traiter ainsi une question bien connue, celle de savoir dans quelle mesure le revenu du secteur d'économie non monétaire ou domestique doit entrer dans les comptes du revenu national : les statistiques ne peuvent que fournir des évaluations en grandeurs physiques.

Les statistiques anglaises ont, jusqu'à présent, négligé le secteur de l'économie domestique.

(15) Cf. J. R. Hicks « The Social Framework », pp. 133 et ss.

(16) Cmd. 7099, table 14.

l'on a supposé constant le rapport entre les différents éléments contenus dans le prix de chacune des catégories de dépenses qui constituent l'indice (17).

D'autre part, les prestations fournies par les pouvoirs publics n'ont fait l'objet d'aucune évaluation en valeurs réelles.

Enfin, en ce qui concerne les investissements, pour pouvoir établir un calcul de cette sorte, il eût fallu disposer d'une statistique directe des différentes catégories d'investissement comprises dans le chiffre global. Or, comme il a été signalé plus haut, seul est donné le chiffre global, calculé par la méthode du résidu.

SECTION II

L'établissement et la présentation des statistiques

Deux ordres de documents officiels fournissent ou sont appelés à fournir des renseignements sur les chiffres de la consommation et des investissements dans le Royaume-Uni : les Recensements de la Production et de la Distribution (Census of Production, Census of Distribution) et les Livres Blancs sur le Revenu National et la Dépense du Royaume-Uni (White Papers on National Income and Expenditure of the United Kingdom). Les premiers, du moins en ce qui concerne les recensements de la production, sont de beaucoup les plus anciens. Malheureusement, ils ont été d'abord conçus de telle façon que leur utilité, pour l'objet qui nous occupe est, jusqu'à présent, négligeable. Leur refonte est en cours. En attendant, les seconds se trouvent être la source de documentation essentielle, bien qu'elle-même insuffisante.

§ 1. — CONSOMMATION ET INVESTISSEMENTS D'APRÈS LES LIVRES BLANCS SUR LE REVENU NATIONAL.

Des indications ont déjà été données plus haut sur le principe du calcul de la consommation et des investissements dans les Livres Blancs. Il suffira d'ajouter quelques détails.

(17) Les questions posées par la construction de tout indice des prix sont suffisamment connues pour n'avoir pas à être considérées ici. Seules sont mentionnées les difficultés spécifiques de la comptabilité nationale appliquée à la consommation et aux investissements.

Les Livres Blancs, dont le premier fut publié en 1941 et les suivants annuellement depuis cette date, font partir leurs évaluations de 1938.

Ils ont la forme d'un bilan principal (18) du revenu national net, auquel sont joints les bilans et comptes annexes (19), en nombre variable, chaque rubrique étant expliquée par des notes.

Au passif du bilan principal figurent les éléments du revenu monétaire net mis en distribution (rentes, profits, salaires...), à l'actif les éléments du revenu réel produit, classés essentiellement en produits et services consommés par les individus, produits et services acquis par les pouvoirs publics, investissements nets.

La présentation de l'actif a subi, d'une année à l'autre, quelques changements : une distinction avait été faite entre les investissements civils des autorités publiques et les investissements privés. Cette distinction n'a pas été maintenue en 1947.

Il faut noter également que les dépenses de guerre ne font l'objet d'aucune répartition en dépenses de consommation et dépenses d'investissement, mais sont entièrement assimilées aux dépenses publiques de consommation.

Or, en fait, certains biens d'équipement produits au titre des dépenses de guerre sont utilisables au profit des besoins civils. Au moment de leur affectation à des entreprises privées ou à des services civils de l'Etat, ils apparaîtront donc comme des investissements nets dont la contre-partie constituera un gain imprévu.

Le chiffre des investissements privés nets doit être déterminé, en principe, par voie directe. Nous avons déjà signalé que les renseignements dont il eût fallu disposer pour cela ont fait défaut. Une évaluation directe n'a été tentée — de façon rétrospective et sans doute assez grossière (20) — que pour 1938.

(18) Le lecteur français y trouve une disposition des comptes différente de celle qui lui est habituelle : le passif est à gauche, l'actif est à droite.

(19) A commencer par une variable du bilan principal : le revenu national brut (transferts compris).

(20) Certains éléments sont, il est vrai, faciles à déterminer. Ainsi, pour calculer la dépréciation du capital investi par les autorités locales, il suffit, les investissements étant financés par des emprunts, de noter les sommes remboursées par les autorités locales à leurs emprunteurs ou versées par elles à des fonds d'amortissement. Cf Cmd. 7099, pp. 25, art. 9, 41, art. 64.

Quant aux investissements bruts, on en obtient le chiffre en ajoutant au montant des investissements nets celui des provisions pour dépréciation du capital (21).

A titre d'illustration, nous reproduisons ci-dessous les indications principales du compte des investissements bruts pour 1945.

<i>Passif</i>	(Millions de Livres)	<i>Actif</i>
1. Epargne privée	1437	6. Investissements bruts
2. Epargne publique —	2358	intérieurs
3. Provisions pour dépréciation	510	631
4. Indemnités pour dommages de guerre.....	167	7. Investissements nets
		extérieurs
		— 875
5. Total	— 244	8. Total
		— 244

De ces éléments, sont connus par évaluation directe le 2°, le 3°, le 4° et le 7°. Le 1^{er} est donné en partie : pour le montant de l'épargne privée collective, c'est-à-dire des produits non distribués des entreprises. Pour obtenir le résidu, il suffit de déterminer l'actif, en additionnant au chiffre des investissements nets, donné par ailleurs, celui des provisions pour dépréciation. La différence entre les investissements bruts ainsi calculés et les éléments déjà connus du passif donne le montant de l'épargne.

En vue de calculer rigoureusement les investissements nets, il y aurait lieu de déduire les impôts indirects qui atteignent les investissements nets. Une évaluation sans doute très approximative faite en 1946 (22) suggère cependant que cette somme d'impôts indirects est très faible et ne dépasse guère l'ordre de grandeur des erreurs auxquelles sont sujets les chiffres globaux. Aussi le calcul n'a-t-il pas été repris dans le dernier Livre Blanc.

(21) Cf Cmd. 7099, table 18 et p. 30, art. 56.

(22) Cf. Cmd. 6784, table 6.

§ 2. — LES RECENSEMENTS DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION.

Conduits en vertu du Census of Production Act de 1906, des recensements de la production ont eu lieu en 1907, 1912, 1924, 1930 et 1935 (23).

Malheureusement, la documentation qu'ils ont permis de réunir ne saurait mener à un calcul précis de la consommation et des investissements. Elle présente, pour cet usage, deux insuffisances fondamentales :

La première résulte du fait que, malgré les apparences, seuls sont donnés les chiffres de la production brute (24), à l'exclusion des chiffres de la production nette : par production nette, les recensements entendent, en effet, la différence entre production brute et achats courants. Mais il est bien évident que, pour déterminer la production nette, il faudrait tenir compte aussi des investissements nets.

En second lieu, les recensements s'appliquent à la production au sens étroit : quantité et valeur des biens matériels produits. Sont donc négligés, d'un côté, les services qui ne consistent pas à modifier un produit matériel, de l'autre, les variations subies par les stocks commerciaux.

Pour remédier à ces insuffisances, deux comités ont été constitués par le Board of Trade au lendemain de la guerre (25) et chargés d'étudier, le premier la réforme des méthodes

(23) A ces documents s'ajoutent les recensements partiels de la production publiés pour 1933, 1934 et 1935 sous le titre « Report on the Import Duties Act Enquiry ». Les catégories utilisées par ces renseignements sont les mêmes que celles du Census of Production, mais seules sont recensées les branches d'activité affectées directement par le tarif général introduit en 1932, c'est-à-dire essentiellement les industries manufacturières.

(24) On peut noter qu'une indication du même genre est fournie, pour 1946, dans Cmd. 7099, table 5.

(25) Ces mesures donnaient elles-mêmes suite aux recommandations présentées dans Cmd. 6527 et qui indiquaient (Chap. VI, art. 83) parmi les principaux renseignements statistiques nécessaires à la réalisation d'une politique de plein emploi :

(c) un recensement annuel de la production montrant la structure des principaux groupes d'industries au cours de l'année précédente, y compris, entre autres, des détails sur la quantité et la valeur de la production, des stocks et des travaux en cours ;

d) les chiffres mensuels de la production, de la consommation et des stocks et, si possible, les chiffres des commandes reçues, basés sur des sondages opérés périodiquement au cours de l'année auprès des grandes entreprises, des sociétés de commerce et des institutions publiques.

du Census of Production, le second l'établissement d'un Census of Distribution (26).

L'organisation statistique actuellement prévue (27) comportera un recensement annuel complet de la production et un recensement de la distribution aux dates que fixera le Board of Trade. Les renseignements recueillis seront désormais beaucoup plus développés et s'étendront notamment à la formation du capital brut et net et donc aux variations des stocks (28). En outre, des recensements trimestriels et mensuels, appliqués seulement à un nombre limité d'entreprises caractéristiques, permettront de suivre, par sondages, l'évolution des faits dans l'intervalle des recensements annuels.

Avec ces éléments, il sera facile d'établir des statistiques précises de la consommation et des investissements. En particulier, on pourra s'affranchir du procédé de délimitation réciproque de la consommation et des investissements auquel on avait été précédemment réduit. Une fois connue en détail la quantité produite des différents biens et la variation du capital des entreprises, il est possible de délimiter la consommation et les investissements alternativement par les deux procédés : soit en tenant compte seulement de la durabilité des biens, soit en tenant compte aussi de leur affectation.

En tout état de cause, il subsistera cependant certaines équivoques irréductibles, liées principalement à l'activité économique des services publics. L'une a déjà été signalée : elle concerne l'évaluation en valeur réelle des services publics. La détermination des investissements publics, même en valeur nominale, est une autre source d'arbitraire : il n'existe aucun principe permettant de répartir rationnellement toutes les

(26) Les deux comités ont présenté leurs rapports (Cmd. 6687 et Cmd. 6764).

(27) Statistics of Trade Bill, présenté aux Communes le 5 décembre 1946 et, de nouveau, après amendement, le 27 mars 1947.

(28) Il semble même que les renseignements demandés aux entreprises doivent quelquefois être poussés dans le détail à un point excessif. Par exemple, on aperçoit mal l'intérêt que présentera la décomposition des achats d'outillage en achats d'outillage neuf et d'outillage d'occasion (Cmd. 6687, art. 100 et 101). La comptabilisation des achats d'outillage d'occasion comme investissements nets par l'entreprise acheteuse ne saurait modifier ni le chiffre des investissements nets, puisque l'entreprise vendeuse inscrit la même valeur comme désinvestissement, ni le chiffre des investissements bruts, puisque ces derniers sont la somme des investissements nets et des frais de remplacement et d'entretien.

dépenses publiques entre la consommation et l'investissement et les dépenses d'investissement entre l'investissement net et l'entretien. Seules existent des règles empiriques, en vertu desquelles, par exemple, les dépenses du réseau routier sont considérées globalement comme dépenses d'entretien.

CONCLUSION

L'utilisation des statistiques de la consommation et de l'investissement

Les difficultés économiques présentes ont conduit à différer la mise en place du nouveau système de statistiques (29).

Il ne s'agit, sans doute, que d'un ajournement à courte échéance, et qui ne met d'ailleurs pas d'obstacle à l'établissement de statistiques partielles (30). Néanmoins, on peut y voir un indice de la portée pratique immédiate de ces collectes de renseignements : à coup sûr, elle serait très appréciable, particulièrement sur des points tels que l'aménagement et le rendement de l'organisation commerciale. Malgré tout, on peut admettre que des statistiques complètes de la consommation et des investissements n'auront leur pleine utilité qu'une fois dépassé le régime actuel d'inflation et de pénurie. Un même ensemble de statistiques n'est pas valable indifféremment pour toutes les situations. Dans une situation quelquefois proche de la détresse, l'ordre d'urgence des besoins, les points les plus menacés de l'économie, sont faciles à déterminer : les services de contrôle des investisse-

(29) Le prochain recensement de la production a été remis à 1949 ; le premier recensement de la distribution aura lieu en 1950. Ils porteront respectivement sur les exercices 1948 et 1949.

(30) Dès cette année aura lieu un recensement partiel de la production.

ments (36) fonctionnent pratiquement de façon toute empirique, l'ordre de priorité des différentes catégories d'investissement une fois donné (32). S'il est besoin, un système spécial de statistiques s'échafaude, pour renseigner sur un domaine particulier. Ainsi, pour garantir que le niveau de la consommation alimentaire ne décline pas dangereusement, le Ministry of Food conduit une série de recherches :

a) chaque mois est étudiée à la lumière des renseignements fournis par 3.000 budgets familiaux, la consommation des denrées alimentaires soumises au rationnement par points (33) ; ces enquêtes permettent de vérifier que l'approvisionnement des commerces de détail en denrées ainsi rationnées n'est ni déficitaire ni excédentaire ;

b) depuis l'introduction du rationnement du pain, une enquête de même ampleur et de même périodicité s'applique aux produits de boulangerie, de pâtisserie et aux farines ; son but est de faire ressortir l'influence qu'exercent, sur l'utilisation des titres de rationnement valables pour ces denrées, des facteurs tels que la structure des familles, le niveau des revenus ;

c) pendant la guerre étaient menées des enquêtes mensuelles englobant vers la fin jusqu'à un millier de budgets alimentaires, pris dans les classes ouvrières et moyennes. Ces enquêtes sont actuellement abandonnées et on envisage de les remplacer par des recherches plus limitées, qui de-

(31) Le contrôle des investissements est opéré par deux côtés à la fois : celui du financement, pour lequel le Trésor est compétent, celui des matériaux et des Travaux, pour lequel les attributions sont partagées entre plusieurs ministères :

1°) le contrôle de l'emploi des matières premières rares (acier, bois) incombe au Ministry of Supply et au Board of Trade ;

2°) tous les travaux de construction excédant une valeur de 100 livres sont subordonnées à des licences attribuées par le Ministry of Works ;

3°) un certain contrôle des investissements est impliqué par le contrôle de la localisation des entreprises, pour lequel interviennent simultanément le Ministry of Works, le Board of Trade et l'Administration du Town and Country Planning ;

4°) un contrôle indirect des investissements résulte des priorités établies pour les attributions de charbon.

(32) Sur ces priorités, cf. Cmd. 7046.

(33) On sait que le rationnement par points, à l'opposé du rationnement spécifique, laisse aux consommateurs le choix entre différentes denrées, taxées chacune à une certaine valeur en points.

vront fournir des renseignements sur les « groupes vulnérables » tels que les ouvriers mineurs, les retraités, les personnes vivant seules.

d) Les informations générales dont dispose le Ministry of Food sur la quantité globale de denrées alimentaires introduites sur les marchés lui permettent de surveiller l'écart entre le niveau moyen de l'alimentation pour l'ensemble du pays et certains minima alimentaires donnés « a priori » (34).

Il n'est pas interdit d'espérer, même après le retour de conditions meilleures, que quelques-unes de ces enquêtes seront poursuivies et que la publication de leurs résultats précisera, sur certains points, le tableau de la consommation et des investissements présenté par les documents généraux.

Paul CHAMLEY.

(34) On trouvera dans « Food Consumption Levels in the United States, Canada and the United Kingdom », Londres 1944, Appx. 3, un tableau des conditions minima qui doit satisfaire, d'après certains calculs scientifiques, l'alimentation moyenne dans chacun des trois pays considérés. En fait, le niveau alimentaire moyen en Angleterre est toujours resté supérieur à ces minima.

LA CONSOMMATION INCOMPRESSIBLE

I. — Définition de la consommation incompressible

A. — DÉFINITION DE LA CONSOMMATION.

« La consommation est l'acte par lequel un bien (1) est soustrait, définitivement ou temporairement, au domaine du calcul économique ».

Cette formule veut mettre en évidence les points suivants :

— a) La consommation se situe, au delà non seulement du dernier échange dont le bien considéré peut être l'objet, mais encore de la dernière combinaison d'ordre économique que l'on peut effectuer avec lui (par exemple combinaison domestique sur dix kilogs de sucre, partagés, par égalisation des utilités marginales, entre des confitures, des entremets, des tasses de thé) ; par la consommation, le bien passe du domaine économique au domaine physico-psychique dans lequel, désormais, il développera ses effets.

— b) Les biens de production spécifiques sont exclus sans ambiguïté d'une telle définition ; ils sont destinés à un effet économique alors que les biens de consommation sont destinés à un effet physico-psychique. Les biens de production spécifiques sont insusceptibles de consommation : une matière première n'est pas consommée mais utilisée ; un capital n'est pas consommé mais détruit, totalement ou partiellement. L'expression « consommation intermédiaire », dont on use dans le vocabulaire courant, est dépourvue de sens dans notre vocabulaire.

(1) Nous emploierons toujours le mot bien au sens de biens *et services* ; c'est une utilité et non une matérialité qui nous intéresse, mais nous parlons en termes de biens parce que nous considérons les utilités concrétisées dans des biens (ou des services).

— c) Les biens d'usage sont inclus dans notre définition : dès lors que je porte un vêtement, je lui fais produire des effets physiologiques (isolant calorifique) et sociaux (mode, convenances) donc je le consomme. Certaines valeurs (tableaux de maîtres, bijoux) sont également incluses, car le sujet en tire une jouissance d'esthétique, de confort ou d'autre sorte mais ne leur applique plus de calcul économique. D'autres valeurs au contraire sont exclues, valeurs de thésaurisation possédées en vue d'une utilité économique (or en barre par exemple). Les bijoux, les tableaux de maîtres, toutes les valeurs de jouissance et de nombreux biens d'usage, peuvent remplir le même office. Une indétermination subsiste donc, qui semble inéliminable, car les opérations dont les biens en cause sont l'objet de la part de l'agent économique dépendent de l'*intention* de celui-ci. Cette intention échappe à l'observation directe (elle peut être objectivée, dans certains cas, par voie statistique, comme il arrive en cas de fuite devant la monnaie de la part d'une population importante). C'est pour marquer les limites de l'observation sans arrêter la démarche du chercheur que nous avons introduit dans la définition l'incidente « définitivement ou temporairement ».

— d) Les biens indifférents sont traités, non selon leur nature mais selon leur emploi : la voiture de tourisme d'un représentant de commerce est un bien de production en semaine et un bien de consommation le dimanche. La substitution de l'optique de l'acte économique à celle du bien économique permet encore, non de dissimuler la difficulté mais au contraire de la souligner et de la surmonter dans la recherche. A ces biens indifférents peut donc s'appliquer également la réserve « ou temporairement. »

B. — DÉFINITION DE LA CONSOMMATION INCOMPRESSIBLE.

« La consommation incompressible d'un agent économique est le volume de consommation qui, dans des conditions données de temps et de lieu, s'impose impérativement à cet agent pour la conservation de son équilibre physico-psychique. »

Cette formule veut mettre en évidence les points suivants :

— a) L'agent n'a pas pouvoir de décider qu'il ne consommera rien. Un minimum s'impose impérativement à lui pour sa subsistance.

— b) Mais la subsistance est susceptible de degrés. Une consommation entraînant progressivement une dégradation physique ou psychique de l'agent serait inférieure à ce que nous considérons comme consommation incompressible ; celle-ci doit prévenir toute usure organique autre que l'usure normale due à l'âge. L'équilibre physico-psychique de l'agent n'est entretenu que si sa consommation se situe au-delà d'un certain seuil.

— c) Un des éléments de cet équilibre est d'ordre médical. La consommation correspondante dépend essentiellement de l'âge, de l'activité, du sexe de l'agent, ainsi que du milieu physique dans lequel il vit. L'évaluation de cette consommation n'est pas faite au mieux par l'agent lui-même mais par un spécialiste ; elle perd son caractère subjectif et revêt un caractère objectif. A la lettre, elle « s'impose » à l'agent, de l'extérieur.

— d) L'équilibre psychique d'un homme exige que celui-ci soit accordé au milieu social dans lequel il vit ; il dépend donc de ce milieu. Même la consommation assurant son équilibre physique est dépendante, dans sa réalité concrète, des usages du milieu social (on s'approvisionne dans les magasins existants, on se nourrit des denrées existantes). D'une manière générale, tout homme est conditionné par son milieu, ce qui justifie l'incidente « dans des conditions données de temps et de lieu ».

— e) L'obligation où nous sommes de nous référer à un groupe nous conduit à distinguer deux degrés dans la consommation incompressible.

1^{er} degré. — L'observation immédiate livre le concept de milieu social ; ce concept ne peut être pleinement élucidé, et un milieu ne peut être concrètement défini, que par l'analyse sociologique, beaucoup moins élaborée jusqu'à maintenant que l'analyse économique. L'existence de milieux différents au sein d'une même société n'est du moins pas niable et cela nous suffit ici. Pour demeurer accordé à son milieu, un agent est tenu à une certaine consommation ; celle-ci est réellement incompressible relativement au milieu considéré, et peut contribuer à le définir (2). C'est cette con-

(2) Les critères de *connubium* et de *commensalité*, souvent utilisés dans l'analyse sociologique, ainsi que l'étude de la consommation de certaines denrées (voir en particulier les travaux de Jules KLANFER), ou l'examen d'échantillons, même nombreux, de budgets complets (effectué

sommation que nous appelons consommation incompressible du premier degré. Elle n'a de sens qu'en période de stabilité sociale, c'est-à-dire lorsqu'on ne constate pas de passages *massifs* d'un milieu à un autre ; elle est d'autant plus significative que les milieux qui constituent la société considérée sont plus différenciés, c'est-à-dire que les passages isolés d'un milieu à un autre sont plus rares. Sur l'étude de la consommation incompressible du premier degré et ses moyens mêmes de réalisation, nous n'avons aucun témoignage à apporter et nous ne connaissons aucun travail : elle suppose l'analyse systématique de l'emploi des revenus les plus faibles observables dans les milieux sociologiquement définis.

2° degré. — En parlant de « milieux différents au sein d'une même société » nous avons implicitement accepté le concept de société au sens d'ensemble cohérent de milieux. Il n'est ni mieux élucidé ni plus concrètement illustré que le concept de milieu, mais il est susceptible d'une exploitation beaucoup plus vaste en économie appliquée car on peut, arbitrairement mais valablement, définir une société par un contour géographique (territoire national, région, ville, ensemble de villes) et un moment historique (3). La consommation incompressible du second degré est alors la consommation en deçà de laquelle un agent est désaccordé, non seulement d'avec un milieu donné, mais encore d'avec sa société. En définissant dès l'abord la consommation incompressible « dans des conditions données de temps et de lieu », nous visions d'emblée la consommation incompressible

dans certains pays voir par exemple COLIN CLARCK, « The Conditions of Economic Progress », chapitre XIII et BOWLEY et ALLEN, « Family Expenditure », ch. 1^{er} n'apportent pas, semble-t-il, à la caractérisation et à la délimitation d'un milieu, la rigueur qu'apporterait sans doute une étude réalisée systématiquement à la marge de milieux approximativement reconnus par la recherche sociologique, c'est-à-dire prenant en considération, dans chacun de ces milieux, les groupes d'agents dont les revenus sont les plus faibles, et l'emploi que ces agents font de leurs revenus. La distinction des groupes par le montant des revenus est la plus commode et a été utilisée maintes fois, notamment par Jules KLANFER (« La Consommation et la structure hiérarchique de la Société », dans la « *Revue de l'Institut de Sociologie* », 1933, page 37) mais là encore, les études ont été faites en termes de grandeurs moyennes et non de grandeurs limites.

(3) Dans une étude de revenu national, une telle définition entraîne la prise en considération des revenus des résidents et non celle des revenus des nationaux.

sible du second degré. Nous dirons plus loin comment on a pu et nous chercherons comment on peut déterminer, en volume et en composition, la consommation incompressible pour une société donnée, mais d'ores et déjà nous pouvons faire une remarque non dépourvue de signification : si nous convenons d'apprécier le degré d'évolution *économique* d'une société par le flux de biens dont elle peut disposer globalement, dans l'hypothèse où aucune entrave non économique n'est opposée à l'ascension d'un quelconque de ses membres à l'un quelconque de ces biens (ce qui exclut par exemple les sociétés féodales et les sociétés de castes), nous présumons que chaque agent tend à accéder au maximum de biens auxquels il estime pouvoir ou devoir prétendre, que par conséquent, dans un développement économique en expansion les habitudes de consommation de tous les milieux sont elles-mêmes en expansion et qu'en particulier la consommation incompressible est en expansion ; nous le vérifierons statistiquement et montrerons à quel point la consommation incompressible est capable de résister aux facteurs historiques de contraction les plus puissants.

— f) Un homme peut n'appartenir à aucun milieu défini, il ne peut pas, à moins d'être un grand errant, ne pas appartenir à une société définie. Il se peut donc (et en fait il en est bien ainsi) que des hommes vivent au sein de sociétés concrètes mais complètement désaccordés d'avec elles ; l'étude de la consommation incompressible, par définition même, ne les prend pas en considération ; elle porte donc sur des groupes ayant un minimum d'homogénéité, c'est-à-dire, pour une société donnée, soit sur son milieu marginal (4), soit sur un groupe marginal recouvrant à peu près plusieurs milieux marginaux. Dans les sociétés contemporaines, on s'accorde, sans autre justification que l'observation courante et les nécessités de la politique concrète, à considérer comme milieux marginaux ceux que constituent les groupes de salariés percevant les salaires les plus bas (ouvriers industriels et agricoles, employés d'exécution dans les bureaux et les magasins). C'est une (5) des raisons pour

(4) En ce sens que tout homme qui ne peut se maintenir dans ce milieu ne trouve plus aucun milieu pour le recevoir ; il est alors désaccordé d'avec la société elle-même.

(5) D'autres raisons vraisemblables ont été indiquées dans le cahier de l'I.S.E.A. « Salaire et Consommation », Chapitre 1^{er}.

lèsquelles les enquêtes de « budgets familiaux » (6) portent presque exclusivement sur ces groupes de salariés.

— g) Nous avons défini la consommation incompressible pour une société donnée et non la consommation incompressible d'une société ; autrement dit, nous raisonnons en termes d'équilibres partiels (équilibre d'un groupe marginal, et même, en toute rigueur, équilibre des agents de ce groupe) et non en termes d'équilibre global (équilibre d'une économie fermée, si tant est qu'il en existe, ou, à tout le moins, équilibre d'une économie nationale) (7).

II. — Mesure de la consommation incompressible

Si nous considérons la consommation d'un agent au cours d'une période et non en un instant déterminé, elle se compose d'un ensemble hétérogène de biens partiellement substituables.

L'indépendance de deux biens n'étant qu'un cas-limite (8) à l'interdépendance générale des biens (complémentarité générale et substituabilité générale), la consommation d'un agent économique ne peut être valablement étudiée que dans

(6) Si chaque individu est un consommateur, le centre de consommation est normalement la famille.

(7) Signalons la prise en considération aux États-Unis, pour la politique fiscale, d'un « basic level income » ; celui-ci n'est autre que la fraction du revenu national dont on est certain qu'elle sera dépensée en consommation ; autrement dit, le « basic level income » exprime, en valeur, la consommation incompressible de la nation tout entière.

(8) Un bien est indépendant, selon EDGEWORTH ou PARETO, si son utilité marginale ne dépend que de la quantité de ce bien dont dispose l'agent considéré et non des autres biens dont il dispose. BOWLEY et ALLEN (*op. cit.*, p. 113) n'attachent pas de signification à l'indépendance d'un bien isolé et ne considèrent que l'indépendance d'un couple de biens par rapport aux autres biens (définie par le fait que le taux marginal de substitution de l'un à l'autre ne dépend que des quantités de ces deux biens) mais se rallient à l'interprétation générale d'EDGEWORTH ou de PARETO, selon laquelle l'indépendance est un cas exceptionnel (special case) de l'interdépendance générale des biens. En écrivant « cas-limite » nous prétendons indiquer que ce cas n'est jamais atteint, c'est-à-dire que, dans la consommation d'un agent, deux biens *quelconques* sont *toujours* complémentaires à un certain degré et substituables à un certain degré ; cette proposition sera illustrée et exploitée plus loin.

son ensemble, comme un tout. Il existe cependant des catégories au sein desquelles les biens sont assez étroitement substituables et entre lesquelles ils ne le sont, normalement, qu'à un faible degré ; c'est pourquoi les études de consommation ont toujours pris en considération ces catégories, qu'il n'y a dès lors plus d'inconvénient à exprimer en valeur, à condition de noter, par des vérifications concrètes appropriées, les biens typiques qui les constituent essentiellement. On sait qu'en France les catégories généralement retenues sont la nourriture, l'habillement, le logement, le chauffage et l'éclairage, et une catégorie de consommations diverses ; d'autres divisions peuvent être établies et l'ont été effectivement dans de nombreuses enquêtes, en France et à l'étranger, la nourriture constituant cependant toujours une catégorie ; chaque catégorie peut à son tour être étudiée par subdivision.

Ainsi est-il possible d'étudier la consommation dans un groupe social et la manière dont elle varie avec les revenus des agents, les prix des biens, le lot des biens disponibles. Il reste à dire comment on peut reconnaître le caractère incompressible d'une consommation et fournir une mesure de celle-ci.

§ 1. — LA NORME SCIENTIFIQUE.

Une telle méthode consiste à étudier, par des disciplines étrangères à l'économie, les besoins fondamentaux des agents et l'aptitude à les satisfaire des différents biens disponibles.

Une assez grande précision a été atteinte en matière de nourriture, par des travaux de physiologie pour la définition des besoins et par des travaux de bio-chimie pour la mesure de l'effet utile des denrées usuelles.

L'hygiène indique, avec une approximation extrêmement grossière, les normes requises pour le logement et le chauffage, l'optique médicale, le besoin d'éclairage et l'optique physique le moyen de le satisfaire.

Des travaux sont en cours pour déterminer d'une part le besoin de température périphérique du corps, d'autre part le pouvoir de rétention calorique des tissus ainsi que leur résistance physique aux divers efforts auxquels ils sont exposés.

Les autres éléments de la consommation échappent totalement à de semblables tentatives de normalisation.

Ainsi, la consommation incompressible ne peut être entièrement évaluée par la méthode de la norme scientifique. La précision acquise en matière de nourriture permet cependant de ne pas écarter complètement cette méthode. De nombreux auteurs, parmi lesquels Seebohm ROWNTREE, utilisent donc la norme scientifique pour la nourriture et l'enquête pour les autres éléments de la consommation.

§ 2. — L'ENQUÊTE.

C'est de loin la méthode la plus répandue dans les études de consommation. Elle est trop connue pour que nous y insistions. Le seul point que nous désirons relever est celui-ci : une enquête bien conduite permet une connaissance assez précise et assez profonde des *habitudes* de consommation des milieux étudiés, mais ne renseigne absolument pas sur le caractère incompressible de telle ou telle consommation constatée ; ce caractère n'est révélé que par les commentaires qui accompagnent les renseignements recueillis, ce qui revient à dire qu'il n'offre pas de garantie d'objectivité.

§ 3. — LA CONSOMMATION MOYENNE DES MILIEUX MARGINAUX.

Cette méthode n'est autre qu'une application particulière de la précédente ; elle consiste à étudier par voie d'enquête la consommation moyenne effective dans des milieux considérés comme marginaux d'une société.

Elle repose sur deux postulats :

a) tel milieu est un milieu marginal ; l'impuissance actuelle de l'analyse sociologique à définir avec certitude les milieux marginaux autorise à les choisir après un examen rudimentaire de la structure sociale, pourvu que le choix soit fait sans ambiguïté ; pratiquement, les enquêtes ont surtout porté sur les ouvriers et employés urbains (catégories sédentaires faciles à délimiter, à revenus fixes et faibles) ;

b) la consommation des agents de ce milieu est incompressible ; cela revient à prendre comme définition de la consommation incompressible ce que nous avons considéré plus haut comme une conséquence de l'expansion économique : chaque agent tendant à accéder au maximum de biens auxquels il estime pouvoir ou devoir prétendre, le volume de biens consommés par les agents des milieux marginaux dé-

finit la consommation incompressible qui caractérise tel moment historique de telle société.

Les certitudes et l'incertitude fondamentale de cette méthode apparaissent alors clairement.

Le caractère incompressible d'une consommation n'est plus laissé au subjectivisme de l'enquêteur ou de l'enquêté ; on choisit de considérer comme incompressible la consommation moyenne dans un groupe défini et ce groupe peut se définir avec la plus grande rigueur (par exemple, parmi les ouvriers, les manœuvres, ou même les manœuvres de telle industrie). Si la définition est arbitraire, elle est du moins objective ; ses résultats sont utilisables sans ambiguïté. Par ailleurs, la méthode est cohérente en ceci qu'elle permet de suivre *dans le temps* les variations de la consommation du groupe étudié ; les études sur l'évolution de la consommation ouvrière réalisées en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis invitent implicitement à penser qu'à chaque moment cette consommation était incompressible, par ce simple signe que l'épargne n'apparaissait pas dans les budgets malgré l'accroissement des revenus.

Mais ce signe est faible et une insatisfaction persiste : on ne peut être certain qu'une consommation observée est incompressible *que si l'on observe sa résistance à la compression*. Un revenu peut être intégralement consommé sans pour autant correspondre à une consommation incompressible. Tant que la consommation effective s'adapte aux moyens de la réaliser, c'est-à-dire au revenu, on peut en induire qu'elle est incompressible puisque l'agent n'épargne rien, mais cette interprétation est exposée à de nombreux risques d'erreurs ; ceux-ci sont réduits si cette adaptation est un phénomène très général parmi les agents d'un milieu marginal, et de nouveau réduits si elle est d'observation constante dans le temps, mais ils ne sont pas éliminés. Ils ne sont éliminés que si une situation *observée* révèle *une adaptation des revenus aux besoins*, et ce pour l'ensemble des agents d'un milieu considéré (les besoins d'un individu isolé ne sont pas significatifs ; seul le grand nombre des observations concordantes permet de conclure) ; en d'autres termes, l'étude de la consommation incompressible ne peut fournir de résultats certains que par l'étude systématique d'une situation dans laquelle les budgets familiaux sont *effectivement et généralement* déficitaires dans les milieux marginaux (il reste que la définition du milieu marginal n'est rigoureuse qu'à condition

d'être, dans une certaine mesure, arbitraire ; cette difficulté paraît inéliminable dans l'état actuel des moyens d'investigation de la sociologie).

Une telle situation étant évidemment exceptionnelle, on peut envisager de définir tendanciellement et de mesurer approximativement une consommation incompressible en extrapolant jusqu'aux revenus les plus faibles la loi des dépenses des milieux marginaux en fonction des revenus. Une telle méthode requiert un examen très attentif.

§ 4. — L'EXTRAPOLATION DES LOIS DE DÉPENSES.

L'extrapolation est l'opération par laquelle, connaissant la relation entre deux variables dans un intervalle déterminé, on calcule la valeur de l'une d'elles pour une valeur de l'autre prise en dehors de cet intervalle *en admettant* que la loi observée à l'intérieur de l'intervalle considéré est encore valable à l'extérieur. La définition même de l'extrapolation suffirait donc à nous faire douter de sa légitimité en matière de consommation, en raison des discontinuités que l'observation la plus grossière révèle lorsqu'on passe d'un milieu à un autre. Mais il n'est pas sans intérêt de poursuivre l'examen et de prendre une conscience exacte des enseignements que livre l'étude de ces lois.

Soit un emploi particulier, E qu'un agent (individu ou collectivité) peut faire d'une fraction e de son revenu r ; e est une fonction de r dont on connaît la valeur pour une certaine valeur r_0 de la variable, et la variation au voisinage de celle-ci. Pour l'étudier, présentons-la sous la forme d'un développement limité au second degré, autour de r_0 . Elle s'écrit :

$$e = f(r_0 + \Delta r) = f(r_0) + \Delta r f'(r_0) + \frac{(\Delta r)^2}{2} f''(r_0 + \Theta \Delta r)$$

étant un nombre compris entre zéro et 1, qui ne jouera d'ailleurs aucun rôle dans notre raisonnement.

On peut exploiter cette expression générale en dynamique (variation du revenu d'un agent, individu ou collectivité, au cours d'une période) ou en statique (variations de revenus d'un agent à un autre dans une collectivité donnée, pour une période donnée) ; dans le premier cas, r_0 sera généralement la valeur du revenu à l'origine de la période considérée, et dans le second la moyenne des revenus du groupe d'agents étudié.

1°) *Exploitation en dynamique :*

La question est généralement ici d'apprécier la variation de la dépense e qui correspond à la variation du revenu. Elle s'écrit :

$$\Delta e = e - f(r_0) = \Delta r f'(r_0) + \frac{(\Delta r)^2}{2} f''(r_0 + \Theta \Delta r)$$

Si Δr est assez petit pour que $(\Delta r)^2$ soit négligé, on a :

$$\Delta e = f'(r_0) \Delta r = k \Delta r$$

Le rapport $\frac{\Delta e}{\Delta r}$, ou propension marginale à la dépense E , est égal à $f'(r_0)$ et demeure constant au voisinage de r_0 .

Dès que l'intervalle Δr n'est plus assez petit, $\frac{\Delta e}{\Delta r}$ s'écrit :

$$\frac{\Delta e}{\Delta r} = f'(r_0) + \frac{\Delta r}{2} f''(r_0 + \Theta \Delta r)$$

La propension marginale à la dépense E est variable avec r .

Mais si l'observation révèle un intervalle de revenus (r_0, r_1) à l'intérieur duquel la relation entre Δe et Δr soit linéaire, la dérivée seconde de $f(r)$ est nulle dans tout cet intervalle, et, en toute rigueur, on a :

$$e = k \Delta r$$

Cela revient à dire que, pendant toute la période (t_0, t_1) au cours de laquelle le revenu considéré passera de r_0 à r_1 , la variation de la dépense consacrée à l'emploi E sera exactement proportionnelle à la variation du revenu.

D'autres mémoires du présent recueil traitent du problème fondamental de la répartition du revenu entre consommation et épargne, lorsque le revenu varie. Nous n'en dirons donc rien ici. Notons simplement que si l'emploi E est une consommation et si l'on *admet* que les *habitudes* de consommation sont irréversibles, on *peut* considérer e_0 comme la valeur de la consommation incompressible de l'agent (individu ou collectivité) à l'instant t_0 , mais *mais sans plus de certitude qu'au § 3 ci-dessus*. C'est alors qu'on est tenté d'extrapoler cette loi jusqu'au revenu zéro, et de définir comme incompressible la valeur ε_0 de la consommation correspondant à la nullité du revenu : même sans aucun revenu, l'agent consommerait ε_0 ; la tentation est d'autant plus grande que la

propension à la consommation décroît quand le revenu s'élève (constatation expérimentale), de sorte que les ordonnées à l'origine des droites représentatives ont des valeurs qui croissent avec les revenus, ce qui peut représenter d'une manière intéressante l'irréversibilité des habitudes de consommation, phénomène d'observation courante. Mais cette valeur ϵ_0 n'a pas de signification quant à l'incompressibilité d'une consommation, surtout au second degré, c'est-à-dire dans le

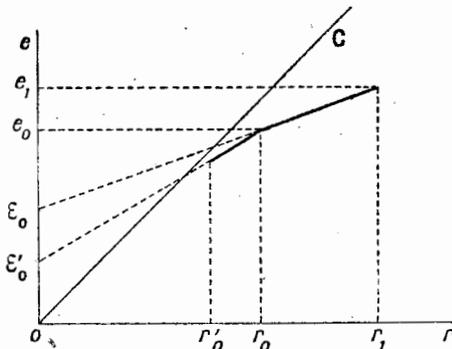


FIG. 1

cas où l'agent observé est le milieu marginal d'une société donnée, puisque nous avons noté, en nous référant à diverses enquêtes et notamment aux travaux de M. HALBWACHS, que les milieux marginaux n'épargnent habituellement pas : leur consommation est en tout temps égale à leur revenu, et représentée purement et simplement, en valeur, par la bissectrice des axes ; pour ces milieux, $\epsilon_0 = 0$. Nous nous retrouvons dans l'incertitude signalée au § précédent.

Si, déplaçant notre problème, nous considérons la consommation incompressible d'une société (et non plus d'un agent ou d'un milieu, pour une société donnée), l'absence totale d'épargne est invraisemblable, mais la question reste entière de savoir comment, dans l'hypothèse d'un revenu décroissant d'une période à la suivante, se modifieraient les pentes des segments de droite représentatifs de la consommation et de l'épargne.

La valeur ϵ_0 n'est utilisable pour la conduite d'une politique concrète (d'investissement ou de fiscalité par exemple) qu'à condition que l'on ne perde jamais de vue qu'elle est *conventionnelle et fictive*.

2°) *Exploitation en statique.*

Si nous considérons un ensemble d'agents ayant les mêmes désirs d'emploi de leurs revenus, mais non les mêmes revenus, la loi de variation d'un emploi déterminé en fonction du revenu met en évidence la variation des sommes consacrées à cet emploi d'un agent à l'autre. L'identité des désirs d'emploi caractérise ce que nous avons appelé un « milieu » et que nous n'avons pu, ni ne pouvons encore, définir rigoureusement par cette voie.

Pour discuter cette loi de variation, nous nous référerons à l'étude de MM. BOWLEY et ALLEN, « Family Expenditure » (9). Il s'agit ici d'étudier les variations des différentes catégories de consommation en fonction des revenus (nourriture, habillement, etc...)

Soient c_1, c_2, \dots, c_n , les sommes employées aux consommations C_1, C_2, \dots, C_n .

Nous pouvons *toujours* écrire :

$$\begin{aligned} C_1 &= \gamma_1 + \gamma'_1 r \\ C_2 &= \gamma_2 + \gamma'_2 r \\ &\dots\dots\dots \\ C_n &= \gamma_n + \gamma'_n r \end{aligned}$$

expressions dans lesquelles $\gamma_1, \gamma_2, \dots, \gamma_n$ sont des constantes et dans lesquelles $\gamma'_1, \gamma'_2, \dots, \gamma'_n$ ne sont des constantes *que si* la loi de variation est linéaire.

MM. BOWLEY et ALLEN ont montré, par l'observation statistique, qu'en première approximation (10) la loi est effectivement linéaire au sein d'un même milieu. Des nombreux et riches enseignements que livre leur ouvrage, nous ne retiendrons que ceux qui, d'une manière ou d'une autre, manifestent une préoccupation concernant la consommation incompressible.

a) « *Necessaries* » et « *luxuries* ». $\gamma_1, \gamma_2, \dots, \gamma_n$ sont les valeurs de c_1, c_2, \dots, c_n correspondant à un revenu nul.

Fractionnons les fractions $c_1 = f_1(r), c_2 = f_2(r) \dots c_n = f_n(r)$ pour étudier séparément (en supposant les milieux définis par des tranches de revenus) chacune des droites dont les segments

(9) Staples Press Ltd., Ed. Londres, 1935.

(10) Les auteurs notent scrupuleusement, à plusieurs reprises, qu'il ne s'agit que d'une première approximation. Le lecteur doit reconnaître, à l'examen des graphiques présentés par MM. BOWLEY et ALLEN, que cette approximation est remarquablement étroite.

successifs représentent la variation totale de chacune des fonctions, des revenus des plus faibles aux revenus des plus élevés (11), et considérons un groupe de fonctions correspondant à un milieu déterminé. Les γ sont les ordonnées à l'origine des

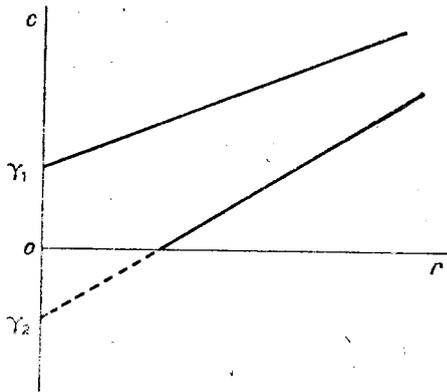


FIG. 2

droites représentatives ; certains sont positifs, d'autres négatifs (fig. 2) ; pour BOWLEY et ALLEN, les catégories de consommation pour lesquelles la dépense est positive au revenu zéro constituent le « nécessaire » (necessaries), les autres le « superflu » (luxuries). L'extrapolation de l'enquête menée en 1927 parmi les travailleurs allemands (fig. 3), extraite de l'ouvrage en examen) illustre bien cette distinction, en même temps d'ailleurs qu'elle paraît en souligner le caractère conventionnel puisqu'elle situe le chauffage dans le nécessaire et l'habillement dans le superflu.

En réalité, les auteurs n'ont pas cédé à la séduction d'une représentation simple (12). Il n'est nullement conventionnel

(11) Si nous exprimons par $c = f(r)$ la variation de c dans tout le champ de variation de r , γ est constant et vaut $f(0)$. Si nous représentons la variation de c par une succession de segments de droites, les γ des droites $c = \gamma + \gamma' r$ qui les portent ont évidemment des valeurs différentes d'une droite à l'autre. Il faut bien voir que nous substituons ici, pour chaque catégorie de consommation, une suite de fonctions différentes à la fonction représentative de cette catégorie pour tout le champ de variation de r .

(12) La seule distinction à laquelle ils semblent accorder une portée générale est celle qu'ils font entre les dépenses de nourriture et l'ensemble des autres, les premières ayant, globalement, un γ positif, les autres ayant, globalement, un γ négatif. Ils en déduisent une expression et une représentation particulièrement élégantes de la loi d'Engel.

de définir comme nécessaires les consommations dont, pour un revenu donné, constaté (et non plus pour le revenu zéro), l'élasticité par rapport à ce revenu est inférieure à 1, et comme superflues celles dont l'élasticité est supérieure à 1.

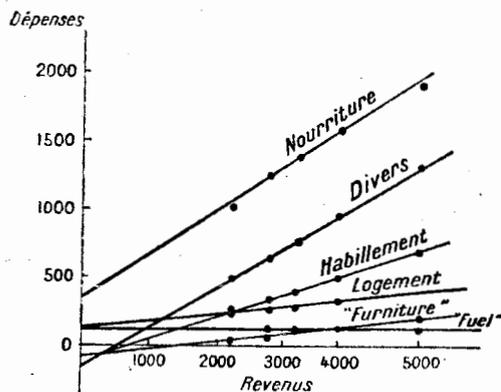


FIG. 3

Or, les élasticités se classent par rapport à 1 comme les par rapport à 0 mais dans l'ordre inverse. Soit, en effet, q la fraction de son revenu que le milieu considéré consacre, en moyenne, à la consommation c et soit η l'élasticité moyenne de cette consommation par rapport au revenu, dans ce milieu. On a :

$$\eta = \frac{r}{c} \times \frac{dc}{dr} = \frac{1}{q} \gamma'$$

Par ailleurs :

$$\gamma = c - \gamma' r = \left(\frac{c}{r} - \gamma' \right) r = (q - \gamma') r$$

Ainsi, lorsque q est supérieur à γ' , γ est positif et η inférieur à 1, et lorsque q est inférieur à γ' , γ est négatif et η supérieur à 1.

On voit tout de suite la conclusion de ceci, appliquée au cas des travailleurs allemands (fig. 2) : pour la tranche de revenus considérée, il est bien vrai que la consommation de vêtements est élastique alors que la consommation de chauffage est inélastique ; cela se traduit par une ordonnée à l'origine négative pour la première, positive pour la seconde ; mais cela ne permet absolument pas de dire que, dans l'hypo-

thèse où un agent serait durablement (13) réduit à un revenu nul, il considèrerait encore le chauffage comme nécessaire, donc inclus dans sa consommation incompressible, et le vêtement comme superflu, donc exclu de sa consommation incompressible.

Observons que BOWLEY et ALLEN ne le disent pas : le concept de consommation incompressible n'a nulle part été présenté par eux ; mais à quoi tendraient les concepts de « necessities » et de « luxuries » si ce n'était à distinguer entre un ensemble de biens dont on ne peut pas éluder la consommation, donc dont la consommation ne peut être comprimée en deçà d'un certain niveau et un ensemble de biens dont on peut éluder la consommation, donc dont la consommation peut être comprimée jusqu'à zéro ?

Ainsi, BOWLEY et ALLEN, par l'opposition qu'ils marquent entre « necessities » et « luxuries », paraissent accepter (14) un système de pensée qui *isole* des catégories de biens et qui a conduit tant de centres de recherche et d'action, nationaux et internationaux, à définir un « minimum vital » distinct d'un « minimum décent », ou encore un « minimum de consommation nécessaire à la *subsistance physique* » distinct d'un « minimum de consommation nécessaire à la *vie sociale* ». Un homme aussi averti que Seeböhm ROWNTREE, en définissant une « primary poverty line » par une consommation scientifiquement, mais *artificiellement* constituée de seules denrées nécessaires à la subsistance physique, en deçà d'une « poverty line » qui fait une plus grande part à l'observation, accepte le même système de pensée que nous considérons comme dépourvu de valeur interprétative et de portée constructive.

En effet, un agent, si faible que soit son revenu, choisit non pas entre des catégories de biens, non pas même entre des biens, mais entre des *quantités* de chacun des biens que son revenu lui permet de se procurer. Tous les biens, nous

(13) Il est évident que, pendant une période brève on peut se dispenser de dépenses de vêtements ; mais une étude de consommation n'a de sens que si elle définit un régime permanent.

(14) Par le seul fait qu'ils ne mettent pas en garde contre lui. Il est pleinement légitime, dans la vie concrète, d'opposer les « biens de première nécessité » et les autres. Conserver sans nuance cette opposition dans une représentation mathématique des faits, c'est, qu'on le veuille ou non, lui prêter une rigueur excessive.

l'avons noté, sont complémentaires et substituables ; rien ne permet d'affirmer, à priori, sous prétexte d'urgence ou de nécessité physiologique qu'un agent disposant d'un revenu juste suffisant pour assurer sa subsistance physique bannirait toute dépense qui ne tendrait pas à ce but : tout permet au contraire de penser qu'il accepterait un amoindrissement physiologique par sous-consommation du « nécessaire » pour obtenir des satisfactions psychiques par obtention d'un « superflu ». L'exemple du prisonnier sous-alimenté qui offre du pain pour une cigarette, celui de la midinette qui sacrifie un repas pour une distraction ou une boîte de poudre, bien loin d'être des cas anormaux, sont des exemples types d'un cas que nous croyons général.

— b) « *Order of urgency* » — MM. BOWLEY et ALLEN n'ont pas simplement, dans cet ordre de préoccupations, distingué les « necessities » et les « luxuries ». Ils ont encore défini l'ordre de nécessité des consommations comme étant l'ordre des élasticités croissantes, ou encore, ce qui revient au même, l'ordre des γ décroissants. Ils ont toujours pris soin de préciser que cet ordre de nécessité n'était valable que pour la tranche de revenus considérée, mais c'est précisément, nous semble-t-il, ce qui le dépouille de toute valeur pour la recherche de la consommation incompressible. La discussion à laquelle nous allons procéder nous confirme au contraire dans la conviction que le choix des termes « necessities » et « luxuries » est purement conventionnel et qu'une consommation incompressible, même recherchée par extrapolation de la loi de BOWLEY et ALLEN, contient des « luxuries » aussi nécessairement que des « necessities » (15).

La matière étant non difficile, mais délicate, nous ne négligerons aucun détail pour en présenter une analyse aussi précise que possible.

(15) Nous avons le devoir d'insister sur le fait que BOWLEY et ALLEN n'ont nullement prétendu définir, et moins encore mesurer, une consommation incompressible. Nous critiquons ici l'exploitation que l'on pourrait être tenté de faire de leurs travaux en vue d'une telle définition ou d'une telle mesure ; nous critiquons donc une tentation dont BOWLEY et ALLEN se sont préservés mais à laquelle il faut bien convenir qu'ils incitent fortement le lecteur préoccupé par le concept de consommation incompressible.

Reprenons nos équations :

$$c_1 = \gamma_1 + \gamma'_1 r$$

$$c_2 = \gamma_2 + \gamma'_2 r$$

.

.

.

$$c_n = \gamma_n + \gamma'_n r$$

La somme $c_1 + c_2 + \dots + c_n$ est évidemment égale au revenu r (16), c'est-à-dire que, *quel que soit* r , on a :

$$\gamma_1 + \gamma_2 + \dots + \gamma_n + r (\gamma'_1 + \gamma'_2 + \dots + \gamma'_n) = r$$

Ce qui exige :

$$\gamma_1 + \gamma_2 + \dots + \gamma_n = 0 \quad (1)$$

$$\gamma'_1 + \gamma'_2 + \dots + \gamma'_n = 1 \quad (2)$$

La relation (2) signifie simplement que la somme des pentes des droites représentatives est égale à 1, ce qui n'est pas surprenant (17).

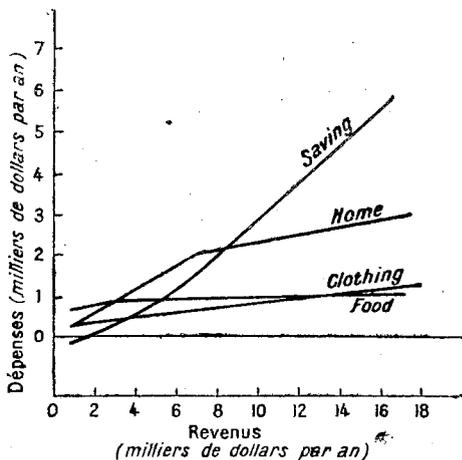


FIG. 4

(16) Si une épargne est observée, nous la comptons comme consommation ; si un emprunt est fait nous l'intégrons au revenu. En d'autres termes, c_1, c_2, \dots, c_n sont toutes les dépenses effectuées pendant la période considérée, r est l'ensemble des recettes réalisées pendant la même période.

(17) Pour plus de simplicité, raisonnons sur trois catégories de dépenses. Le point C représentatif de la dépense totale est nécessairement

La relation (1) signifie que les droites représentatives des dépenses ne peuvent pas couper toute l'axe oc du même côté de O et qu'en valeur absolue la somme des ordonnées à l'origine négatives est égale à la somme des ordonnées à l'origine positives.

Considérons alors les changements de pente de ces droites quand le revenu croît. Le résultat d'enquête publié dans « America's capacity to consume » et reproduit par Colin CLARK (18) est à cet égard très significatif : la pente de la nourriture passe brusquement à une valeur presque nulle, celle du « Home » décroît légèrement, celle de l'épargne

sur la bissectrice des axes, c'est-à-dire sur la droite OC de pente 1. Or, si nous construisons un diagramme cumulatif où RA représente la dépense c_1 , AB la dépense c_2 et BC la dépense c_3 , nous avons, quelle que soit l'abscisse de R ,

$$\begin{aligned} C_1 &= \gamma_1 + \gamma'_1 r \\ C_1 + C_2 &= \gamma_1 + \gamma_2 + (\gamma'_1 + \gamma'_2) r \\ C_1 + C_2 + C_3 &= \gamma_1 + \gamma_2 + \gamma_3 + (\gamma'_1 + \gamma'_2 + \gamma'_3) r \\ \text{et } C_1 + C_2 + C_3 &= r, \text{ c'est-à-dire} \\ \gamma_3 &= -(\gamma_1 + \gamma_2) \\ \text{et } \gamma'_1 + \gamma'_2 + \gamma'_3 &= 1 \end{aligned}$$

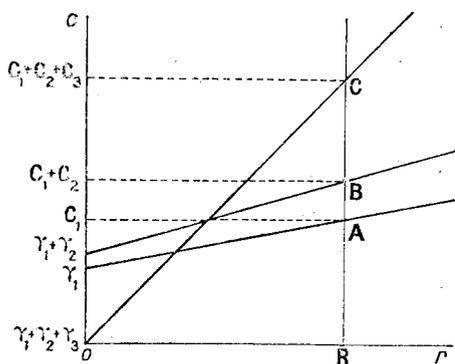


FIG. 5

(18) Les champs de revenus explorés par BOWLEY et ALLEN sont beaucoup plus restreints ; seul son « diagram III » révèle des discontinuités de pente : une diminution pour le loyer (« necessary ») et une augmentation pour l'habillement (« luxury »). C'est pourquoi nous avons pris notre exemple ailleurs, mais il convient de remarquer que les seules variations observées s'opèrent dans le même sens que dans l'exemple de Colin CLARK : la dépense d'une denrée dite nécessaire s'infléchit, celle d'une denrée dite superflue s'élève.

croît jusqu'à une valeur très grande qu'elle conserve jusqu'aux plus grandes valeurs de r observées.

Nous voyons que l'élasticité des dépenses de nourriture d'un individu demeure, à partir d'un certain revenu, très voisine de zéro tout en croissant légèrement avec le revenu (19). Concrètement, cela traduit non une incompressibilité mais au contraire une inextensibilité : l'élasticité est faible pour cause de *satiété* du besoin qui provoque la consommation correspondante (20). Au contraire, dans la classe précédente des revenus, l'élasticité de la dépense de nourriture, toujours pour un individu, augmentait plus franchement avec le

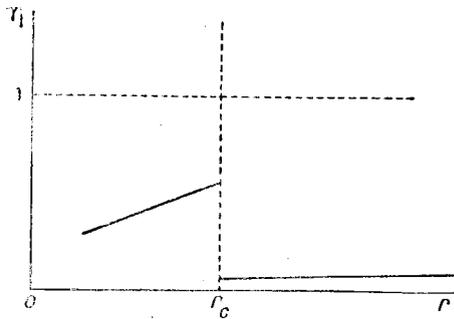


FIG. 6

(19) Qu'elle croisse avec le revenu, c'est rendu à peu près évident par la formule même $\eta = \frac{r}{c} \gamma'$ puisque c varie très peu quand r varie de moins de 4.000 à près de 18.000 dollars. On voit mieux encore ce résultat et surtout on voit mieux que l'élasticité reste voisine de zéro en l'exprimant en fonction de c : $\eta = \frac{\gamma' r}{c}$ s'écrit immédiatement

$\eta = 1 - \frac{\gamma}{c}$; la pente de la droite représentative étant presque nulle,

c reste très voisin de γ , donc $\frac{\gamma}{c}$ voisin de 1 et η voisin de zéro.

(20) Rapprochons cette constatation statistique de l'observation bien connue et déjà ancienne selon laquelle la satisfaction d'un besoin perd d'autant plus brutalement son élasticité, au moment de la satiété du besoin, que cette satiété est plus rigoureusement définie, et que ces conditions se réalisent d'autant plus exactement que le besoin est, disons (faute de mieux), plus impérieux. On retrouve une propriété du « nécessaire », par opposition au « superflu ».

revenu, puisque c croissait plus vite avec ce dernier. Par ailleurs, cette élasticité a une valeur plus grande dans la classe inférieure des revenus que dans la classe supérieure : une discontinuité s'observe pour la valeur critique r_c du revenu correspondant au brusque changement de pente de la droite représentative. Si l'on extrapolait un quelconque segment de droite, on trouverait une élasticité nulle pour le revenu zéro puisqu'on aurait alors $c = \gamma$. Mais qu'en pourrait-on conclure?

Considérons maintenant l'élasticité d'une dépense à γ négatif

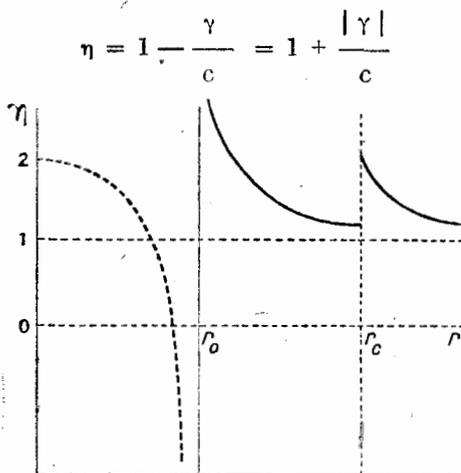


FIG. 7

Puisque c croît avec le revenu, η décroît constamment, en restant toujours supérieure à 1. Une discontinuité s'observe pour la valeur critique r_c correspondant au brusque changement de pente de la droite représentative, comme dans le cas précédent. Où nous mènerait l'extrapolation d'un segment de droite quelconque ? Pour le revenu r_0 correspondant à l'apparition de la dépense considérée, l'élasticité serait infinie, évidence mathématique qui nous paraît dépourvue de signification économique ; en deçà (partie pointillée de la courbe), on trouverait une élasticité qui, à mesure que le revenu passerait de r_0 à 0, s'élèverait de $-\infty$ à 2 ; on conçoit le sens d'une dépense négative (emprunts, mise en gage ou vente de biens d'usage) mais on voit mal le parti que l'on pourrait tirer ici de cette indication.

En conclusion, toute tentative *brutale* d'extrapolation d'un ensemble constaté de dépenses conduit à un échec : pour les

revenus très faibles, on ne sait pas ce qui se passe. Si l'on veut cependant extrapoler les résultats observés, on peut tenter de le faire en supputant non plus la répartition des dépenses pour une zone inexplorée, mais bien *les modifications de la loi elle-même*, à l'aide de ce que l'on sait d'elle dans les zones explorées. C'est ce que nous allons faire maintenant.

Groupons les dépenses en deux catégories seulement : d'une part, celles qui, pour une classe observée de revenus, ont un γ positif, d'autre part celles qui, pour la même classe ont un γ négatif, et admettons (ce qui, d'après les enquêtes dont font état BOWLEY et ALLEN, est d'observation courante dans les zones explorées de revenus) que les dépenses ne changent pas de catégorie au cours des variations du revenu, c'est-à-dire que le γ d'une dépense quelconque est soit positif sur toute l'échelle, soit négatif sur toute l'échelle, et non positif pour certaines valeurs du revenu et négatif pour d'autres.

En vertu des relations :

$$\begin{aligned} \gamma_1 + \gamma_2 &= 0 \\ c_1 + c_2 &= r \end{aligned}$$

Quand r tend vers zéro, le γ positif décroît régulièrement, le γ négatif croît régulièrement, et l'un et l'autre atteignent ensemble la valeur zéro.

Deux hypothèses sont alors possibles :

— 1^{re} hypothèse : les γ s'annulent pour un revenu non nul, r_0 . Cette hypothèse se dédouble à son tour, selon que, pour le revenu r_0 , les dépenses à γ antérieurement négatif disparaissent ou non.

Le premier cas correspond à la figure 8.

En deçà du revenu r_0 , les anciennes dépenses à γ positif subsisteraient seules. Alors les appellations « necessities » et « luxuries » prendraient leur plein sens et nous devons reconnaître que rien, dans l'expression mathématique de la loi, n'autorise à exclure cette hypothèse. Nous croyons cependant pouvoir l'exclure, en nous appuyant sur les observations faites dans les secteurs explorés.

Sauf l'épargne, on n'a jamais constaté la disparition d'une des catégories traditionnelles de dépenses quand les revenus diminuaient, mais la présence ou l'absence de l'épargne dans un budget familial nous paraît tenir plus à des habitudes de caractère social qu'à des impératifs économiques. Puisqu'on

n'a jamais observé un revenu r_0 pour lequel les « luxuries » s'annulent, nous devons penser que si, en r_1 , les « necessities » se sont infléchies dans le sens d'une diminution (nous considérons en ce moment les revenus dans l'ordre décroissant), c'était pour permettre le maintien d'une certaine quantité de « luxuries » et que, sur le parcours (r_1, r_0) un nouveau fléchissement semblable a lieu *avant* r_0 , et ainsi de suite jusqu'à un revenu hypothétiquement nul.

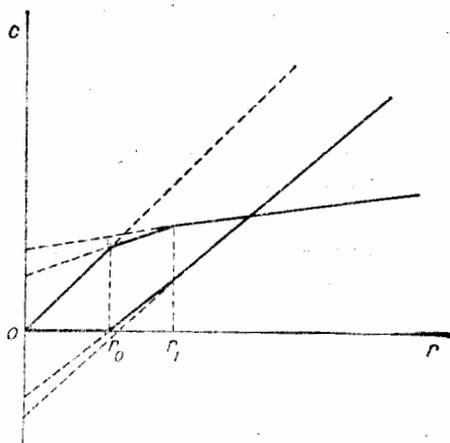


FIG. 8

D'autre part, nous avons déjà remarqué la présence du chauffage dans les « necessities » et celle de l'habillement dans les « luxuries », relevées par la généralité des enquêtes auxquelles se sont référés BOWLEY et ALLEN. Présentée ainsi, cette constatation n'a pas de sens économique ; la disparition des dépenses d'habillement en cas de disparition des « luxuries » en a encore moins : sur une période assez courte, il n'est pas de dépense qui ne puisse être absente, mais sur une période assez longue, une dépense d'habillement ne peut pas ne pas apparaître et il est dès lors nécessaire, si l'enquête porte sur une période brève, d'en porter une fraction en amortissements (ou en provision) ; voilà donc une partie des « luxuries » qui ne saurait disparaître (21).

(21) Il n'est même pas anormal de penser (mais ce raisonnement est beaucoup moins rigoureux) que, dans l'état d'extrême pauvreté, la dépense de chauffage devient très élastique et la dépense d'habillement très peu, au point, éventuellement, de changer de catégorie. Dans ce cas,

Enfin, nous avons considéré *globalement* des groupes de dépenses appartenant aux « necessities » et aux « luxuries », mais une étude de la répartition des dépenses élémentaires dans chacun de leurs groupes respectifs peut être conduite sur le même mode que l'étude de la répartition des dépenses de groupes dans la dépense totale. BOWLEY et ALLEN ont procédé à cette étude pour les dépenses de nourriture, et ont observé la même loi de linéarité, de sorte que certaines denrées alimentaires ont révélé un γ positif, d'autres un γ négatif la somme de tous les γ étant nulle ; dans la généralité des enquêtes, les céréales ont un γ positif, la viande, les produits laitiers et les légumes un γ négatif. Nous voyons par là comment s'opèrent les restrictions successives sur la nourriture quand on passe d'une classe de revenus à la classe inférieure, mais nous notons aussi qu'aucune disparition complète de denrées à γ négatif n'a été observée. Ainsi, les « necessities » aussi ont leurs « luxuries » et il fallait s'y attendre. Mais cela pose une question : si les « luxuries » disparaissaient effectivement des budgets à faible revenu, lesquelles disparaîtraient les premières, les « luxuriés » globales ou les « luxuries » élémentaires ? La logique voudrait que ce fussent les « luxuries » globales, la viande, le lait et les légumes étant plus nécessaires que les distractions, les journaux, le tabac, les chapeaux et les bas, mais l'expérience ne confirme pas la logique (22).

les « necessities » et les luxuries » ne seraient plus les mêmes sur toute l'échelle des revenus ; BOWLEY et ALLEN ne nient pas que ce soit possible puisqu'ils ont toujours précisé que ce qu'ils énonçaient n'était valable que pour les catégories observées. Mais rappelons que, de notre côté, pour rester fidèles aux observations faites, au cours desquelles aucune dépense ne changeait de catégorie, nous avons admis qu'il en était ainsi jusqu'aux revenus les plus faibles.

(22) C'est pourquoi nous ne parvenons pas à comprendre le sens de la « primary poverty » de Seebom ROWNTREE, qui écrit lui-même dans « Poverty » et rappelle dans « Poverty and Progress » les conditions de vie qu'elle suppose. « A family living upon the scale allowed for in this estimate must never spend a penny on railway fare or omnibus. They must never go into the country unless they walk. They must never purchase a halfpenny newspaper or spend a penny to buy a ticket for a popular concert. They must write no letters to absent children, for they cannot afford to pay postage... ». L'énumération continue mais nous arrêtons là la citation. Que la « primary poverty » soit un repère, nous l'admettons, mais pourquoi ce repère est-il défini par une évaluation biologique minutieuse d'une nourriture dont on sait qu'elle ne sera pas consommée et une élimination radicale de dépenses dont on sait qu'elles sont inéliminables ?

Toutes ces raisons nous conduisent à penser que les dépenses à γ négatif ne s'annulent pas avant le revenu. Mais il se peut qu'en deçà de r_0 les deux grandes catégories de dépenses soient l'une et l'autre proportionnelles au revenu (fig. 9). Les deux γ deviennent nuls en r_0 et la représentation des dépenses est donnée par les segments de droite OP_0 et OP'_0 . Ce cas (seconde subdivision de la première hypothèse) est également très peu vraisemblable car plus r diminue et plus un accroissement Δr (ici négatif), constant en valeur absolue, est important en valeur relative, donc plus doit être petit en valeur absolue le Δr correspondant à un segment de droite qui définit un type de consommation. Tout cela est hypothétique puisqu'au voisinage d'un revenu

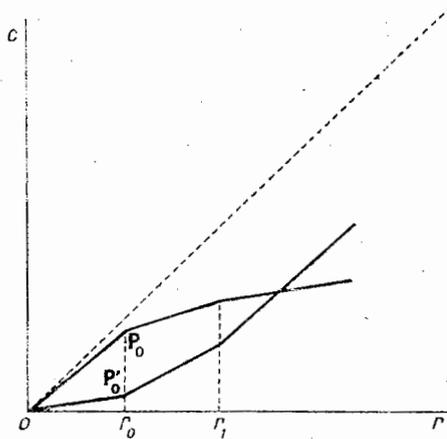


FIG. 9

nul toute notion de « milieu » et toute notion d'*habitude* de consommation disparaissent ; ce n'est cependant pas sans utilité pour la suite de la discussion, car nous sommes ici en présence d'une situation où la part des « luxuries » est trop largement comptée. Autrement dit, les deux éventualités de la première hypothèse *encadrent* la situation réelle. Si nous extrapolons les segments de droites représentatifs des dépenses de la dernière classe des revenus explorés en les prolongeant, l'une jusqu'à la bissectrice des axes et l'autre jusqu'à l'axe des r , nous nous trompons par défaut de consommation des « luxuries » ; si nous les extrapolons en joignant à l'origine leurs extrémités inférieures, nous nous trompons par excès de consommation des « luxuries ». La situation réelle se situe entre les deux et correspond à la seconde hypothèse.

— 2 *hypothèse* : les γ ne s'annulent que pour un revenu hypothétiquement nul. Cela revient à dire que les segments de droites représentatifs s'infléchissent de plus en plus, sans rencontrer avant l'origine la bissectrice des axes ou l'axe $o r$. En d'autres termes, quand le revenu décroît d'une valeur déjà faible r_0 à une valeur hypothétiquement nulle, la loi de linéarité ne s'applique plus qu'à des segments de plus en plus courts et la représentation devient pratiquement curviligne. Comment ces deux courbes arrivent-elles à l'origine ? Si nous raisonnons sur les courbes et non plus sur des segments de droite successifs, les γ ne sont plus constants et les γ sont nuls.

Développons $c = f(r)$ en nous limitant au premier degré :

$$c_1 = f_1(0) + r f'_1(0 r)$$

$$c_2 = f_2(0) + r f'_2(0 r)$$

$$f_1(0) = f_2(0) = 0$$

$$c_1 + c_2 = r$$

donc : $f'_1(0 r) + f'_2(0 r) = 1$

La somme des γ est toujours égale à 1.

Quand r tend vers zéro, $0 r$ tend évidemment aussi vers zéro ; à l'origine, les γ sont les pentes des tangentes aux courbes. La seule relation nécessaire entre eux étant que leur

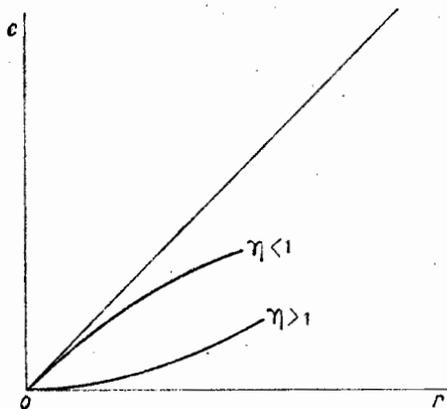


FIG. 10

somme soit égale à 1, nous ne pouvons déterminer les tangentes des courbes au point O. Nous admettons cependant, pour faire aussi large que possible la prépondérance des « nécessaires » sur les « luxeries » (c'est-à-dire pour concéder

à cette opposition tout ce qu'il est possible de lui concéder), que la courbe à γ positifs arrive en O tangentiellement à la bissectrice des axes, l'autre tangentiellement à l'axe $o r$ (fig. 10).

A l'origine, l'élasticité de l'une et l'autre courbes est égale à 1 (23), de sorte que, bien loin de s'accuser, les différences entre « nécessaires » et « luxuries », définies par des différences d'élasticité, *s'estompent à mesure que le revenu diminue*. L'élasticité de la courbe supérieure est inférieure à 1 et décroissante, celle de la courbe inférieure est supérieure

(23) Il s'agit là d'une propriété générale de l'élasticité de toute courbe passant par l'origine, ainsi qu'on peut le vérifier aisément puisque :

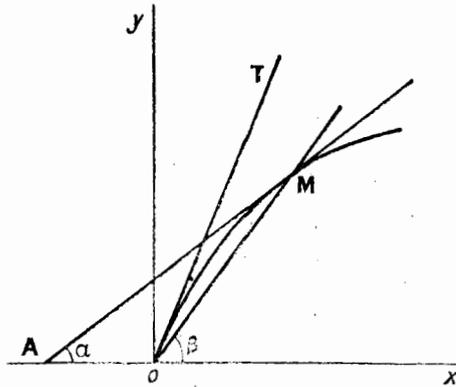


FIG. 11

$$\eta = \frac{x}{y} \frac{dy}{dx} = \frac{1}{\operatorname{tg} \beta} \cdot \operatorname{tg} \alpha$$

Lorsque le point $M(x, y)$ se rapproche de 0, la sécante OM et la tangente AM viennent l'une et l'autre se confondre avec la tangente OT au point O ; donc α et β tendent vers une valeur commune et le quotient

$$\frac{\operatorname{tg} \alpha}{\operatorname{tg} \beta} \text{ tend vers } 1.$$

On s'en rend compte aussi rapidement par un développement de Mac Laurin limité au premier degré.

$$y = x f'(\theta x)$$

$$\frac{x}{y} f'(\theta x) = 1$$

à 1 et croissante (24) de sorte que les valeurs les plus faibles d'une élasticité de consommation sont obtenues pour une consommation inextensible lorsque cette consommation a une élasticité faible, et pour une consommation incompressible lorsqu'elle a une élasticité élevée.

Ainsi, l'extrapolation de la loi de BOWLEY et ALLEN ne peut, à elle seule, nous faire saisir la réalité de la consommation incompressible. Mais, combinée avec la méthode de la norme scientifique, dont nous avons dit également l'insuffisance, elle permet de donner une réponse, au moins théorique, au problème de son évaluation en monnaie, sinon à celui de sa structure en catégories. En d'autres termes, la combinaison de ces deux méthodes permet théoriquement de calculer le revenu minimum nécessaire à une famille de composition donnée, dans une société donnée, à un moment donné.

Considérons en effet notre système d'axes or, oc. Les travaux de physiologie et de biologie permettent aujourd'hui de définir avec une rigueur assez grande (25) une ration alimen-

(24) Que cette remarque, rapprochée de l'étude faite plus haut des variations de η en fonction de r , soit bien comprise : les variations d'élasticité le long des segments de droite (dans les zones explorées) sont en sens contraire des variations de l'élasticité moyenne d'un segment de droite au suivant ; sur un segment curviligne, la variation de

$1 - \frac{\gamma}{c}$ (où γ représente l'ordonnée à l'origine de la tangente à la courbe au point considéré) est continue et a le sens des variations de la seconde de ces deux élasticités, qui est donc, finalement, prépondérante si l'on considère l'échelle des revenus dans toute son étendue.

(25) C'est parce que la rigueur n'est atteinte que dans le domaine alimentaire que nous ne retenons comme ration normale que la ration alimentaire. Le raisonnement qui suit ne serait nullement modifié si d'autres consommations « normales » pouvaient être définies avec rigueur, et même si, par impossible, les « dépenses diverses » l'étaient : au γ positif élevé correspondant à la somme de toutes ces dépenses normales correspondrait toujours un γ négatif de même valeur, celui-ci ne représenterait-il que l'épargne. Si l'hypothèse d'une normalisation des dépenses diverses est d'une invraisemblance, celle où tous les γ , sauf celui de l'épargne, sont positifs ne l'est pas : elle caractériserait une société économiquement très évoluée ; autant, d'ailleurs, qu'on puisse en juger sur le diagramme à très petite échelle d'« America's capacity to consume » que nous avons reproduit plus haut d'après COLIN CLARK, tel est effectivement le cas des Etats-Unis.

Si, par impossible, toute la consommation était normalisée, le diagramme d'un budget familial « normal » serait conforme au schéma ci-

taire *normale* de valeur monétaire ON . Cette valeur monétaire ne constitue évidemment pas le revenu « normal », mais la fraction consacrée à la nourriture d'un revenu normal r_n : pour qu'un agent économique consacre la somme ON à sa

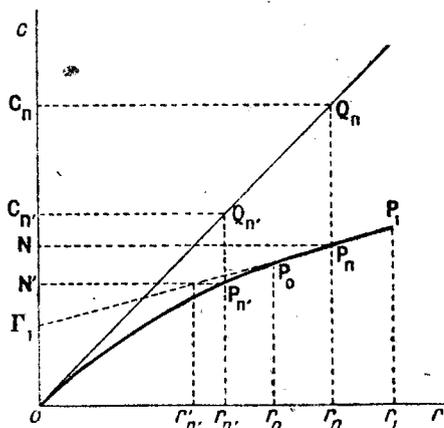


FIG. 12

contre, où ON_1 représentait la consommation normale totale, OR_0 le revenu minimum nécessaire à l'assurer, C_0C la consommation effective de familles qui, quels que soient leurs revenus, se conformeraient à la

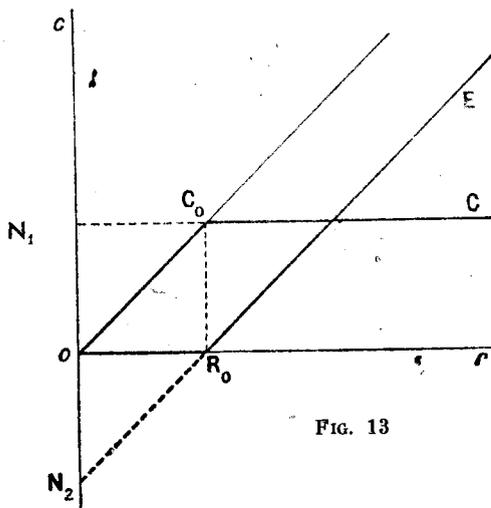


FIG. 13

norme, R_0E les variations de l'épargne en fonction du revenu. Observons que, dans cette hypothèse inconcevable, toutes les consommations seraient incluses dans ce que BOWLEY et ALLEN appellent les « necessities ».

nourriture, il faut qu'il perçoive au moins un revenu r_n , supérieur à ON d'une quantité que la normalisation de la consommation ne permet pas de mesurer mais qui, sur un graphique de BOWLEY et ALLEN apparaît immédiatement.

Supposons que cette dépense de nourriture soit effectivement constatée dans une enquête portant sur la classe des revenus compris entre r_0 et r_1 ; soit P_n son point représentatif; la fraction de revenu consacrée aux dépenses autres que la nourriture est $P_n Q_n$, Q_n se trouvant sur la bissectrice des axes; la consommation « normale » (c'est-à-dire incompressible si la ration alimentaire est juste une ration d'équilibre physiologique) est alors C_n et le revenu minimum nécessaire est r_n .

Si la dépense « normale » de nourriture est ON', inférieure aux dépenses de nourriture constatées par enquête, le revenu correspondant est inférieur à r_0 ; on a chance de l'obtenir en extrapolant la loi générale entre le revenu r_0 et le revenu zéro, par l'arc de courbe tangent en P_0 à $P_0 P_1$ et en O à la bissectrice des axes (26); sur la figure 12 on obtient le point P_n' , dont l'abscisse r_n est le revenu minimum cherché.

(26) Deux remarques sont à faire à propos du tracé de la courbe. 1°) Nous savons seulement que sa pente à l'origine des coordonnées est inférieure ou égale à 1; en admettant qu'elle est égale à 1, nous prenons en considération la plus grande valeur possible de la dépense hypothétique de nourriture au voisinage hypothétique de zéro, c'est-à-dire que nous nous prémunissons contre le risque d'une estimation trop élevée de la consommation incompressible totale; 2°) connaissant les deux points extrêmes du segment de courbe à construire, c'est en fait à une interpolation que nous procédons, opération singulièrement plus sûre qu'une extrapolation, surtout dans le cas présent où nous connaissons aussi les tangentes en ces points extrêmes. On pourrait objecter encore que nous ne sommes pas du tout certain qu'en P_0 la courbe est tangente à $P_0 P_1$, et qu'il est même probable qu'elle ne l'est pas, puisqu'on change de milieu; nous répondrions alors qu'en choisissant la position tangentielle nous ne sommes vraisemblablement pas éloignés de la réalité puisque (r_0, r_1) est la dernière classe des revenus observés, donc celle qui laisse le moins de marge à une variation importante de pente, et qu'au surplus nous nous plaçons volontairement ainsi, en P_0 comme en O (et donc sur toute la longueur du segment) dans la situation la plus défavorable à une évaluation excessive de la consommation incompressible. Pour reprendre les termes de BOWLEY et ALLEN, nous faisons la part belle aux « necessities » et comprimons au maximum les « luxuries », et c'est dans de telles conditions qu'apparaît néanmoins le caractère incompressible d'une consommation totale pour une consommation de nourriture donnée.

Il n'est pas sans intérêt, au terme de cette discussion, de récapituler les diverses extrapolations qu'on peut être tenté de faire des résultats d'enquête obtenus sur une classe (r_0 , r_1) de revenus.

1. — Constatant que, dans cette classe, la loi de dépense pour une consommation déterminée s'écrit

$$C = \gamma + \gamma' r$$

on pense à donner une signification à γ . Pour la détermination d'un impôt, par exemple, on considérera γ comme « consommation de base ». A condition de ne pas prétendre donner à γ une signification interprétative qu'il n'a pas, rien ne s'oppose à ce qu'on l'utilise pour ce qu'il est, à savoir une des constantes caractéristiques d'une situation déterminée, ni même à ce que l'on convienne de l'appeler « consommation de base » en pleine conscience d'une fiction acceptée.

2. — Si l'on accepte l'opposition entre « necessities » et « luxuries » et si l'on groupe l'ensemble des « necessities » en une seule représentation, on peut envisager de prolonger le segment de droite qui les représente pour la plus faible tranche de revenus *explorés* jusqu'à sa rencontre avec la bissectrice des axes ; pour le revenu dont la valeur est l'abscisse de ce point de rencontre, les « luxuries » s'annulent définitivement ($\gamma'_1 + \gamma'_2 = 1$), et ce revenu peut être considéré comme la valeur de la consommation incompressible. Nous avons dit pourquoi un tel procédé nous semble erroné. Nous admettons cependant qu'il soit pris *conventionnellement* en considération en cas de besoin (27).

3. — Si nous introduisons la « ration normale » (pour la nourriture seule ou, éventuellement, pour un ensemble plus vaste), c'est-à-dire la ration que des normes scientifiques définissent comme nécessaire au maintien de l'équilibre de

(27) A notre connaissance, il ne l'a pas été en statique. Mais, en dynamique, il semble bien n'être pas autre chose que le « basic level income » pris en considération aux Etats-Unis pour la politique fiscale puisque l'on admet qu'en deçà d'un certain revenu R_0 , le revenu net $r_0 = R_0 - T$ (revenu moins impôts) est entièrement consacré à la consommation et l'épargne en fonction du revenu net, R_0 est l'abscisse ; dans un diagramme où sont confrontés globalement la consommation des axes et celle de l'épargne l'axe des abscisses. Comme, dans une *société nationale*, on ne constate pas l'annulation de l'épargne, ce revenu r_0 ne peut être obtenu que par une extrapolation du type décrit ici.

l'agent, et si cette ration normale est, en valeur, inférieure à la dépense effectivement consacrée aux mêmes biens dans la classe la plus faible des revenus *observés*, on peut, pour définir une consommation incompressible totale, extrapoler le dernier segment de droite correspondant jusqu'à son intersection avec la parallèle d'ordonnée ON, (schéma ci-dessus) à l'axe or. Nous avons dit qu'on obtenait ainsi une valeur trop faible, même si l'intersection se produit à droite de la bissectrice, ce qui n'est pas certain.

4. — La valeur immédiatement supérieure de la consommation incompressible que donne la succession des extrapolations possibles est celle que nous avons définie, intersection de la droite $c = ON$, avec la courbe $P_0 O$.

5. — Une dernière valeur peut être proposée ; abscisse de l'intersection de la droite $c = ON'$ avec la droite $P_0 O$. Nous avons dit que l'hypothèse d'une consommation qui, dans l'intervalle entre le plus faible revenu observé et le revenu nul, serait représentée par un seul segment de droite, était très peu vraisemblable. Ce point n'est cependant pas sans intérêt car il fournit une valeur approchée *par excès* de notre consommation incompressible. Comme les extrapolations rappelées ci-dessus en 2 et 3 en fournissent une valeur approchée par défaut, nous avons, par combinaison, la possibilité d'en *calculer* une valeur certainement très voisine. Cette combinaison consiste à prendre la moyenne arithmétique entre la valeur que donne la tangente $P_0 r_1$ et celle que donne la sécante $P_0 O$. C'est là un procédé classique de résolution des équations (ici, l'équation de la courbe $P_0 O$ en r et c , pour une valeur donnée de c). S'il se trouve que le point fourni par la tangente est à gauche de la bissectrice, on prendra ON' comme valeur approchée par défaut de la consommation incompressible.

Exprimons cette moyenne, en appelant n la consommation normale pour les catégories considérées.

Point donné par la sécante OP_0 :

$$\left\{ \begin{array}{l} c = \frac{c_0}{r_0} r \\ c = n \end{array} \right.$$

L'abscisse du point cherché est $r_a = \frac{n}{c_0}$

si l'on appelle q_0 le rapport, connu de la dépense effectivement consacrée aux catégories en cause au revenu total, pour la valeur r_0 de ce dernier.

Point donné par la tangente :

$$\begin{cases} c = \gamma_1 + \gamma'_1 r \\ /c = n \end{cases}$$

ou γ_1 et γ'_1 sont connus par l'enquête faite sur la classe de revenus (r_0, r_1):

$$\text{L'abscisse } r_b \text{ du point cherché est : } r_b = \frac{n - \gamma_1}{\gamma'_1}$$

La valeur du revenu correspondant à la consommation incompressible est :

$$r = \frac{r_a + r_b}{2}$$

soit :

$$r = \frac{n(\gamma'_1 + q_0)}{2 q_0 \gamma'_1} - \frac{\gamma_1}{\gamma'_1}$$

L'élasticité d'une consommation par rapport au revenu étant un nombre significatif souvent utilisé, on peut désirer le mettre en évidence dans l'expression de r , qui devient, si η_0 est l'élasticité de la consommation considérée au revenu r_0 ,

(nous rappelons que $\eta = \frac{\gamma'}{q}$) :

$$r = \frac{n(\eta_0 + 1) - 2\gamma_1}{q_0 \eta_0}$$

Si l'on était amené à prendre pour r_0 la valeur n , on aurait simplement :

$$r = \frac{n}{2} \left(1 + \frac{1}{q_0} \right)$$

**

Pour conclure, rappelons que nous énoncions, à la fin du précédent § (3 — La consommation moyenne des milieux marginaux), la nécessité d'observer *la résistance à la compression* d'une consommation globale pour être certain qu'elle fût incompressible. Nous n'avons pas observé ici cette

résistance, mais simplement, en nous appuyant sur les résultats d'observations dans les secteurs observés et en nous éclairant par la théorie (que confirme l'expérience quotidienne) de la complémentarité psychique générale des biens, nous avons évalué la résistance à la compression des consommations à γ négatifs quand la consommation globale décroît ; ce point acquis, nous avons demandé à la biologie la ration alimentaire incompressible, ce qui, en vertu de la loi générale étudiée, a fixé à un niveau dès lors défini la consommation globale en deçà de laquelle l'équilibre physico-psychique de l'agent était menacé. Nous avons donc conscience d'être parvenus à une estimation de la consommation incompressible en valeur qui, sans être rigoureuse, est à l'abri des erreurs les plus grossières que l'on risque de commettre en maniant ce concept sans précaution et en énonçant des chiffres sans les soumettre à l'examen le plus attentif. Ce résultat, quoique très indirect, n'est pas inutile, car il est rarement possible de procéder à la constatation effective d'une consommation incompressible, et peu probable, comme on va le voir, qu'une grande précision soit atteinte dans sa mesure.

§ 5. — LE DÉSÉQUILIBRE DES BUDGETS FAMILIAUX.

Nous disons (28) que le budget d'une famille est en équilibre lorsque, au cours d'une période quelconque donnée, la somme des dépenses de consommation de cette famille est inférieure ou égale au revenu que cette famille perçoit de l'activité économique *habituelle* de ses membres. Ainsi, pour ne considérer que les cas généralement observés, le budget d'une famille de salariés est en équilibre si ses dépenses de consommation sont inférieures ou égales à la somme des revenus de ceux de ses membres qui touchent un salaire ou une pension de retraite ou d'invalidité.

(28) Si la notion d'équilibre se définit aisément en économie pure, elle se prête difficilement aux applications de l'économie concrète, car celle-ci, individuelle ou collective, est commandée par des choix, psychiques ou politiques, qui échappent, partiellement au moins, au calcul économique (voir en particulier François PERRON : « La Valeur », considérations terminales — Presses Universitaires de France). Nous posons donc ici une définition arbitraire, mais maniable et bien adaptée au problème concret considéré.

Si, pour couvrir ses seules dépenses de consommation (29), une famille non pas même emprunte, ou puise dans une épargne antérieurement constituée, mais simplement se procure, pendant la période considérée, des recettes occasionnelles qu'elle n'a pas l'*habitude* de se procurer en d'autres périodes, nous disons que son budget est en déséquilibre.

Une situation de déséquilibre généralisée à tout un milieu ne saurait s'expliquer que par un facteur d'ordre général et manifesterait assez clairement la réaction du milieu à ce facteur, dont il refuse de subir les effets. Mais la tendance de l'agent économique est d'adapter sa consommation à ses ressources (l'emploi de moyens limités à la satisfaction partielle du complexe de besoins de l'agent est le caractère même de l'acte économique), de balancer peines et satisfactions et de renoncer aux secondes dès qu'elles ne compensent plus les premières ; la tendance de l'homme est aussi de s'adapter, en un temps plus ou moins long, aux conditions qui lui sont faites. Un déséquilibre général est donc rarement observable dans les phénomènes économiques, et ce n'est pas sans raisons que l'idée d'équilibre, sinon toujours sa claire notion, domine de vastes secteurs de la pensée économique et se retrouve dans la plupart des problèmes concrets : un « équilibre » s'établit toujours, à un niveau ou un autre, qu'on ne peut d'ailleurs définir que par référence à un autre « équilibre », et non en valeur absolue. La situation même que nous prenons ici en considération peut être considérée comme un équilibre : c'est une convention de notre part qui permet de parler de déséquilibre.

Si donc on se trouve en présence d'un déséquilibre généralisé des budgets familiaux dans un certain milieu pendant une certaine période, c'est, à peu près sans aucun doute, parce que les agents de ce milieu cherchent à *conserver*, en dépit d'un facteur contraire, un équilibre de consommation auquel ils s'étaient établis pendant la période précédente. Cette consommation ne s'impose à eux pendant la période

(29) Nous écartons donc le cas où un salarié emprunterait pour investir ou se procurerait, pour les épargner, des recettes occasionnelles. Telle serait, par exemple, la situation d'un ouvrier qui, au cours de la période observée, achèterait des outils et se constituerait en outre un capital liquide ou rapidement mobilisable, en vue de créer une exploitation artisanale.

p_2 que parce qu'ils en avaient pris l'habitude pendant la période p_1 , mais il n'en reste pas moins qu'elle s'impose à eux, qu'elle est donc considérée par eux comme incompressible : ils n'acceptent des peines nouvelles qu'en raison du caractère impérieux des satisfactions qu'ils en attendent en contre-partie. *Par l'observation systématique des déséquilibres budgétaires au cours de la période p_2 , on saisit donc directement la résistance que la consommation de la période p_1 oppose à la compression ; la comparaison des structures de ces consommations en p_1 et p_2 permet d'apprécier la résistance de chaque catégorie.*

L'étude d'un lot de budgets de familles de petits salariés établis en 1943 a permis la mise en évidence de cette résistance à la compression ; il en a été rendu compte dans les Cahiers de l'I. S. E. A. (30), aussi n'en reprendrons-nous pas ici la description. Nous rappellerons seulement les circonstances de l'enquête, l'essentiel de sa méthode d'exploitation et ceux de ses enseignements qui concernent l'incompressibilité de la consommation.

Circonstances de l'enquête.

Pendant de longues décades et jusqu'à la veille de la guerre, l'ouvrier français avait, lentement mais effectivement, amélioré ses conditions de vie, sans régression brutale ; la guerre et l'occupation se sont accompagnées d'un blocage effectif des salaires, d'un blocage théorique des prix, d'un rationnement sévère auquel tous ceux qui le pouvaient échappaient par un marché clandestin où la grande rareté des denrées engendrait des prix très élevés. Il en résultait donc une chute brutale du pouvoir d'achat des populations ouvrières et une perturbation dans leurs budgets de consommation : on se trouvait, et pour la première fois en France d'une manière très caractérisée, en mesure d'apprécier la résistance opposée par les habitudes de consommation des populations ouvrières à une compression brutale.

(30) Série B, n° 3 : « Salaire et Consommation » et Annexes n° 4 : « Détermination statistique de la consommation incompressible ».

Exploitation et résultats.

a) Volume de la consommation.

Cherchant à *mesurer* la valeur d'une consommation incompressible, nous devons réduire chaque consommation familiale à celle d'un consommateur type, fût-il fictif. Nous l'avons fait par l'application, à chaque membre de chaque famille, d'un coefficient d'âge et d'un coefficient de rang caractérisant respectivement les différences de besoins entre l'adulte et les autres consommateurs et les économies que permet la vie en commun (31).

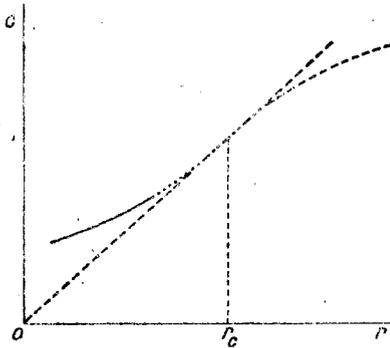


FIG. 14

(31) Sur la justification du procédé de réduction et du choix des coefficients, voir les deux cahiers cités de l'I.S.E.A. Ces coefficients, établis par Mlle ZABIECKA et M. KLANFER, ont les valeurs suivantes :

Age		Rang	
13 à 69 ans	1	Première personne	1,
5 à 12 ans	0, 75	Deuxième —	0, 80
70 ans et plus	0, 75	Troisième —	0, 60
moins de 5 ans	0, 60	et chacune des suivantes	

Chaque personne entre dans le décompte par le produit de ses coefficients. Ainsi, une famille comprenant le père, la mère, un vieillard et quatre enfants de 14, 8, 6 et 4 ans sera comptée, en unités de consommation, pour la composition suivante :

Père.....	1	x 1	—	1
Mère.....	1	x 0, 80	—	0, 80
Vieillard.....	0, 75	x 0, 60	=	0, 45
1 ^{er} enfant.....	1	x 0, 60	=	0, 60
2 ^e enfant.....	0, 75	x 0, 60	=	0, 45
3 ^e enfant.....	0, 75	x 0, 60	=	0, 45
4 ^e enfant.....	0, 60	x 0, 60	=	0, 36

Total : 4, 11 unités

Représentons, dans ces conditions, les variations de la consommation unitaire en fonction du revenu unitaire, le mot « revenu » étant entendu en son sens strict de ressources régulières, habituelles. La consommation est alors, dans l'immense majorité des cas, supérieure au revenu (budget en déficit) et ses variations en fonction du revenu paraissent affecter l'allure d'une courbe légèrement concave vers les ordonnées positives, de pente inférieure à 1 et croissante (32). Les familles considérées sont donc en état de sous consommation et la valeur de leur consommation incompressible serait donnée par l'intersection de leur courbe de consommation avec la bissectrice des axes. Cette intersection est malheureusement, en l'occurrence, située hors de notre champ d'observation.

Ce que nous connaissons des lois de consommation dans les budgets équilibrés donne à penser que la courbe de consommation traverse la bissectrice des axes tangentiellement à celle-ci et que l'inflexion est d'un ordre assez élevé, de sorte que, même si les conditions historiques permettaient l'observation de la région critique, le point marquant le passage d'une sous consommation à une consommation équilibrée, c'est-à-dire définissant la valeur de la consommation incompressible, ne pourrait être vraisemblablement déterminé qu'avec une approximation assez grossière.

b) Structure des budgets (33).

Opposant les dépenses réputées les moins élastiques (nourriture) aux dépenses réputées les plus élastiques (« dépenses

(32) Nous donnons ici le résultat du traitement statistique dont le développement est exposé au cahier d'annexes n° 4 de la série B. Le traitement sommaire et provisoire présenté au cahier n° 3 de la même série repose sur une hypothèse fautive que nous avons d'abord cru vérifiée, à savoir : par leurs ressources occasionnelles, les familles *atteignant*, en moyenne, la consommation qu'elles considèrent comme incompressible. Le traitement statistique élaboré a montré que les familles n'atteignaient pas cette consommation qu'elles poursuivaient cependant. Observons que, ceci mis à part, les conclusions du traitement provisoire ont été confirmées et précisées par le traitement définitif (ou, du moins, plus rigoureux).

(33) Les dépenses n'ont pas été ici ramenées à l'unité de consommation, pour les raisons développées au cahier d'annexes n° 4. Une telle réduction ne nous paraît devoir être faite qu'en cas d'absolue nécessité car elle constitue inévitablement une altération de phénomènes observés.

diverses »), nous avons établi le diagramme de la figure 14 ; (l'ensemble des autres dépenses, à savoir logement, habillement, chauffage et éclairage, est obtenu par différence). On constate un alignement très remarquable des points représentatifs (sauf pour les trois classes de revenus les plus élevées qui ne groupent à elles trois que 36 observations sur 508 et ne sont donc guère significatives), mais on constate surtout que les droites passent *pratiquement* (34) par l'origine des coordonnées, s'est-à-dire que *l'élasticité des dépenses de nourriture par rapport aux dépenses totales est égale à celle des dépenses diverses et que l'une et l'autre sont égales à l'unité.*

Ce résultat est si surprenant que nous avons répété l'opération sur chaque groupe de budgets constitué par une distinction entre le département de la Seine, les grandes villes de province et les petites villes. Il a été confirmé d'une manière frappante. Dans chacun de ces groupes géographiques, les droites passent par l'origine, à moins de 50 francs près et leurs pentes ont les valeurs suivantes :

	Seine	grandes villes de province	petites villes
Nourriture	0, 52	0, 55	0, 55
Dépenses diverses	0, 18	0, 15	0, 15

Voilà donc mise en évidence non seulement l'incompressibilité de la consommation globale mais encore l'incompressibilité de chaque catégorie de dépense, et voilà justifiées les précautions prises dans l'extrapolation des lois de Bowley et Allen. Une interprétation hâtive des présents résultats pourrait même inciter à extrapoler ces lois par des segments de droites et non par des arcs de courbes, mais il convient de ne pas perdre de vue que le comportement de la population observée ici s'explique essentiellement par la chute brutale de revenu réel qu'elle venait de subir.

(34) Calculée par la méthode des moindres carrés, la droite nourriture à pour équation : $y = 0,55x - 31$.

Les 31 francs (d'ailleurs affectés du signe —) sont négligeables devant la dépense moyenne mensuelle de plus de 4.000 francs. Tracée au jugé, la droite des dépenses diverses a pour équation $y = 0,16x + 40$.

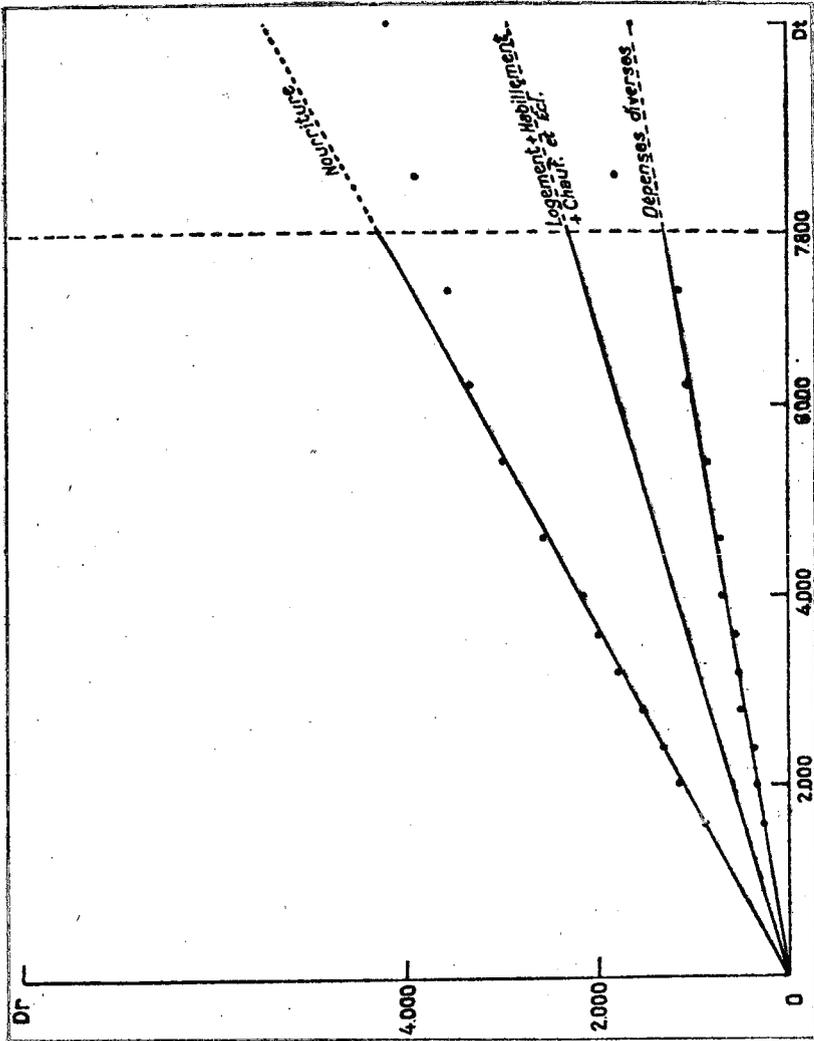


FIG. 15

Dépenses particulières en relation avec la dépense totale (au delà du revenu 7.800, les droites n'ont plus de signification en raison du petit nombre d'observations).

III. — Conclusion : Incompressibilité subjective et incompressibilité normale

Nous venons donc de proposer deux méthodes de mesure de la consommation incompressible, une méthode indirecte mais utilisable à tout moment, une méthode directe mais qui n'est utilisable que si les circonstances historiques le permettent, ce qui est exceptionnel. La seconde, parce qu'elle est directe, paraît plus sûre que la première, mais en réalité l'une et l'autre ne mesurent pas la même consommation incompressible.

La méthode directe révèle la consommation qu'un agent, dans des conditions données de temps et de lieu, *estime* ne pouvoir restreindre sans altérer son équilibre physico-psychique : elle met en évidence une appréciation *subjective* de la consommation incompressible. La méthode indirecte mesure la valeur d'une consommation qui, étant donné les habitudes du groupe considéré et les exigences, *objectivement* (35) déterminées, de l'équilibre organique de l'homme, ne saurait être comprimée sans altération de cet équilibre : elle fournit une valeur *normale* de la consommation incompressible.

Appréciation subjective et valeur normale ne coïncident pas nécessairement. Soient deux classes de revenus (r_0 et r_1) et (r_1 et r_2) dans lesquelles les dépenses de nourriture sont, dans une certaine période, représentées par les segments de droites $A_0 A_1$ et $A_1 A_2$ d'un graphique de BOWLEY et ALLEN. Si la ration

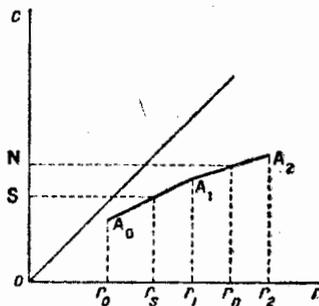


FIG. 16

(35) Voir dans le Cahier « Salaire et Consommation » les divers types d'objectivité et les divers modes d'objectivation. C'est évidemment l'objectivité scientifique, due à l'intervention de disciplines autres que l'économie, qui est ici en cause.

alimentaire normale vaut ON, on voit qu'aucun agent appartenant à la classe (r_0, r_1) ne se nourrit suffisamment. Supposons que, dans la période suivante, les revenus des deux classes soient brusquement comprimés ; chaque classe tendra à conserver sa consommation antérieure et une enquête faite à ce moment parmi les revenus de l'ancienne classe (r_0, r_1) révélera que celle-ci a considéré comme incompressible une consommation globale dans laquelle la nourriture entrera, en moyenne, pour une valeur OS, inférieure à ON. La valeur de la consommation incompressible *subjective* de la classe inférieure des revenus sera r_1 , alors que la valeur de la consommation incompressible normale est r_0 .

L'inverse est également possible, c'est-à-dire qu'une population habituée à une consommation élevée peut, en cas de chute de son revenu habituel, tendre à maintenir coûte que coûte ce niveau de consommation sans se rendre compte qu'il pourrait sans dommage être réduit.

Lors donc que l'on constate l'incompressibilité subjective d'une consommation, on ne peut dire s'il s'agit de la consommation incompressible telle que nous l'avons définie au début de la présente étude qu'à condition de comparer les rations « normales » aux rations effectivement consommées pour les catégories où l'on peut définir une ration « normale ». La texture des questionnaires de l'enquête de 1943 ne nous a malheureusement pas permis de le faire.

Dans une économie de non intervention, c'est l'appréciation subjective que l'on prend en considération pour l'interprétation de la conjoncture et pour les anticipations, au risque d'accepter par exemple la sous-alimentation persistante d'une population, ou, à l'inverse, de ne pas tenir compte de toutes ses possibilités d'épargne.

Dans une économie d'intervention qui se propose par exemple une redistribution du revenu national, c'est la valeur normale que l'on prend en considération pour déterminer les revenus minima à servir aux agents, sous une forme ou une autre. Il est important de rappeler que les réactions psychiques des agents sont inéliminables du calcul de la consommation incompressible normale, ce qui revient à dire qu'une planification ne peut se réaliser uniquement sur des données à priori ; une connaissance des milieux sociaux est nécessaire, sans d'ailleurs être une garantie suffisante que les consommateurs se plieront aux décisions de l'autorité planificatrice.

Tout l'art d'une politique de consommation consiste à fournir aux consommateurs le moyen de consommer ce que l'on veut qu'ils consomment sans prétendre leur imposer une distorsion de leurs comportements, que l'on peut simplement, si besoin est, les amener à modifier par persuasion. On ne nourrit pas l'homme par contrainte.

Le 25 Mars 1947,

Yves MAINGUY.

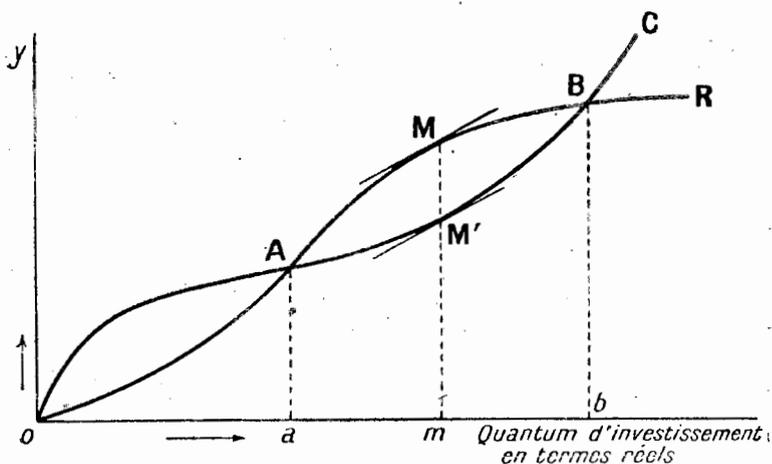
A LA RECHERCHE D'UN OPTIMUM D'INVESTISSEMENT

L'investissement est au premier plan de l'actualité. Les pays dévastés assument l'immense tâche de leur reconstruction. Les pays arriérés ambitionnent de rejoindre le plus rapidement possible le niveau de vie des pays avancés. Les pays riches disposant de surplus d'épargne voient dans l'investissement extérieur un des moyens de maintenir et de sauvegarder leur niveau d'activité. Les « super-puissances » engagent une course de fonds pour conquérir la primauté en potentiel économique. La théorie contemporaine place l'accent sur la « variable stratégique » que représente l'investissement en vue de l'équilibre progressif ou de la croissance équilibrée qui doit assurer la prospérité des économies nationales et de l'économie mondiale.

Ces avantages présumés ou réels qui, au point de vue strictement économique, aboutissent tous à un accroissement de la consommation future, sont payés à un coût mesuré par des sacrifices et des renoncements dans l'immédiat et dans l'avenir prochain. Si le rendement futur brut de l'investissement augmente généralement en fonction de son quantum (1), son coût augmente certainement aussi, quoique probablement à un autre rythme. Et, puisque les ressources humaines sont toujours limitées et puisqu'il en faudra toujours déduire une certaine part pour la consommation immédiate, l'accroissement du coût doit finalement, de toute nécessité, prendre une allure plus rapide que l'accroissement du rendement brut. Si donc pour un quantum quelconque de l'investissement, celui-ci donne un rendement brut supérieur à son coût, la courbe du coût

(1) Nous employons le terme plus général qui sera précisé ci-dessous.

dessinée en fonction des variations du quantum d'investissement doit nécessairement couper quelque part la courbe du rendement brut marquant ainsi la limite de l'investissement rentable. Il est à présumer par conséquent que, dans des circonstances données — que nous tenterons par ailleurs de préciser — il existe un quantum idéal de l'investissement qui correspond à une différence positive maxima entre le rendement et le coût. Ce volume idéal représenterait l'investissement optimum. Il correspond au quantum pour lequel le rendement brut marginal de l'investissement entrepris est égal au coût marginal de cet investissement (dans l'intervalle où la différence $R-C$ est positive).



R = rendement brut de l'investissement en valeur présente des satisfactions attendues.

C = coût de l'investissement en valeur présente des satisfactions sacrifiées.

Ainsi, sur le graphique ci-dessus les volumes mesurés par Oa et Ob marquent les limites de l'investissement rentable, tandis que le quantum Om serait celui de l'investissement optimum.

Est-il possible de déterminer, ne serait-ce que théoriquement, l'investissement optimum ainsi défini ? C'est à quoi tente de répondre cet article.

La forme des courbes du rendement brut et du coût de l'investissement dépend des trois groupes de facteurs (paramètres).

1°) Elle dépend du *sujet* qui apprécie les avantages et les in-

convénients de l'investissement. Parmi tous les sujets possibles, nous en choisirons deux dont les points de vue s'opposent le plus souvent au cours de l'histoire humaine : l'individu et la société.

2°) La forme des courbes dépend de la nature de l'investissement et de l'ensemble des conditions économiques telles que les formes du marché, les prix des produits et des facteurs, le taux de l'intérêt, les élasticités de l'offre et de la demande, etc... C'est ce que nous nommons les conditions objectives de l'investissement.

3°) La forme des courbes tracées pour le même genre d'investissement, dans les mêmes conditions générales et pour le même sujet, n'est pas semblable, suivant que le sujet apprécie l'opportunité de cet investissement *avant* ou *après* sa réalisation. Et, si, généralement, c'est l'analyse « *ex ante* » qui détermine les mobiles de l'action économique et qui lui sert de critère, dans de nombreuses circonstances néanmoins le sujet économique est placé devant des faits accomplis qu'il ne peut apprécier que « *ex post* ». Rejeter donc a limine la possibilité de tout critère basé sur une analyse a posteriori équivaudrait à une renonciation injustifiée de la part de la science économique à expliquer et mesurer les phénomènes de la vie réelle.

Pour tenir compte des trois groupes de paramètres distingués, sans verser dans une énumération fastidieuse de toutes les combinaisons possibles, nous présentons l'étude des conditions objectives de l'optimum d'investissement en modifiant l'éclairage auquel nous les soumettrons.

1. — Conditions objectives de l'investissement optimum.

Les conditions objectives de l'optimum d'investissement se réduisent à la détermination de l'investissement qui maximise le revenu net du sujet, considéré comme un flux de services.

La différence entre le flux du revenu net R existant avant l'investissement et le flux du revenu net R' obtenu après l'investissement sera maxima :

1) lorsque le sujet choisira les formes d'investissement les plus productives parmi celles qui sont techniquement possibles ;

2) lorsqu'il en obtiendra le plus grand nombre d'unités ;

3) lorsqu'il pourra disposer de cet investissement au moment

le plus opportun (si la productivité économique de l'investissement est constante, le moment le plus opportun sera celui qui sera le plus rapproché puisque le sujet a intérêt à remplacer le plus vite possible le flux R par le flux plus grand R') ;

4) lorsque la durabilité de l'investissement assurant le flux R' , sera exactement égale au temps nécessaire à remplacer cet investissement par un nouvel investissement plus productif, R'' .

Or, chacune de ces conditions entraîne un coût qui vient en déduction des avantages qu'elle procure et qui, par suite, en détermine la limite.

1. — Le choix des formes d'investissement est limité par le coût d'adaptation des processus productifs du sujet. Le choix idéal est celui dans lequel le coût marginal d'adaptation est égal à l'accroissement marginal de la productivité dû au choix de telles formes d'investissement de préférence aux formes d'une productivité immédiatement inférieure.

Cette condition s'exprime par l'égalité $dr_1 = dc_1$. Elle signifie que le sujet dont l'activité productrice est orientée dans une certaine direction devra choisir la forme d'investissement la plus appropriée à son activité et ne l'abandonner qu'au profit d'un investissement plus productif dans une autre branche que si le coût total des modifications que ce changement de direction ne manquera pas de produire est inférieur au bénéfice qui en résultera. Si le sujet investit dans sa propre branche, le coût d'adaptation est nul et l'accroissement de la productivité spécifique au choix l'est aussi, la condition d'optimum n'est cependant pas satisfaite, s'il existe par ailleurs une autre possibilité d'investissement plus productif. L'importance de cette proposition s'accuse lorsqu'il s'agit de déterminer le choix entre la liquidité et l'investissement.

2. — L'accroissement du volume d'un investissement dont la forme est déjà spécifiée provoque, au-delà d'un certain point, un accroissement plus que proportionnel du coût total unitaire de production qui résulte soit de la diminution du rendement brut de l'investissement par le jeu de la loi des rendements décroissants, soit de l'accroissement de son coût par unité de production, soit de ces deux causes à la fois. Le volume optimum d'investissement sera celui pour lequel $dr_2 = dc_2$.

3. — L'avantage de la proximité du moment de la mise en œuvre des installations nouvelles est contrebalancé par le coût de la substitution intertemporelle des utilités futures aux uti-

lités présentes. Si les utilités présentes ont, pour une raison quelconque, une valeur plus grande, par unité (2), que les utilités futures, l'accélération de la dépense d'investissement a un coût spécifique qui augmente avec la diminution de la période de l'investissement. La période optima sera donnée par l'égalité : $dr_3 = dc_3$.

4. — L'accroissement de la durabilité de l'investissement s'obtient généralement au prix d'une dépense croissante. Or, cette dépense doit être amortie avant que s'offre l'opportunité d'un nouvel investissement plus productif. Le produit marginal spécifique à l'accroissement de la durabilité de l'investissement doit donc être égal au coût marginal de l'accroissement de cette durabilité compte tenu de l'obsolescence, $dr_4 = dc_4$.

Les conditions générales objectives de l'investissement optimum tiennent donc dans la formule :

$$\frac{dC}{dR} = \frac{dr_1}{dc_1} = \frac{dr_2}{dc_2} = \frac{dr_3}{dc_3} = \frac{dr_4}{dc_4} = 1$$

Ces égalités n'ont évidemment aucune signification pratique tant qu'elles ne sont pas traduites en unités concrètes, ce qui suppose le choix d'un sujet et la détermination de l'optimum dans laquelle il appréciera les conditions objectives de l'optimum d'investissement.

II. — Conflit de l'individuel et du collectif.

Si les unités de mesure employées par les individus et les collectivités pour apprécier l'utilité des phénomènes économiques étaient identiques, il n'y aurait aucune raison pour qu'il y ait incompatibilité quelconque entre l'optimum d'investissement tel qu'il est déterminé par le calcul individuel et celui qui résulte de l'application des critères collectifs. Les revenus individuels seraient maximisés et par leur addition produiraient un revenu collectif (national par exemple) maximum.

Mais, pour un groupe d'individus, l'utilité n'est pas une grandeur cardinale et objective, susceptible de mesure. Les

(2) Pour le moment, nous ne précisons pas quelle unité.

échelles de préférence différent d'un individu à l'autre, rendant impossible toute extrapolation rigoureusement valable sur le plan collectif. Il s'impose donc de distinguer l'optimum d'investissement tel qu'il ressort des appréciations individuelles et celui qui est déterminé par l'application des critères collectifs. Sauf à chercher ensuite la conciliation de ces deux points de vue.

1. — OPTIMUM D'INVESTISSEMENT AU POINT DE VUE DE L'INDIVIDU.

A. — *Question préliminaire du moment d'appréciation.*

Le facteur « temps » joue un rôle primordial dans tout acte d'investissement. Force est donc de déterminer d'abord le moment où l'individu se place pour apprécier l'opportunité de l'investissement. L'activité de l'homme se fonde sur son interprétation *présente* des phénomènes passés, présents et futurs. Par rapport aux événements futurs tels que les conséquences d'un acte d'investissement, l'individu adopte *spontanément* l'attitude d'un calculateur « ex ante ». Il en résulte que toutes les grandeurs dont la comparaison est nécessaire pour la détermination de l'investissement optimum doivent être ramenés à leurs valeurs présentes par l'application du taux de préférence temporelle de l'individu.

B. — *Cas de l'individu isolé.*

En l'absence d'échanges avec le monde extérieur, la comparaison du rendement brut et du coût de l'investissement porte sur les valeurs présentes des satisfactions positives et négatives (satisfactions sacrifiées) qui, pour l'individu, résultent de l'investissement.

Le rendement brut dépend de l'appréciation subjective de la capacité physique du moyen technique choisi de fournir, pendant une certaine période, un certain flux de satisfactions d'une qualité donnée. Ramenées à leur valeur présente, ces satisfactions perdent une partie de leurs dimensions par rapport aux satisfactions équivalentes immédiatement disponibles du fait de leur éloignement dans le temps, du risque et de l'incertitude (3). Les taux de ces dévaluations dépendent

(3) Le risque concerne la probabilité d'obtenir grâce à l'investissement le flux attendu des satisfactions ; l'incertitude, le degré de probabilité de l'appréciation subjective du risque.

en partie des facteurs objectifs de l'environnement économique et en partie des appréciations subjectives de l'individu (élasticité des expectations).

Le coût de l'investissement se dédouble.

Un premier coût est représenté par les ressources déjà réalisées (épargne) que l'individu compte incorporer dans l'investissement. Il est mesuré par l'appréciation subjective de la valeur présente du revenu en satisfaction que le sujet croit pouvoir retirer des ressources réalisées en les laissant sous leur forme primitive.

Le second coût, celui qui correspond aux sacrifices à supporter dans un avenir plus rapproché, est mesuré par la valeur présente du flux des satisfactions immédiates (y compris celles des loisirs) que l'individu pourrait retirer d'un usage différent, le plus productif en satisfactions, de ses capacités potentielles physiques et morales.

Tandis que le premier coût est directement proportionnel à l'importance de l'investissement, le second coût a tendance à croître plus que proportionnellement et d'autant plus rapidement que les ressources potentielles de l'individu sont plus réduites et que son attachement aux satisfactions présentes est plus intense. L'individu n'aura donc pas intérêt à pousser l'investissement plus loin que jusqu'au point où la valeur présente de la satisfaction marginale attendue de l'investissement sera égale à la valeur présente de la satisfaction marginale sacrifiée.

Dans le fait, l'individu ne procède pas à une analyse aussi détaillée et n'use pas, dans son raisonnement, de grandeurs marginales. Il se contente d'approximations grossières. De plus, les unités d'appréciation qui mesurent ses satisfactions sont entièrement subjectives et n'admettent pas de spécification externe. Il faut donc admettre que, au point de vue d'une analyse subjective « ex ante », l'individu réalise chaque fois spontanément la répartition optima de la consommation et de l'investissement et que, par conséquent, tout investissement individuel représente l'investissement optimum.

L'intervention de la monnaie, dans une économie d'échanges, ne modifie pas cette conclusion. L'unité monétaire n'est pas pour l'individu une mesure de ses satisfactions subjectives, mais une grandeur externe qui, elle-même, est appréciée par l'individu en fonction des satisfactions subjectives qu'il en attend.

2. — OPTIMUM D'INVESTISSEMENT AU POINT DE VUE SOCIAL.

Au stade actuel de l'évolution historique l'unité sociale par excellence est la Nation. Nous sommes définitivement sortis des époques historiques où la vie sociale autonome était concentrée dans la famille, la commune ou le pays et nous ne sommes pas encore arrivés à l'époque — peut-être proche — où elle s'étendrait à de larges fractions ou à l'ensemble de l'humanité. Aujourd'hui la Nation représente et incarne de la façon la plus caractéristique les intérêts collectifs des individus. Déterminer l'optimum d'investissement au point de vue social équivaut donc *en ce moment* à découvrir une définition de l'optimum d'investissement d'une Nation.

Deux conceptions économiques de la Nation sont possibles. La Nation est-elle un ensemble de consommateurs dont les besoins individuels doivent être satisfaits au maximum, par préférence aux besoins d'autres consommateurs ? Ou bien est-elle l'organe d'une idée supra-économique ?

Dans le premier cas, il est possible de construire une théorie objective de l'optimum d'investissement d'une nation. Dans le second, ne pourra être bâtie qu'une théorie subjective, dépendante des exigences de l'idée supra-économique et variable en fonction des buts qui en découlent. En réalité, ni l'une ni l'autre de ces conceptions ne se manifeste dans sa pureté absolue ; parmi les préoccupations des Etats, l'idée du bien-être matériel des citoyens se combine toujours, dans une certaine proportion, à un ensemble d'idées supra-économiques qui expriment la « mission » de la nation, l'honneur national, les traditions nationales, qui ont leur incidence propre sur les phénomènes économiques et, par conséquent, aussi sur l'optimum d'investissement de la nation. Mais, puisque ces incidences ne sont pas calculables a priori et puisque cette étude est strictement économique, l'analyse ne visera ici la nation qu'en tant qu'elle peut être considérée comme un ensemble de consommateurs dont les besoins individuels doivent être satisfaits au maximum.

Dans le cadre national, l'investissement est un moyen technique d'accroissement du revenu réel des citoyens. Ce dernier est une grandeur bi-dimensionnelle. Une des dimensions, — notamment l'importance physique du flux des services économiques qui composent le revenu moyen de chaque citoyen, — peut être mesurée d'une façon plus ou moins par-

faite par sa valeur monétaire au prix du marché (4). La seconde dimension est l'intensité des satisfactions subjectives que le consommateur éprouve par l'usage de chaque unité de son revenu physique. Cette dimension n'est évidemment ni mesurable ni, à plus forte raison, additive. Il semble cependant légitime de supposer qu'à grandeur physique égale, le revenu réel de chaque consommateur particulier sera d'autant plus grand que sa composition sera conforme à son échelle individuelle de préférences. Cette condition admet comme corollaires :

1) que le coût monétaire de chaque unité de revenu soit proportionnel à la désutilité subjective éprouvée par le bénéficiaire du revenu individuel lors de la formation de ce revenu ; (liberté du choix des professions) ;

2) que la répartition du revenu monétaire entre les divers emplois possibles soit effectuée conformément aux préférences de l'individu ; (libre disposition du revenu dans l'espace et dans le temps).

Or, ni l'une ni l'autre de ces conditions ne peut être entièrement satisfaite pour un groupe d'individus. La vie sociale exige toujours une division de travail organisée qui *impose* par des moyens plus ou moins directs à l'individu des fonctions définies. Elle implique la réalisation de certains ouvrages collectifs dont l'utilité ne trouve pas de place dans les échelles de préférence de *tous* les individus qui composent la société. Elle ne permet pas à l'individu de garder indéfiniment des fractions de son revenu monétaire sans porter préjudice à l'activité des autres individus.

Cette divergence des intérêts individuels et des intérêts collectifs qui s'accuse dans tous les systèmes économiques connus, peut être caractérisée sur deux modèles extrêmes : celui du « libéralisme national » et celui du « planisme intégral national ».

Le modèle du libéralisme national, c'est-à-dire du libéralisme à l'intérieur des frontières nationales avec un interventionisme plus ou moins prononcé dans le domaine des rela-

(4) Le revenu national étant une quantité globale composée de services économiques hétérogènes dont certains n'apparaissent pas sur le marché (exemple : services de l'Etat), l'addition à laquelle il donne lieu n'est qu'une approximation grossière. C'est néanmoins l'unique instrument de mesure dont on dispose .

tions économiques extérieures, tend à concilier le principe capitaliste de l'appropriation individuelle des moyens de production avec l'intérêt présumé de l'ensemble des consommateurs nationaux, en recourant aussi peu que possible aux arbitrages de l'Etat. Ceux-ci sont alors sporadiques et limités.

Le modèle du planisme intégral national cherche à satisfaire au maximum les besoins de l'ensemble des consommateurs par une adaptation directe et permanente du système productif à ces besoins.

La réalité impose à ces modèles des déformations importantes d'origine extraéconomique.

A. — *Modèle du « libéralisme national ».*

Ce modèle est caractérisé par la coexistence :

- 1) du gouvernement dans le sens le plus général du mot, qui veille à la satisfaction des besoins collectifs ;
- 2) de la firme qui, par la poursuite du profit maximum, assure la satisfaction des besoins individuels solvables.

Ces institutions sont donc la source de tous revenus distribués aux membres de la nation ou formés dans la nation, en dehors des revenus que les particuliers se créent eux-mêmes dans le cadre de leurs économies domestiques. C'est par conséquent à ces institutions, qu'il appartient de procéder aux investissements nécessaires à la maximisation du revenu national.

Pour que l'optimum de l'investissement public puisse coïncider avec l'optimum subjectif résultant des anticipations individuelles, il faudrait qu'il soit financé par des moyens librement consentis par tous les citoyens et qu'il suscite des réalisations librement acceptées par tous les citoyens. Ces conditions ne sont jamais remplies dans une collectivité quelque peu étendue. Le vote par la représentation nationale des impôts et des emprunts publics, qui ne sont en vérité qu'une anticipation des impôts, n'est que la forme la plus acceptable de contrainte exercée par la collectivité sur l'individu.

L'investissement privé dirigé par des firmes s'adapte théoriquement aux besoins des consommateurs par le fonctionnement du mécanisme des prix sur les différents marchés des biens et des capitaux. Etant donné l'ensemble des conditions objectives de l'environnement économique telles que les prix de vente des produits fabriqués par la firme, les prix de vente des produits substituables ou complémentaires, les prix

des facteurs utilisés par la firme, les élasticités de substitution et les degrés de complémentarité de ces facteurs, les taux de l'intérêt, et la forme du marché, il existe en théorie pour toute firme et à tout moment une position d'équilibre qui définit ses dimensions optima et par conséquent son optimum d'investissement. Cette position correspond au niveau de production de la firme pour lequel le coût total marginal est égal au revenu marginal. Mais, cette position est essentiellement variable en fonction des variations de tous les facteurs objectifs qui viennent d'être mentionnés. Il ne serait donc pas possible à la firme d'en tenir compte dans l'établissement de ses plans de longue période, même si toutes les données objectives étaient parfaitement connues et mesurables. Puis, la position d'équilibre de l'ensemble des firmes ne maximise le revenu subjectif des consommateurs que si elle est réalisée dans les conditions de concurrence pure et parfaite. C'est en effet dans ces conditions seulement que la courbe du revenu marginal, confondue avec la courbe de la demande, et pour la firme considérée parallèle à l'axe des x , est tangente à la courbe des coûts moyens au point le plus bas. L'entrepreneur ne réalise alors que le profit « normal » correspondant à la rémunération de son travail de direction. Or, la concurrence n'est dans la réalité ni pure ni parfaite. L'inégalité d'accès des concurrents aux ressources de toutes sortes, y compris les ressources non matérielles, procure aux entrepreneurs des rentes différentielles. Les ententes entre producteurs leur ouvrent la possibilité de restreindre la production pour obtenir un prix supérieur au coût moyen de l'entreprise marginale. L'épargne engendrée par ces « surprofits » représente donc pour l'ensemble des consommateurs une sorte d'épargne « forcée » dont l'investissement ultérieur peut s'avérer finalement très productif, mais qui constitue néanmoins à l'instant t_0 auquel le consommateur dispose de son revenu, une distorsion de ses préférences personnelles. Enfin, les conditions objectives du marché n'agissent pas directement et immédiatement sur le comportement des firmes. Elles ont à traverser préalablement le prisme des appréciations subjectives des entrepreneurs. Elles en sortent sous forme d'anticipations plus ou moins élastiques et qui, comme toute tentative humaine de modeler l'avenir, sont sujettes à erreurs. Dans une économie libérale le mécanisme de transmission des ordres des consommateurs quant à la répartition

inter-temporelle des usages de leur revenu fonctionne d'une façon particulièrement déficiente.

Soit $C + I$ le produit national net projeté par les entrepreneurs sur la base de leurs anticipations portant sur l'évolution du marché. C représente le volume des biens de consommation à placer sur le marché à un moment t . I représente les biens d'investissement commandés à cet effet (5). Les revenus des facteurs payés par anticipation avant la réalisation du produit sont, au prix anticipé p_c et au prix conventionnel p_i :

$$C p_c + I p_i$$

Au moment où le produit et le revenu s'affrontent sur le marché, les consommateurs dépensent une somme globale R_c à l'achat des biens de consommation, tandis qu'ils épargnent une somme globale E :

$$R_c + E = C p_c + I p_i$$

Mais les décisions d'épargne étant prises en pleine indépendance (en particulier elles ne sont pas nécessairement fonction du taux de l'intérêt), on a généralement :

$$R_c \neq C p_c \text{ et } E \neq I p_i$$

Si bien que la production des biens de consommation n'est pas effectivement vendue aux prix anticipés p_c , mais à un prix différent p'_c tel que :

$$\begin{aligned} R_c &= C p'_c \text{ et} \\ C p'_c + E &= C p_c + I p_i \text{ ou} \\ C p'_c &= C p_c + I p_i - E \text{ ou encore} \\ p'_c &= \frac{C p_c + I p_i - E}{C} \end{aligned}$$

(tout ceci en supposant que la valeur de la monnaie ne subit pas de variations indépendantes).

Donc p'_c ne peut être égal à p_c et les anticipations des entrepreneurs ne peuvent être vérifiées que si l'épargne ex-ante des consommateurs est égale à l'investissement ex-ante des entrepreneurs (6).

(5) Nous négligeons ici les dépenses de l'Etat.

(6) Investissement et épargne restant évidemment égaux *ex-post*.

Si E est inférieur à $I p_i$, $p'c$ est supérieur à pc et les entrepreneurs, qui ne raisonnent pas sur les quantités globales (dont d'ailleurs ils n'ont pas connaissance), mais sur *la tendance* des prix, seront portés à accroître la production de la prochaine période. Ils vont donc anticiper un $C' > C$ et probablement aussi un $I' > I$. Pour financer le nouveau I' ils auront devant eux une épargne E qui était déjà inférieure à $I p_i$. Le taux de l'intérêt pourra augmenter, mais il joue un rôle restreint dans les décisions d'investissement. D'autre part, il se peut qu'il existe sur le marché des reliquats d'épargnes anciennes et d'autres possibilités de crédit. Les entrepreneurs arriveront donc à financer une production $C' + I' > C + I$, qui donnera lieu à un revenu anticipé des facteurs :

$$C' p'c + I' p' i > c pc + I p_i$$

Il y a des chances que ce revenu engendre une épargne $E' > E$, augmentant ainsi la divergence entre l'épargne déterminée par les décisions des consommateurs qui s'engage dans une phase ascendante et le besoin d'investissement du système productif qui — dans les conditions techniques données — tend à décliner.

Ce raisonnement étant poursuivi au cours du déroulement du cycle économique, on peut envisager le cas contraire où, au départ, $E > I p_i$. L'épargne est alors entraînée dans une phase de rétrécissement graduel, dû à la diminution du revenu, tandis que le besoin d'investissement du système productif s'accroît potentiellement sans pouvoir se manifester tant que le rythme faiblissant de l'épargne ne l'aura pas ramenée à des valeurs inférieures à $I p_i$ qui lui-même ira en diminuant au fur et à mesure du rétrécissement du revenu.

La transmission des ordres des consommateurs, en ce qui concerne la répartition de la production en biens de consommation et biens d'investissement, s'opère donc par une série d'oscillations dont l'amplitude peut être d'autant plus grande que les masses de manœuvre sous forme de stocks, de capacités inutilisées, de capitaux circulants et d'encaisses des particuliers sont plus étendues.

L'ordre des consommateurs de diminuer l'investissement, qui s'exprime par la diminution de l'épargne, provoque généralement tout d'abord l'effet contraire, c'est-à-dire un accroissement des investissements, qui entraîne à son tour l'épargne.

A un moment donné, les deux grandeurs ex ante varient en sens contraire, s'égalisent en un équilibre précaire. Puis, l'épargne anticipée tend à dépasser les investissements anticipés. Mais bientôt la diminution du revenu force les consommateurs à réviser leurs positions. Le rythme de l'épargne diminue, tandis qu'au contraire, le besoin potentiel d'investissement de l'appareil productif commence à s'accroître du fait de l'arrêt de la baisse des prix et de l'usure des installations existantes. On songe devant un tel système de transmission à une voiture en panne hélée par un autre véhicule. Si le véhicule moteur conserve une vitesse uniforme, la corde de halage reste tendue et les deux mobiles ont la même vitesse. Mais dès que la première voiture ralentit, la seconde tend à la rattraper et même à la dépasser ou à l'entraîner à son tour. En économie libérale, le premier rôle est tenu par les décisions d'investissements qui déterminent le revenu. Ces décisions étant prises en fonction des prix et des coûts attendus ne peuvent être continues puisque, d'une part, avec l'extension des entreprises au-delà d'un certain point les coûts commencent à croître plus que proportionnellement et, d'autre part, puisque la hausse des prix est freinée par l'épargne qui grandit avec le revenu.

Or, avec l'accroissement du nombre des capitaux fixes dans le pays, l'ensemble des firmes se rapprochent davantage de leur position d'équilibre et, sauf l'apparition des possibilités nouvelles engendrées par des innovations ou par l'ouverture des marchés extérieurs, prennent difficilement l'initiative des investissements à une très grande échelle. Le besoin d'investissement du système productif se rapproche de l'état de satiété caractérisé par le haut degré de complémentarité et de spécificité des facteurs de production, (7) tandis qu'au contraire le besoin d'épargne de la nation s'accroît généralement avec le bien-être de la population. La différence entre les deux grandeurs s'accuse et menace sérieusement la stabilité économique

La solution réside alors soit dans la recherche des possibilités d'investissement en dehors du pays, soit dans un investissement fait d'autorité en dehors de l'équilibre individuel des firmes et des industries. Dans ce dernier cas cependant le revenu national n'est plus à son maximum subjectif, au

(7) Cf. N. KALDOR : Stability and full employment. *Economic Journal*, Décembre 1938.

point de vue du consommateur, puisque son besoin de consommation futur reçoit une satisfaction qualitativement différente de celle qu'il avait prévu.

Dans les pays économiquement arriérés la situation est inverse. La propension à l'épargne des consommateurs est très réduite. Elle serait même probablement nulle si l'inégalité des revenus et les surprofits ne donnaient lieu à une épargne forcée pour alimenter, d'une façon d'ailleurs insuffisante, l'investissement des firmes. L'élasticité de l'offre du facteur « travail » se heurte à l'insuffisance de l'offre du facteur « capital », tandis que la concurrence des industries étrangères mieux équipées diminue l'élasticité de substitution du travail au capital rendant impossible la réalisation de l'équilibre à un niveau inférieur de productivité physique.

L'économie libérale dans le cadre national impose donc la nécessité de l'investissement international et ceci aussi bien dans l'intérêt des pays disposant d'une grande accumulation de capitaux fixes que dans celui des pays arriérés. Mais, pour satisfaire les conditions de l'optimum subjectif, cet investissement devrait être dirigé vers des pays et des emplois librement choisis par les propriétaires des épargnes qui en assurent le financement. Dans un grand nombre de cas, cette condition n'est pas remplie. L'ignorance des marchés extérieurs, par le petit épargnant et le risque inhérent aux opérations internationales exigent la centralisation de l'investissement international aux mains d'organismes puissants privés ou publics qui, évidemment, n'ont pas la possibilité de tenir compte de la volonté de tous ceux dont les épargnes sont engagées directement ou indirectement par leur action.

Ainsi, dans l'économie libérale, l'investissement aussi bien public que privé est fréquemment réalisé par voie de contrainte. Est-il, pour autant, toujours nuisible socialement ou même individuellement ? Certainement non. Il doit seulement être apprécié à l'aide d'autres critères que ceux de l'analyse « ex ante » du point de vue de l'individu.

B. — *Modèle du Planisme intégral national* (8).

Dans une économie intégralement planifiée mais soumise par hypothèse à des normes exclusivement économiques, les

(8) Nous rappelons qu'il s'agit ici d'un modèle purement théorique qui n'a pas pour but la description de l'état des choses existant dans certains cas concrets.

fonctions du Gouvernement et de la Firme sont confondues. Elles sont les unes et les autres exercées par l'Etat. Tout investissement devient un investissement public. Il n'en résulte cependant pas que l'orientation sinon le volume de tout investissement doive nécessairement être fixée en dehors du libre choix des consommateurs pris individuellement. En effet, quant au fond, la subdivision des services économiques et de l'investissement, au moyen duquel ils sont produits, subsiste. Les services répondant aux services collectifs sont procurés d'office, comme dans une économie libérale. Ils sont la raison d'être d'un investissement qui ne peut être apprécié que suivant une échelle des priorités sociales. Ceci n'empêche pas la possibilité de pourvoir à la satisfaction des besoins individuels des citoyens au moyen d'une seconde catégorie d'investissement qui tient davantage compte de leurs préférences personnelles.

Soit un système initial des prix fixés par l'Etat sur la base des comptabilités rigoureuses des coûts moyens tenues par industries. Soit, d'autre part, un système initial des salaires fixés par l'Etat sur la base de l'appréciation nécessairement assez arbitraire des productivités physiques des travailleurs employés par ces industries. Soit, enfin, un marché sur lequel les consommateurs disposant du pouvoir d'achat engendré par leurs salaires procèdent librement au choix de services économiques nécessaires à leur consommation. L'observation statistique du mouvement des stocks permet à l'organisme planificateur d'ajuster approximativement les dimensions des industries à la demande des consommateurs. Cet ajustement exige la fermeture de certains établissements marginaux et la création ou l'extension d'autres établissements. Pour attirer les travailleurs vers des emplois plus productifs, l'Etat modifie les taux respectifs des salaires par catégorie d'emploi. Les coûts moyens des industries, modifiés par ce double mouvement, servent à l'établissement d'une nouvelle échelle des prix qui donne lieu à un nouveau mouvement des stocks.

Ainsi, par voie d'ajustements successifs et sous réserve des retards et frottements inévitables dans tout système, la production s'adapte qualitativement aux besoins subjectifs des individus en tant que consommateurs et producteurs.

Mais en est-il de même au point de vue de l'ajustement quantitatif ? A cet égard, il semble nécessaire de distinguer deux situations possibles, suivant que le pays soumis à la

planification se trouve en situation de pénurie ou d'abondance relative. Pour lever l'indétermination inhérente à cette distinction on peut caractériser l'état de pénurie comme étant celui dans lequel la propension à consommer de la population est voisine de 1. Dans ce cas il est évident que le financement de l'investissement nécessaire au développement de la production des services économiques demandés par les consommateurs ne peut être assuré sans contrainte. Cette contrainte peut être exercée par plusieurs moyens dont l'impôt et l'emprunt forcé, mais le moyen le plus équitable et en même temps le plus facile à organiser est celui de l'établissement du prix de vente des services économiques à un taux dépassant d'un certain pourcentage le coût moyen de production (qui comprend évidemment l'amortissement). Le principe de ce prélèvement au compte de l'accumulation socialiste n'est pas en lui-même contraire au postulat de la liberté des choix des consommateurs et ne diffère d'ailleurs du prélèvement opéré en économie libérale par la voie des surprofits, qu'en ce qui concerne l'appropriation du capital fixe accumulé au moyen de la contrainte. L'arbitraire apparaît par contre dans la fixation du pourcentage de prélèvement. Là, les désirs individuels des consommateurs ne peuvent plus se manifester autrement que par un vote de la représentation nationale, ce qui, évidemment, est loin de procurer le maximum de satisfaction à chaque consommateur pris individuellement. On notera toutefois que le même arbitraire subsiste dans une économie libérale où le consommateur n'est interrogé ni individuellement ni collectivement sur le pourcentage de prélèvement opéré par les surprofits.

Dans un pays socialiste où, grâce à la réalisation d'un certain degré d'abondance, à la diversification des rémunérations des travailleurs et à l'existence du système successoral, la propension moyenne à la consommation est moindre que l'unité, il est encore nécessaire d'amener l'épargnant à se départir de la liquidité que représente pour lui le pouvoir d'achat thésaurisé. On peut y arriver en organisant un système de monnaie fondante qui aurait cependant l'inconvénient de détourner le citoyen non seulement de la thésaurisation, mais aussi de l'épargne. On peut plus simplement établir un système des taux de l'intérêt. Il est à craindre néanmoins que le taux de l'intérêt, même le plus élevé, ne soit pas suffisant pour réunir dans une société — où malgré tout la diversification des reve-

nus ne peut être poussée aussi loin que dans le système capitaliste de profits — des fonds nécessaires au financement du progrès technique. D'où la nécessité de recourir en partie au financement par la différence entre le prix et le coût et de limiter le rôle de l'intérêt à la collecte du pouvoir d'achat théaurisé.

Ainsi, dans un système d'économie intégralement planifié, s'il est possible de tenir compte des désirs des consommateurs quant à la répartition de la production entre les diverses industries, il ne paraît pas possible, même en théorie, d'accorder le système du développement économique aux préférences temporelles de l'individu. Il en est d'ailleurs de même dans tout système d'économie libérale où l'investissement et plus généralement le progrès économique repose principalement sur le prélèvement forcé opéré par les surprofits. Il reste que : les besoins de la société ne sont pas identiques à la somme des besoins des individus qui la composent. L'optimum d'investissement de la Nation n'est pas celui qui résulte de l'analyse « ex ante » des besoins subjectifs de l'individu (9).

III. — Essai de synthèse.

Si l'individu doit être poussé vers le progrès par une contrainte de la collectivité, ou d'individus économiquement plus forts ou plus chanceux, cette contrainte lui semblera vraisemblablement plus supportable lorsqu'elle sera organisée sur des bases rationnelles en soumettant à ses appréciations subjectives un tableau des utilités objectives, dont le cadre ne sera pas débordé.

Dans ce cadre doit figurer en bonne place l'utilité objective du développement économique de la société. Encore faut-il pouvoir en déterminer le système de façon à ne pas trop favoriser le futur aux dépens du présent.

Dans une Société où la propension moyenne à la consommation est de beaucoup inférieure à l'unité, il n'y a pas de doute qu'il appartient au gouvernement de veiller à l'investissement total des épargnes en formation. Les besoins collectifs d'investissement (routes, écoles, hôpitaux, etc...) étant satisfaits, les épargnes qui ne s'investissent pas spontanément à l'intérieur du pays devraient être dirigées vers les emplois

(9) On songera ici aux thèses sociologiques sur la « réalité du social ».

les plus productifs dans les pays étrangers où l'efficience marginale du capital est la plus élevée.

Dans les pays où la propension moyenne à la consommation est trop élevée pour permettre une accumulation de capital suffisante à l'utilisation optima des ressources matérielles et du facteur travail, il devient nécessaire de procéder d'office à la création d'une épargne nationale susceptible de financer l'investissement optimum.

Trois questions se posent alors.

— Quel doit être, par rapport au revenu national, l'importance de cette épargne ?

— Par quels moyens l'épargne d'un volume déterminé peut-elle être réalisée ?

— Vers quels emplois cette épargne doit-elle être dirigée ?

1. — Pour répondre à la première question, il ne faut pas perdre de vue le fait que la consommation courante de la population tant qu'elle ne dépasse pas un certain niveau, constitue, au point de vue national, un investissement au moins aussi indispensable que tout investissement en capitaux fixes. Il ne s'agit pas seulement d'assurer le maintien du capital humain existant, mais également de ne pas en gêner la croissance. L'approfondissement des études sur la consommation objectivement incompressible (10) devrait permettre d'établir par classes de revenus, la proportion de l'épargne possible. La moyenne pondérée de ces proportions calculée à l'échelle nationale donnerait le volume de l'épargne nationale telle qu'elle aurait dû être réalisée pendant la période en examen. L'extrapolation du chiffre ainsi obtenu, à une période future raisonnablement courte, par la méthode des budgets nationaux (11) rendrait possible l'évaluation approximative de l'épargne à réaliser dans l'avenir immédiat. Le prolongement de ce calcul pendant les années suivantes en tenant compte de l'expansion de la consommation incompressible avec l'accroissement du revenu national (ce qui suppose une observation continue des budgets familiaux) permettrait de corriger régulièrement les résultats primitifs et d'assigner à l'épargne nationale des buts de plus en plus étendus jusqu'au moment où, le revenu national étant suffisamment élevé, il ne serait plus nécessaire de recourir à l'épargne contrainte.

(10) Cf. L'article d'Yves MAINGUY (présent numéro).

(11) Cf. Jan MARCZEWSKI « Les Budgets Nationaux », *Bulletin de l'I.S.E.A.*, n° 2.

2. — Il faut encore susciter et mobiliser l'épargne globale. Dans les pays à planification intégrale cet objectif peut être atteint par les méthodes déjà décrites de la fixation des prix au-dessus des coûts moyens, tout en diversifiant les marges respectives suivant le caractère plus ou moins incompressible de la consommation spécifique de chaque service économique. Dans les pays à économie libérale le problème est autrement plus compliqué. Une première solution possible consiste en un blocage des salaires au niveau de la consommation incompressible tout en laissant les autres revenus libres. Cette solution, qui n'est appliquée que fort imparfaitement dans la France de 1947 (puisque le blocage a eu lieu sans une étude préalable de la consommation incompressible), aboutit, *dans les pays qui ne disposent pas d'une réserve importante de travail non-employé, à des résultats négatifs* au point de vue social et économique. Il se crée, en effet, alors un circuit économique spécial à l'intérieur des classes privilégiées qui tout en attirant vers lui les ressources nationales (travail, capital et matières premières) bénéficie fort peu aux larges couches de population : la demande des détenteurs privilégiés du pouvoir d'achat se dirige vers des objets de luxe, dont la fabrication devient plus profitable, leur épargne s'investit de préférence dans les industries visées, les nouveaux profits provoquent un nouvel accroissement de la demande et de nouveaux investissements étrangers aux besoins élémentaires du petit consommateur. Ce circuit ne peut avoir, il est vrai, une durée indéfinie à cause des fuites inévitables, il peut néanmoins durer assez longtemps pour que la situation devienne insupportable à ceux qui en sont exclus.

La nécessité d'une épargne déterminée une fois reconnue en vue de l'intérêt supérieur de la Nation, il ne peut être question de la réaliser aux dépens d'une seule catégorie de la population si nombreuse qu'elle puisse être. La notion de la consommation incompressible diversifiée en fonction des milieux sociaux doit être appliquée à tous les revenus et l'épargne qui en résulte, dirigée vers des emplois socialement les plus urgents. Pour atteindre ce but sans nationaliser toute la production, il paraît nécessaire de limiter pendant un certain temps les possibilités d'investissement aux industries répondant aux besoins sociaux incontestables ; de limiter les taux des dividendes distribués tout en imposant les bénéfices non distribués et non-investis des sociétés et en surveillant

leur auto-financement ; d'imposer lourdement les profits individuels non-investis.

Ces solutions ne sont pas valables pour les pays arriérés disposant d'une réserve importante de main-d'œuvre non-employée et des ressources non-utilisées. Là, il n'est pas nécessaire de contenir l'investissement dans les limites d'une épargne déduite des revenus déjà distribués. Le financement de l'investissement peut devancer la formation de l'épargne à condition que son rythme tienne compte des possibilités du développement de la production. Aucune réglementation des revenus et aucune limitation artificielle de la propension à consommer ne sont nécessaires. Il faut, au contraire, laisser s'épanouir librement tous les effets de la dépense et du multiplicateur. La seule réglementation indispensable est celle des échanges avec l'étranger qui doit être établie en tenant compte d'une échelle des priorités sociales. L'optimum d'investissement n'étant plus déterminé dans ce cas à partir de la consommation incompressible et de l'épargne correspondante, c'est l'appréciation des ressources *potentielles* de la Nation qui doit servir de critère. Deux aspects de l'optimum d'investissement doivent alors être retenus. Il existe tout d'abord un optimum de très longue période et qui ne peut d'ailleurs être calculé que d'une façon extrêmement grossière en vue de dégager le but lointain à atteindre. Cet optimum répond à la question suivante :

Etant donnée une certaine population, un certain ensemble de ressources naturelles et un certain ensemble des connaissances techniques, quel est le montant du capital nécessaire pour utiliser dans les meilleures conditions le *plus rare* des éléments donnés.

La combinaison optima doit en effet être réalisée au niveau de l'élément le plus rare. Pousser l'industrialisation au-delà de ce niveau provoquerait une baisse du rendement marginal national par rapport aux rendements d'autres nations et serait nuisible à l'équilibre de l'économie nationale. La tendance démagogique à investir jusqu'au niveau de l'élément le plus abondant n'aurait d'ailleurs aucune chance d'aboutir (à moins de la possibilité d'une importation *gratuite* de l'élément rare qui ne peut guère être conçue qu'en ce qui concerne l'élément humain : immigration).

Supposons que l'élément relativement rare soit constitué par les ressources naturelles. L'application à ces ressources

de toutes sortes (du sol et du sous-sol) des taux de productivité les plus élevés qui sont techniquement possibles donne une liste *théorique* des capitaux fixes et des capitaux humains nécessaires à leur exploitation dans les meilleures conditions. Cette liste est non seulement quantitative mais aussi qualitative, c'est-à-dire qu'elle contient aussi bien le nombre des capitaux requis (valeur du capital, nombre de travailleurs) qu'une spécification de leur genre (forme des capitaux fixes, aptitudes des capitaux humains). Les capitaux fixes se subdivisent en équipement dont la production peut être entreprise immédiatement dans le pays et en équipement qui doit être importé de l'étranger. Tant que les crédits étrangers n'entrent pas en ligne de compte, l'équipement à importer doit être payé au moyen des exportations courantes. C'est donc au niveau des exportations pratiquement réalisables — dont il faut retrancher le montant des importations courantes indispensables — que doit se faire le rajustement du plan de production de l'équipement construit à l'intérieur du pays. Ce plan, une fois établi, il s'agit d'en dater les phases en fonction des possibilités de son exécution. L'investissement en capital humain, dont la *qualité* doit être adaptée aux exigences techniques de la production projetée, constitue, avec l'évaluation de la durée technique des processus engagés, l'élément essentiel de cette opération. Le résultat final consiste en un plan des investissements échelonnés sur plusieurs années portant sur la production de l'équipement, l'instruction des cadres et les échanges extérieurs.

Sur la base de ce plan général il est possible de passer à la seconde opération qui consiste à chercher l'optimum d'investissement dans l'immédiat. L'emploi du pré-financement appelle des précautions, afin de ne pas courir le risque d'une inflation qui rendrait impossible la formation de l'épargne et détruirait l'équilibre extérieur de la Nation. Il est par conséquent indispensable de tenir compte du fait que la création des services nouveaux dont les produits apparaîtront sur le marché beaucoup plus tard se résoud en un déplacement des biens de consommation au détriment des catégories anciennes de producteurs et, en particulier, au détriment de l'agriculture. Le rythme du pré-financement ne peut donc devancer de beaucoup les possibilités de développement de la production des denrées de première nécessité. L'investissement à l'aide des moyens exclusivement nationaux est limité par le

fond de subsistance de la Nation. Le franchissement de cette frontière équivaut à sacrifier le présent à l'avenir. Il est, par conséquent, incompatible avec l'idée de l'optimum d'investissement telle que nous l'avons définie.

L'octroi de crédits étrangers distend, dans tous les cas, (pays à reconstruire, pays arriérés, pays neufs) les limites de l'investissement optimum à condition toutefois que leur coût ne dépasse pas la productivité attendue des investissements projetés. Cette productivité ne doit point être appréciée en fonction de la productivité spécifique de l'emploi auquel sont affectés les crédits reçus. Il se peut très bien que, dans certains cas, et, notamment dans celui des pays industriels en reconstruction, l'utilisation des crédits à l'achat des biens de consommation soit parfaitement rentable. Il contribue alors à l'élargissement du fond de subsistance indispensable à la poursuite de l'investissement en biens capitaux produits à l'intérieur du pays. La productivité qui doit être comparée au coût des crédits extérieurs est la productivité sociale *globale* de la Nation dans ses rapports avec les autres pays. Son calcul est évidemment extrêmement délicat puisqu'il suppose une évaluation anticipée des « terms of trade » que le mouvement international de capitaux modifie non seulement dans le cadre des relations réciproques du créancier et du débiteur mais dans celui, beaucoup plus large, de toutes les relations avec l'étranger.

3. — Nous avons déjà répondu partiellement à la troisième question, (emplois optima de l'épargne). Il s'agit maintenant de rassembler les cas particuliers.

Pour les pays où la propension moyenne à la consommation est de beaucoup inférieure à l'unité, la direction de l'épargne ne s'impose qu'en ce qui concerne les placements à l'étranger. L'optimum d'investissement peut alors être jugé d'après des critères politiques et économiques dont seuls les derniers seront retenus ici. La question est de savoir si le pays créancier a intérêt à financer l'investissement des pays susceptibles de le concurrencer sur les marchés extérieurs et s'il ne doit limiter son action aux pays à l'économie complémentaire de la sienne. Cette distinction ne résiste pas à une analyse objective. Au point de vue strictement économique l'unique critère est celui du rendement marginal attendu de l'investissement en cause. Que ce rendement puisse être influencé défavorablement par l'existence d'une industrie analogue et

puissante dans le pays créancier ne fait pas de doute. Mais le décisif n'est pas le caractère concurrentiel du pays débiteur, c'est la saturation relative du besoin d'investissement dans la branche industrielle considérée. Si le rendement marginal de l'investissement projeté dépasse les rendements que le créancier pourrait obtenir ailleurs, la question de concurrence ne se pose que sous forme du coût d'adaptation de l'industrie nationale du pays créancier aux conditions nouvelles. Cette solution qui se heurte toujours à des objections d'ordre politique, semble cependant être la plus rationnelle au point de vue purement économique.

Dans les pays qui ont une propension à la consommation très élevée et où l'épargne fait l'objet d'une politique délibérée du gouvernement, l'orientation de l'investissement est toujours nécessaire. Les formes de cette orientation ne sont cependant pas les mêmes suivant les cas types que nous avons distingués : dans les pays industriels en reconstruction l'orientation de l'investissement doit consister surtout en une limitation des investissements socialement moins urgents ; dans les pays arriérés l'action officielle peut se borner à promouvoir les investissements publics les plus indispensables au développement du pays, une liberté entière étant par ailleurs laissée aux initiatives privées, de façon à laisser jouer le multiplicateur et l'accélération. La seule réglementation qui demeure nécessaire concerne les importations.

IV. — Conclusions.

Partis d'une notion abstraite d'optimum d'investissement, nous avons essayé de l'appliquer au comportement individuel et collectif. Nous avons eu tôt fait de constater que l'analyse subjective « ex ante » du comportement individuel ne fournissait aucun critère accessible de l'optimum d'investissement et qu'il fallait nécessairement admettre que l'individu livré à lui-même réalisait toujours spontanément le choix subjectivement le plus opportun entre les utilités présentes et futures.

Cette première observation indiquait que la recherche de l'optimum d'investissement au point de vue national ne pouvait se faire par la voie de passage direct de la notion du maximum des satisfactions individuelles à la notion du plus grand avantage collectif. Nous avons cependant cru pouvoir trouver une solution de compromis dans l'idée que, à

un revenu national réel égal (mesuré en termes monétaires) le maximum des satisfactions subjectives sera obtenu lorsque l'individu sera, dans la plus large mesure possible, libre d'effectuer lui-même le choix entre les différentes façons de créer son revenu et de l'utiliser dans l'espace et le temps. En passant en revue, sur deux modèles extrêmes, les systèmes économiques existants, nous sommes arrivés à la conclusion *qu'aucun d'eux* n'est susceptible d'assurer à l'individu la pleine jouissance de cette liberté. L'Etat ne peut se désintéresser complètement d'une question vitale pour le bien-être et le développement économique de la Nation. Nous avons donc été amenés, tout d'abord, à distinguer parmi les investissements ceux dont les services correspondent directement aux besoins collectifs et ceux qui servent à la satisfaction des besoins individuels. Même ces derniers ne peuvent toujours être laissés en dehors de l'action gouvernementale. Direction des investissements extérieurs dans le cas des pays à épargne excédentaire, canalisation des investissements internes dans le cas des pays en reconstructions, orientation et promotion des investissements internes dans le cas des pays arriérés et des pays neufs nous ont semblé indispensables à la maximisation du revenu national futur, la notion de consommation incompressible fournissant, théoriquement, le moyen de sauvegarder le revenu présent des consommateurs individuels.

L'optimum d'investissement ainsi dégagé n'est sûrement pas propre à satisfaire une théorie rigoureuse développée par ses méthodes traditionnelles. Il se présente comme une notion hétérogène variable d'un cas à l'autre. Il nous semble cependant répondre au critère essentiel qui est celui de l'égalisation marginale du revenu présent et futur. L'indétermination dont il souffre est celle beaucoup plus profonde et insoluble de la notion de l'utilité. Et si la théorie pure suspecte cet optimisme, la *pratique* d'un grand nombre de pays du moins ne peut aujourd'hui l'ignorer.

Avril 1947,

Jan MARCZEWSKI.

LIMITES A L'ABSORPTION DES CRÉDITS EXTÉRIEURS

Si la Russie, l'Angleterre, la France, l'Italie, plusieurs Pays Balkaniques ont montré quelque avidité dans leurs demandes de crédits extérieurs depuis la fin de la dernière guerre, on avait noté, à l'issue de l'avant-dernier conflit, de la répugnance, de la part de certains gouvernements, à recourir à ce moyen de financement. Tel fut le cas en particulier de l'Italie. Dans ce pays, une controverse s'établit sur l'opportunité de contracter des prêts à l'extérieur et particulièrement aux U. S. A. Les auteurs qui contestaient cette opportunité invoquaient soit le danger d'une domination des capitaux étrangers sur l'économie italienne, soit les inconvénients d'une revalorisation monétaire quant aux possibilités d'exportation et d'une nouvelle baisse des changes lors des paiements des intérêts et des quotes d'amortissements. Ils prétendaient en outre que l'épargne nationale était suffisante pour couvrir les besoins du pays et que, en tout état de cause, ces besoins devaient être couverts par l'épargne nationale seule. Cependant ces thèses perdaient peu à peu du crédit dont elles avaient joui et en 1928 certains de leurs auteurs admettaient la bienfaisance du recours aux crédits extérieurs. Entre temps, l'économie italienne avait bénéficié de prêts importants, en particulier de la part des Etats-Unis (Prêt Morgan). Aujourd'hui, les gouvernements mettent l'accent bien plus sur la nécessité des crédits que sur leurs dangers. Le Plan de Modernisation et d'Equipement fait une place importante aux capitaux ainsi obtenus (240 milliards de francs déjà acquis) (1). Les scrupules autrefois manifestés par les débiteurs éventuels ont disparu.⁹ Peut-être faut-il chercher la cause de

(1) Juillet 1947.

cette disparition dans les idées nouvelles concernant les effets des investissements extérieurs, répandues dans les pays créditeurs. Sous l'influence des dernières théories de Keynes, des arguments ont été présentés selon lesquels « par le fait même d'investir à l'étranger, le pays prêteur pourrait s'enrichir chez lui, si bien qu'il y trouverait un bénéfice net, même si le remboursement n'était jamais reçu. » (1) Ce serait particulièrement le cas, en effet, si les industries de biens capitaux et le secteur des matières premières souffraient d'un fort chômage. Ainsi, par un double bienfait, les épargnes superflues du pays prêteur cesseraient de ralentir par leur présence la marche de l'économie pour venir combler le déficit de capital dont souffrent les pays où le revenu national ne suffit pas à procurer les épargnes nécessaires. Quant au problème même du remboursement, on admet que la responsabilité d'une solution incombe au moins autant aux économies créditrices qu'aux économies débitrices. Ce problème sera plus aisément résolu, si les principaux pays créditeurs prennent à l'égard de leurs économies des mesures propres à maintenir un niveau élevé et soutenu d'activité et d'emploi, à faciliter le transfert du travail et du capital des secteurs de production les moins rentables et spécialement des secteurs où les importations peuvent être obtenues à meilleur marché que la production domestique, vers les secteurs plus prometteurs (2). La crainte même que les industries naissantes dans les pays arriérés viennent concurrencer les industries établies dans les économies avancées est écartée par cet argument, que « les gens qui produisent davantage peuvent se permettre d'acheter davantage » et qu'il y a un lien direct entre le développement économique et l'accroissement des importations (3).

Dès lors que les prêteurs éventuels offrent leurs services avec tant d'empressement et acceptent d'avance toutes les responsabilités de leurs actes, on comprend que les scrupules des emprunteurs s'évanouissent et que les demandes de services s'accroissent.

Cependant, l'emploi des sommes allouées par les pays cré-

(1) M. STALEY. — *World Economic Development. Effects on advanced industrial countries.* International Labour Office. Montréal 1944, p. 59.

(2) E. STALEY. — *Op. cit.*, p. 66.

(3) *Ibid.*, p. 227. Pour une vérification statistique de ces arguments, cf. *Industrialisation et Commerce extérieur.* Genève 1945. Sté des Nations, p. 27-30.

diteurs aux économies pauvres en capital reste le premier souci à peser à la fois sur les uns et sur les autres. Or, cet emploi ne saurait avoir les mêmes effets dans les pays dits « neufs » que dans les pays déjà évolués ou que dans les pays dits « arriérés ». Le type des pays neufs, caractérisé au XIX^e siècle par les U. S. A., puis par le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande... puis par le Brésil, l'Argentine, est défini par une densité de population faible en comparaison des densités des pays européens, par de larges territoires totalement inexploités, des sources abondantes de matières premières mais aussi par un manque de travail et de capital, aussi bien sous la forme de moyens de transport que de biens d'équipement ou de consommation. Les investissements réalisés au XIX^e et au début du XX^e siècles aux Etats-Unis et au Canada ont montré le profit que prêteurs et emprunteurs pouvaient tirer d'une politique de larges crédits. Cependant, les expériences d'investissements, moins heureuses, réalisées dans d'autres pays « neufs » comme le Brésil, ont montré que les caractères de « pays neufs » ne suffisaient à assurer ni la productivité des capitaux placés, ni leur remboursement. On a fait remarquer d'ailleurs combien les conditions sous lesquelles les investissements étrangers avaient été faits au Brésil étaient différentes de celles qui avaient accompagné les investissements dans les autres pays neufs. Le rattachement politique du Brésil à un pays pauvre en capital l'avait privé, pendant une période favorable au développement, des moyens d'équipement nécessaires. Les pays qui devaient lui apporter une force de travail (Japon, Allemagne) utilisaient eux-mêmes toutes leurs épargnes. Enfin, et peut-être tient-on là le facteur essentiel, l'entraînement collectif, irrationnel, qui fait de tout un peuple un entrepreneur, a manqué (4). La structure sociale du Brésil, le faible pourcentage dans la population des groupes d'individus ouvert à la psychologie de l'entrepreneur capitaliste, expliquent l'absence d'un développement économique généralisé. Le besoin technique n'est donc pas, même dans les pays neufs, un suffisant critère de sa productivité effective.

Mais toute classification qui permet de mieux comprendre le réel en le simplifiant n'en rend jamais parfaitement

(4) R. COURTIN. — Le Problème de la Civilisation Economique au Brésil. Lib. de Médecis, 1941, p. 75.

compte. Des pays à forte densité de population peuvent présenter certaines caractéristiques des pays neufs. C'est ainsi qu'on a pu noter que l'Allemagne de 1914 à 1924 a présenté certaines caractéristiques, non d'un pays à population dense et à développement industriel avancé, mais plutôt d'un pays neuf : rareté des capitaux, taux d'intérêt élevé, rapidité exceptionnelle de l'accroissement du revenu national, importation de capitaux. De 1924 à 1928, les sources statistiques montrent que le progrès économique fut plus rapide en Allemagne que dans tout autre pays important, y compris les U. S. A. Ainsi, la productivité du capital est sans rapport nécessaire avec le niveau de développement économique déjà réalisé dans un pays (degré élevé de l'équipement industriel) (5).

Enfin, le dernier conflit a créé une catégorie nouvelle de pays éventuellement débiteurs. Il s'agit des pays déjà économiquement développés, mais soumis pendant la guerre à une forte détérioration de leur équipement industriel, à des désinvestissements massifs, surtout sous la forme de destruction d'immeubles d'habitation. Or, la caractéristique de ces dernières destructions réside dans le fait que la préparation et la reconstruction d'immeubles ne peut être réalisée qu'à l'aide de la main-d'œuvre du pays considéré et de matériaux produits dans ce pays. Les exportations sont donc d'un faible secours pour ce genre de reconstruction.

Mais qu'il s'agisse d'un pays « neuf » ou d'un pays déjà économiquement développé ou d'un pays « arriéré », les problèmes soulevés par l'absorption des crédits extérieurs se décomposent en deux phases. La réception du prêt, son remboursement, exigent, pour préserver l'équilibre de l'économie du pays débiteur, des conditions qui se résument brièvement ainsi : 1°) dans la première phase : accroissement, dans le pays bénéficiaire du prêt, de la capacité de production de biens et de services, de telle sorte que cette production dépasse les besoins de sa consommation courante ; 2°) dans la deuxième phase : accroissement dans le même pays de la capacité d'acquérir plus de devises par l'exportation qu'il n'en a besoin pour régler ses importations courantes.

Un schéma très simplifié fera apparaître les conditions de

(5) Bresciani Turrone. — Inductive Verification of the Theory of International payments.

réception et de remboursement qui devront être réunies pour que le fonctionnement de l'économie bénéficiaire du crédit à travers les diverses phases permette d'obtenir finalement un accroissement du revenu national net du pays considéré.

Soit une économie socialiste où le commerce extérieur est un monopole d'Etat. Considérons le cas où cette économie, jusque-là fonctionnant sans relation avec l'extérieur, décide de recourir à un emprunt étranger. Jusque là, l'économie est en équilibre, la consommation globale est égale au montant des revenus distribués, les nouveaux investissements et les amortissements du capital sont réalisés à l'aide de l'épargne étatique. Le Gouvernement décide alors de transférer un million d'ouvriers du secteur agricole au secteur industriel et de les affecter à la production de biens d'investissement. La production de biens agricoles (matières premières, biens de consommation) de l'économie est réduite du montant qui était antérieurement produit par ces ouvriers.

L'Etat décide de compenser la perte qui résulte de ce déplacement de main-d'œuvre par un accroissement de la productivité de l'agriculture. Cet accroissement sera réalisé par l'importation de tracteurs agricoles et est supposé suffisant pour subvenir désormais (le temps d'adaptation est négligé) à la subsistance de toute la population. Les ouvriers déplacés sont mis au travail dans des conditions telles qu'au bout d'une période, leurs usines produiront assez de tracteurs et de machines agricoles pour équiper toute l'agriculture. Le nouvel accroissement de produits par tête de main-d'œuvre occupée permettra un déplacement supplémentaire d'un nouveau million d'ouvriers. Ceux-ci seront mis au travail dans des industries de biens d'exportation dont le produit pourra être livré (les transferts sont supposés possibles) au pays prêteur, aux fins de remboursement de l'emprunt originaire. Dès lors, un nouvel équilibre est réalisé où le niveau de vie de la population de l'économie socialiste est accru par rapport au niveau d'équilibre antérieur. Les revenus distribués sont accrus, la masse des biens de consommation produits est augmentée. L'économie a subi un changement de structure par développement du secteur industriel et diminution de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture.

Ce schéma très simplifié présente la succession des phases qui se dérouleront en tout système lorsqu'une économie aura recours au crédit extérieur. L'investissement nouveau est réalisé sans épargne interne correspondante et le prêt ne sera

remboursé que par la réalisation d'une épargne future transformable en biens ou services effectivement exportés. Dans chacune des deux phases considérées, la réception et le remboursement, le fonctionnement de l'économie bénéficiaire du prêt doit être assuré. Les conditions de ce fonctionnement déterminent les limites à l'absorption du crédit. Il sera fortement troublé pendant la période de rajustement de cette économie. En premier lieu, on assiste en effet à une transformation de structure, à un changement de la proportion des facteurs répartis dans les différents emplois. En second lieu, la transformation se fait sans épargne interne correspondante. Cette épargne interne devra cependant se constituer et se transformer en moyens de remboursement du prêt. L'investissement réalisé devra former l'épargne même qui a servi à le créer. Or, si l'investissement dépend de l'épargne antécédente et de la demande effective de biens de consommation (et du taux de l'intérêt), l'épargne qui suit un investissement ne dépend que de façon très lâche du montant déjà réalisé de cet investissement. Elle dépend plutôt de ce qui sera consommé des revenus ainsi créés. L'investissement effectué sans épargne interne correspondante est donc fondé sur un avenir incertain. En effet, dans une économie non entièrement socialisée, l'emploi des revenus des particuliers reste relativement libre. La part de ce revenu qu'ils affecteront à la consommation est déterminée par les besoins qu'ils désirent satisfaire immédiatement. Au cas où ce revenu croît, la part de cet accroissement qu'ils affecteront à l'épargne dépend de la propension marginale à la consommation. Cette propension varie avec le taux de l'accroissement et la répartition du revenu national. Elle est liée à la propension à l'épargne. L'emploi des crédits consentis aux entrepreneurs est aussi relativement libre et dépend des profits qu'ils escomptent, c'est-à-dire des jugements qu'ils forment sur l'élasticité de la demande interne et de la demande externe, sur les élasticités respectives des demandes des divers produits. Cet emploi dépend également de l'offre des facteurs de production, de l'élasticité des offres de travail et de capital.

Dans la période de réception, les crédits extérieurs accroissent directement le revenu national, soit qu'ils servent au paiement direct de biens d'importations (biens de production ou de consommation), soit qu'ils se transforment, par l'intermédiaire du système bancaire, en crédits aux entrepreneurs et, pour une part au moins, en salaires.

Mais ils accroissent aussi le revenu national de façon indirecte ou plutôt ce sont les investissements qu'ils ont permis de réaliser qui provoquent eux-mêmes des effets directs (par l'intermédiaire de nouveaux investissements complémentaires) et indirects (par l'intermédiaire de la demande induite de biens de consommation). Ce dernier cas se produit surtout si l'économie bénéficiaire du prêt souffre de chômage. Mais même lorsque le plein emploi des hommes est déjà réalisé, l'afflux de capitaux nouveaux incitera les entrepreneurs à offrir de plus hauts salaires dans les industries qu'ils jugent les plus rentables. La répartition nouvelle de la main-d'œuvre se produira grâce à l'attrait de plus hauts salaires dans certains secteurs. En Allemagne, de 1924 à 1928, l'appel de la main-d'œuvre dans les industries du bâtiment, de l'acier, du charbon se manifesta par l'offre de hauts salaires particulièrement dans les premières, qui bénéficiaient d'une forte demande interne. De même au Canada, au début du XX^e siècle, le déplacement de travailleurs vers les régions du Nord-Ouest se réalisa grâce à l'octroi de salaires élevés. Nous verrons que cet accroissement du revenu peut conduire à des demandes d'importation qui épuiseront rapidement en biens de consommation le montant du crédit extérieur.

Dans la période où le pays devra faire face au remboursement progressif du crédit et au paiement des intérêts, l'accroissement du Revenu National réalisé par les nouveaux investissements de la période précédente devra être transformé en épargne exportable. Ce problème pose donc la double question de l'orientation des investissements et de la réalisation des exportations. Si le surplus du revenu national disponible est constitué par des biens non susceptibles d'exportation, les deux conditions ne pourront être réalisées. L'orientation la plus rentable de l'investissement, non seulement quant à la valeur produite, mais aussi quant à la valeur exportable, pose la question des prix des biens d'exportation et des « terms of trade » puisque des importations nécessaires devront toujours être réalisées pour assurer l'approvisionnement de l'économie en biens de consommation nécessaires, en matières premières et en services (coûts de transport par exemple).

La question des prix des produits exportables est liée elle-même au problème des niveaux particuliers de prix, des rendements de l'industrie et de l'agriculture, de l'accroissement des revenus et particulièrement des salaires, des propensions

à consommer et à importer, à la politique fiscale du pays bénéficiaire du prêt, à sa politique monétaire et aux anticipations des sujets économiques. L'exportation n'aura lieu que si les producteurs peuvent réaliser sur les marchés extérieurs des profits supérieurs à ceux qu'ils escomptent à l'intérieur au-delà d'une certaine offre du produit. Ces conditions posent les problèmes de l'élasticité de l'offre, du degré d'imperfection de la concurrence, des élasticités de la demande dans le pays bénéficiaire du prêt et à l'étranger.

Il apparaît, au contact de la réalité, qu'aucune théorie particulière n'est susceptible d'être utilisée à elle seule dans l'explication du processus d'emploi et de rendement des crédits extérieurs. Ni la théorie des mouvements de prix respectifs dans le pays prêteur et dans le pays emprunteur, ni la théorie des variations du pouvoir d'achat ne donnent la clé de toutes les complications qui s'accroissent lors du déroulement des phénomènes.

Dès lors que l'explication théorique s'efforce de rendre compte d'un fait englobant tous les éléments de fonctionnement d'une économie pendant une période, et non plus de la variation d'un seul de ces éléments, « toutes choses égales d'ailleurs » (par exemple, le processus de formation du prix d'un bien particulier dans le cas d'un monopole de l'offre et d'une concurrence des demandes) cette remarque de Hayek s'applique parfaitement : « Ni les ensembles, ni les moyennes ne réagissent les uns sur les autres, et il ne sera jamais possible d'établir des relations nécessaires de cause à effet entre eux comme nous le pouvons entre des phénomènes individuels, des prix particuliers, etc... » (6). Ensuite, les automatismes que suggèrent les théories des mouvements de capitaux sont peu compatibles avec l'observation de la réalité. C'est à la fin d'une grande étude inductive sur les effets des prêts extérieurs en Allemagne entre 1924 et 1928 que Bresciani TURRONI a pu écrire : « Le fonctionnement souple du mécanisme du transfert implique — outre certaines conditions économiques fondamentales — une politique économique déterminée des pays envisagés. Il ne fonctionne pas automatiquement » (7). Il rejoint complètement ainsi les conclusions du

(6) HAYEK, — Prices and Production.

(7) Bresciani TURRONI. — Inductive verification of the Theory of International payments, p. 107.

Professeur AFTALION dans son ouvrage sur « l'Équilibre dans les relations économiques internationales » : « Le déséquilibre ne se corrige pas spontanément, de manière qu'on puisse à coup sûr attendre les bras croisés, l'effet bienfaisant des actions régulatrices. La volonté des hommes, les initiatives adroites, doivent venir au secours d'un mécanisme qui sans cela serait vite enrayé. Si on tient au rééquilibrage, il faut le gagner, il faut le mériter » (8).

Enfin, les théories des mouvements de prix et du pouvoir d'achat partaient des prémisses qui sont aujourd'hui fortement ébranlées. L'exportation de capitaux à l'étranger, loin de priver le pays créditeur d'une partie de son revenu national, ne l'aide-t-elle pas, en donnant un emploi à son épargne interne, à maintenir l'équilibre de son économie ? « L'accroissement de l'investissement qui supprime le chômage dans les industries de biens d'équipement (construction-goods) du pays emprunteur, implique des mouvements de capitaux associés à un accroissement de revenu non dans le pays emprunteur, mais dans le pays prêteur. Tel fut le cas pour la majorité des investissements extérieurs de l'Angleterre au XIX^e siècle » (9).

I. — La réception des crédits extérieurs

Il n'est pas étrange qu'un événement qui peut être si profitable à l'évolution de l'économie présente cependant des dangers pendant une certaine période. Toute modification des données provoque la rupture d'un équilibre, c'est-à-dire, modifie les conditions de fonctionnement de l'économie, que cette modification soit à la longue favorable ou non. On peut rapprocher cette idée de celle qu'exprimait RICARDO en songeant au passage de l'état de guerre à l'état de paix : « Le début d'une guerre après une longue paix, ou le début d'une paix après une longue guerre produit, en général, une grande détresse économique. Il change profondément la nature des emplois auxquels, jusque-là, les capitaux des pays intéressés étaient consacrés et, pendant l'intervalle où ils recherchent les emplois que les nouvelles circonstances ont rendu les plus

(8) A. AFTALION. — *Op. cit.*, p. 453.

(9) J. KNAPP. — International capital movements and verifications. *Review of Economic Studies*, X. 2.

avantageux, beaucoup de capital fixe ou bien cesse d'être exploité, ou bien même se perd complètement » (10). Mais non seulement l'emploi des facteurs va subir des modifications, non seulement la structure de la production sera changée, mais des variations considérables affecteront aussi la consommation. Après une longue période de rareté des biens et de rationnement des revenus, le relâchement des restrictions va provoquer une poussée simultanée de la demande de tous les particuliers dans les mêmes directions. La concurrence des consommateurs rétablis dans leurs premiers pouvoirs créera une nouvelle situation non moins dangereuse que la concurrence des entrepreneurs recherchant de nouveaux emplois des facteurs. Ainsi, les besoins de capitaux ne seront satisfaits sans danger que par une orientation de l'investissement et le gonflement des revenus ne pourra sans limites accroître la consommation.

A) *Les besoins de capitaux.* — En Allemagne, après la période d'inflation, le besoin de capital que ressentait l'économie allemande était plus un besoin de capital circulant et finalement, de biens de consommation qu'un besoin de capitaux techniques ou de matières premières (11). La force de travail ne manquait pas, il y avait chômage, mais les salaires réels ne pouvaient être augmentés sans importations de biens de consommation. Ce besoin de capital liquide se manifestait par un taux d'intérêt élevé. Ce cas montre qu'en définitive le manque de capitaux liquides peut recouvrir surtout un manque de capitaux réels. C'est ce qui se présente normalement après une longue période de guerre, pendant laquelle l'équipement technique n'a pas été renouvelé ou même est déprécié par l'effet d'inventions techniques nouvelles appliquées à l'étranger (obsolescence). A ce manque de biens d'équipement peut s'ajouter une rareté de biens de consommation.

La politique moderne de l'emprunt public maintient, même en période de pressants besoins de capitaux, un faible taux d'intérêt. Mais la rareté se manifeste par une forte tendance à la hausse des salaires et par une rareté correspondante du travail. On tend à substituer le travail au capital dans toute la mesure du possible et l'économie, bien loin de souffrir du

(10) RICARDO. — Principes XIX, § 92, cité par GIDE et RIST. Histoire des Doctrines économiques, p. 722, 723.

(11) Cf. Bresciani TURRONI. — *Op. cit.*, p. 11.

chômage, manifeste une demande accrue d'ouvriers nouveaux (encouragement de l'immigration). Enfin, le besoin de capitaux est exprimé autoritairement par l'Etat lui-même. C'est ce qui se produit lorsqu'un plan d'investissement est élaboré et son exécution décidée. Le Bureau Central du Plan pour la Hollande a établi ainsi un compte de formation du capital pour 1946 et pour 1947. Le premier Plan français de Modernisation et d'Équipement a fixé les objectifs à atteindre pour une période de 4 ans et plus précisément pour 1947.

Les crédits extérieurs doivent couvrir une partie des besoins de capitaux de l'économie considérée. La productivité de leur emploi a toujours été considérée comme le facteur essentiel qui fixe leur limite. C'est pourquoi une vive opposition s'est souvent manifestée à l'égard des emprunts extérieurs contractés par les municipalités pour l'exécution des Travaux publics. Des exemples d'une telle opposition se rencontrent en Allemagne et en Italie au lendemain de la première guerre mondiale. Le Président de la Reichsbank déclarait en 1925 que l'emploi par les municipalités, pour des travaux non directement productifs, de crédits extérieurs, conduirait à une hausse des prix purement inflationniste. L'argument keynésien en faveur des Travaux publics vaut en période de chômage pour une situation où les occasions d'investissement sont freinées par la baisse de la consommation. L'économie souffre alors d'un « excès de capital ». Dans le cas où une économie a recours au crédit extérieur, loin de souffrir d'un tel excès, elle manque au contraire d'épargnes internes. Les biens de consommation manquent dans le pays non pas en raison d'une demande trop faible, mais faute d'une offre suffisante. Les travaux publics, s'ils permettent à certains moments de ralentissement de l'activité, de créer des revenus supplémentaires qui induisent une nouvelle demande de biens de consommation et par suite déclenchent de nouveaux investissements, ne créent pas les biens de consommation dont, au contraire, dans la période que nous avons décrite, la demande est amplement assurée.

Le processus d'emploi des crédits extérieurs mis à la disposition d'une économie provoque un taux d'expansion (12) de l'investissement (défini comme le rapport entre le montant

(12) POLAK. — Balance of Payments problems of Countries reconstructing with the help of foreign loans. *Q. J. E.*, fév. 1943, p. 208, 240.

d'investissement effectivement réalisé au bout d'une période et le montant du capital mis à sa disposition par les prêteurs étrangers pendant cette période) supérieur à l'unité. Les nouveaux investissements permis par les crédits extérieurs induisent une demande de biens de consommation et par conséquent, de biens d'importations. Mais l'investissement directement permis par les crédits extérieurs n'est pas le seul qu'ils permettent de financer. Le système bancaire, en effet, peut accorder des crédits aux entrepreneurs bien au-delà des prêts étrangers eux-mêmes. Les devises que ceux-ci procurent aux banques vont jouer le rôle de l'or dans un système bancaire fondé sur ce métal. Le taux de réserve des banques leur permet une expansion de crédit. Cette expansion est justifiée dans la mesure où les demandes de devises n'excéderont pas le montant qu'elles en détiennent. Cette demande de devises sera provoquée par les demandes d'importations, pour une part de biens de production (matières premières, équipement) pour une autre part de biens de consommation. Or le montant d'investissement supplémentaire que les banques consentent à financer sera-t-il égal au montant pour lequel les réserves de devises disponibles pourront couvrir les importations ?

Les facteurs qui déterminent le taux d'expansion de l'investissement dans un pays sont la propension marginale à la consommation et la période du multiplicateur. Entre le moment où les nouveaux investissements sont réalisés, c'est-à-dire les nouveaux revenus distribués, et le moment où la consommation induite suivra, un temps s'écoule pendant lequel les crédits destinés à financer les importations de biens de consommation restent dans le pays. Les premiers crédits accordés par les banques ne provoquent donc pas immédiatement une demande de devises pour le paiement de nouvelles importations. Le processus que résume l'analyse du multiplicateur prend du temps. Les premières demandes de biens de consommation pourront être satisfaites grâce à l'épuisement de stocks présents dans le pays. Il se peut également que les importations soient financées à l'aide de crédits à court terme sans qu'on ait encore à faire appel aux crédits à long terme. Si nous supposons que la période de réception du crédit s'étend sur plusieurs années, chaque afflux de capital engendre une demande de biens de consommation après un certain délai et de période en période les décalages s'ajoutent les uns aux autres. Ces décalages mettront à la disposition des banques, pendant un certain temps, une réserve crois-

sante de devises qui leur permettra d'accorder des crédits à de nouveaux entrepreneurs. Mais la demande de biens de consommation s'exprimera finalement. A partir d'un certain moment, des demandes d'importation afflueront aux banques, d'un montant supérieur à celui qu'elles seront en mesure de financer. Un déséquilibre de la balance des paiements s'en suivra qui compromettra gravement le crédit du pays et le cours normal des échanges. Mais un second danger que peuvent présenter les nouveaux investissements réalisés à l'aide du crédit extérieur se manifeste dans l'orientation donnée à l'investissement. Si l'on est en présence d'une économie socialisée à un degré suffisant, le pays bénéficiaire du prêt devra régler l'emploi du capital mis à sa disposition de telle sorte que, dans une branche d'industrie, aucun bien ne soit produit, d'un caractère moins urgent que ceux d'une autre branche. Le caractère de cette urgence doit être apprécié non seulement en termes de satisfaction des demandes internes (maximisation du revenu national) mais aussi relativement à la nécessité du remboursement du crédit.

A ce propos, le premier mémoire sur le plan central économique Hollandais pour 1946, s'exprime de la manière suivante : « Le Plan de 1946 devrait prévoir une harmonieuse distribution des forces productives, de telle sorte qu'une branche d'industrie ne produise aucun bien d'un caractère moins urgent que ceux d'une autre branche. En considérant tous les biens capitaux, ceci signifie que seuls doivent être fabriqués les biens nécessaires pour atteindre le « niveau de consommation » jugé admissible pour l'année présente et les années prochaines, aussi bien que pour assurer les exportations qui, en plus des crédits extérieurs éventuels, sont exigées en paiement des importations de consommation » (13). Ici, donc, le critère de l'urgence est fourni par la fixation autoritaire d'un « niveau de consommation admissible ». C'est sur cette base que l'Etat, comme un entrepreneur géant, tente d'égaliser les utilités marginales produites par les facteurs dans leurs divers emplois.

Mais dans le cas d'une économie non socialisée, les emplois des divers facteurs seront provoqués par les incitations à investir des entrepreneurs, eux-mêmes guidés par la perspec-

(13) Central Planning Bureau of the Netherlands, First Memorandum on the Central Economic Plan 1946. *The Hague*, septembre 1946, page 26.

tive des demandes effectives futures. L'investissement, dans une économie de marché non contrôlé, aura tendance à se porter vers les secteurs où les plus hauts profits monétaires sont susceptibles d'être réalisés. Or la nécessité de constituer une épargne en quelque sorte « a posteriori » n'est pas forcément compatible avec les conditions de fonctionnement de l'économie considérée.

Nous avons vu, par exemple, que l'accroissement des investissements devait provoquer un accroissement des revenus et, par suite, un accroissement de la consommation. Dans une économie de marché libre, l'offre tend à s'adapter très rapidement à la demande encore insatisfaite et celle-ci est suffisamment exprimée par la pression sur les prix. L'accroissement de la demande effective sera d'autant plus considérable qu'il s'agira de biens à forte élasticité de la demande par rapport aux revenus, c'est-à-dire de biens qui rentrent en plus grande quantité dans le tableau de demande du consommateur lorsque son revenu croît. Les biens dont la demande est élastique par rapport au revenu sont des biens que le consommateur trouvait trop chers avant l'augmentation de ce revenu. Il n'en acquerrait qu'une quantité faible ou pas du tout. L'acquisition qu'il en fait après cette augmentation dépend donc, dans son montant, de la variation de l'utilité marginale de la monnaie. Mais l'élasticité de la demande de ces mêmes biens, par rapport aux prix est également assez élevée. Les entrepreneurs ne pourraient donc, sans diminuer fortement leurs débouchés faire monter les prix. Mais, de même que l'élasticité de la demande d'un bien par rapport aux revenus n'est donnée que pour un prix constant, de même, l'élasticité par rapport aux prix n'est donnée que pour un revenu constant. Si le revenu croît, l'utilité marginale de la monnaie diminue, le coût de sacrifice monétaire représenté par un même prix diminue. Par suite, le tableau de demande pour des prix constants s'élargit, mais également le tableau des prix acceptés pour une même demande du même bien. Donc si le prix croît, la demande pourra se maintenir, n'être que légèrement inférieure ou même être supérieure à ce qu'elle était avant l'augmentation du revenu. Non seulement l'accroissement des revenus de certains groupes provoquera un accroissement de la demande de biens de consommation élastique, mais encore permettra d'en faire monter le prix. Les prévisions de profits seront meilleures dans cette catégorie de biens que dans les catégories correspondant à une consommation

inélastique. Une fois que la population d'un pays, après une forte compression de sa consommation productive, aura de nouveau atteint le niveau de vie que ses habitudes lui font juger comme un minimum, les prévisions de profits les meilleures correspondront à la production de biens dont la demande à la plus forte élasticité par rapport aux revenus, c'est-à-dire de biens n'entrant pas encore dans le tableau de demande de certaines classes ou pouvant y entrer en plus grande quantité. La rareté du capital continuant à se manifester, les facteurs de production tendront à être transférés du secteur des biens de consommation inélastique à celui des biens de consommation élastique. Par exemple, les cultivateurs cesseront de produire du blé pour ensemercer des fourrages. Pendant une courte période, au moins, c'est-à-dire tant qu'un nouvel ajustement n'aura pas été réalisé, il se produira une rareté des biens de consommation de première nécessité, due elle-même à la rareté relative du capital. Pendant le temps que prendra un nouvel ajustement, les biens de première nécessité devront être importés et viendront grever lourdement la balance des comptes. Une production de biens de consommation moins « productifs » aura été substituée, dans cet intervalle, à la production des biens nécessaires au fonctionnement même de l'économie. N'a-t-on pas observé un phénomène du même genre que celui que nous venons de décrire, en Allemagne, pendant la période d'inflation ? Celle-ci avait provoqué une distribution des ressources productives telle qu'on était en présence d'une abondance de certaines catégories de biens, d'une montée de la consommation d'articles de luxe et de la consommation de viande, alors que la production des biens de consommation les plus nécessaires à la subsistance avait baissé considérablement (14).

Un autre défaut de l'orientation de l'investissement peut se présenter, non plus dans le domaine de la production des biens de consommation, mais dans celle des biens capitaux ou, en tout cas, des biens de consommation durables. Nous avons déjà observé qu'une forte demande s'exerce, dans les pays en reconstruction, pour la construction de maisons d'habitation. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire, pour noter ce phénomène, de supposer les destructions massives dont l'Eu-

(14) Breciani TURRONI. — Kapital-mangel und Währungsstabilisierung. in : Wirtschafts theorie der Gegenwart. Tome II, p. 394, 397.

rope a souffert pendant la dernière guerre. Même après l'avant-dernier conflit, en Allemagne, une telle demande se manifestait, non du fait de destructions, mais à la suite d'une longue période de non renouvellement. Les destructions, dans l'Europe d'aujourd'hui, n'ont fait qu'accroître le besoin de construction ou de reconstruction de locaux d'habitation, puisque les amortissements ne furent pas réalisés pendant une longue période. L'emploi de ressources productives dans l'industrie du bâtiment a une haute et rapide productivité lorsqu'il s'agit des transports, d'installations portuaires, etc... Les rendements sont encore élevés lorsqu'il s'agit de bâtiments industriels, mais l'amortissement du capital ainsi employé, toujours lent, le devient particulièrement lorsqu'il s'agit de locaux à usage d'habitation. Il en est particulièrement ainsi lorsque le prix du loyer est devenu un prix hautement rigide, du fait de l'intervention de l'Etat.

Un autre caractère important du développement des industries du bâtiment en période de réception de crédits extérieurs réside dans le fait que les ressources productives employées ne peuvent être puisées que dans le pays bénéficiaire du prêt. Même si certaines matières premières peuvent être importées, même si un matériel destiné à économiser la force de travail et le temps peut être acquis grâce à ces crédits, la réalisation de projets importants de reconstruction provoquera une demande supplémentaire sur le marché du travail (ouvriers spécialisés du bâtiment, main-d'œuvre pour l'extraction de la pierre, etc...) et contribuera à augmenter la rareté des facteurs.

De plus, nous verrons que l'orientation de l'investissement a un effet considérable sur les possibilités de remboursement. L'accroissement de la production et, par suite, du revenu national, n'est pas, en effet, le seul but que doive se proposer le pays bénéficiaire d'un crédit extérieur. Un autre aspect de cet accroissement de la production est son caractère d'« exportabilité ». Certains biens entrent dans le commerce international, mais les services que produisent les bâtiments à usage d'habitation sont au plus haut point inexportables. L'énorme demande de reconstruction urbaine à laquelle une économie doit faire face après une période de guerre conduira donc à une rareté de la force de travail, à des importations de matières premières et de matériel mais ne procurera aucune valeur exportable.

L'exposé très simplifié du schéma d'une économie socialiste

recourant aux crédits extérieurs montrait que la modification de la structure de l'économie, c'est-à-dire de la proportion des divers secteurs et branches d'activité, permettait un meilleur emploi de la main-d'œuvre, accroissait le revenu national par tête d'habitant, élevant ainsi le niveau de vie. Les limites assignées à l'absorption des crédits extérieurs pendant cette première phase de réception du crédit se résumaient dans la possibilité de freiner la consommation en même temps que les nouveaux investissements accroissaient les revenus. Nous examinerons maintenant les aspects de ce problème et les dangers qui doivent être évités pour le résoudre.

B) *La demande de biens et de services de consommation.* — L'effet de la demande de biens et services de consommation sur la capacité d'épargne est d'autant plus important que la propension marginale à consommer est plus élevée. Au moment où des crédits extérieurs sont fournis à un pays, ils tiennent la place d'une épargne interne insuffisante. Ils ont pour objet un accroissement du revenu national qui permettra la réalisation d'un détour de production financé par l'épargne importée. Mais les crédits extérieurs supposent la réalisation d'un surplus d'épargne future. L'économie considérée non seulement devra former un flux d'épargne destiné à son fonctionnement normal pour un certain niveau de revenu national et de nouveaux investissements, mais encore devra y ajouter un surplus d'épargne affecté non à de nouveaux investissements mais au remboursement des crédits alloués dans la période précédente. Dans la période de remboursement du crédit, le revenu national net comprend le montant de la consommation, le montant des investissements et le montant de la somme correspondant aux intérêts échus et aux quotes d'amortissement du prêt. $R = C + I + Se$ (épargne exportable). La question du transfert de cette épargne supplémentaire sera traitée dans la seconde partie. Ici, nous devons considérer la nécessité même de cette épargne.

Dans le cas que nous examinons, deux forces viennent peser sur la propension globale à consommer de la communauté. En effet, dans l'hypothèse (15) que nous considérons

(15) C'est évidemment la situation concrète de notre pays qui nous a poussé à considérer particulièrement le cas d'une économie, désorganisée au début de la période, puis remise en marche, enfin développée

particulièrement, avant la réception du prêt, l'économie a traversé une période de rareté prolongée où non seulement tous les besoins des particuliers n'ont pu être satisfaits, mais encore pendant laquelle on a assisté à une diminution continue des stocks des consommateurs. Le niveau de vie a donc été réduit par rapport au niveau de vie auquel s'étaient habitués les particuliers, et, de plus, leur fond de consommation, défini comme l'ensemble des biens de consommation durables à la disposition des sujets, a diminué par suite de l'usure et du non-renouvellement. D'autre part, après la réception du prêt par l'économie considérée, les revenus des particuliers vont croître. C'est en premier lieu la remise en marche de l'économie qui, en réduisant le chômage dû à l'existence de goulots d'étranglement matières premières ou équipement, produira la remise au travail d'un grand nombre de salariés. En second lieu, la rareté du capital technique, persistant pendant une période, va pousser les entrepreneurs, comme nous l'avons déjà noté, à élever les salaires pour attirer de nouveaux travailleurs dans l'industrie. Le taux des salaires tendra donc à s'élever. Enfin, l'introduction de nouveaux capitaux techniques et le lancement de nouveaux investissements provoqueront un appel d'ouvriers dans certaines branches de la production. Cet appel se manifestera par un accroissement relativement plus élevé de certains salaires ou de certaines rémunérations (travail de direction, ouvriers qualifiés ou spécialisés). L'immigration, en accroissant le nombre des travailleurs disponibles dans le pays, tendra plus à élever le montant des salaires distribués qu'à réduire sensiblement la rareté du travail demandé.

De plus, cet accroissement originaire des revenus du travail, dû à la remise en marche de l'économie et aux nouveaux investissements, sera accompagné d'un accroissement des profits et des revenus mixtes du commerce. Dans une deuxième phase, l'accroissement de la demande de consommation dû à ces accroissements de revenus induira une incitation à investir dans les industries produisant des biens de consommation. L'accroissement de la consommation induit par la remise en marche de l'économie et par les premiers investissements provoquera à son tour de nouveaux investissements dans les industries de biens de consommation par le jeu du multiplicateur d'investissement. Ces accroissements successifs de la consommation dus à des accroissements de revenu viendront s'ajouter à l'accroissement de

consommation dû à la dépression du niveau de vie et à la réduction des stocks des consommateurs de la période antérieure à la réception du prêt.

Un autre élément doit être considéré dans l'analyse des tendances de la consommation pendant la période de réception du prêt. Non seulement la tendance à l'accroissement de la demande est fonction de l'accroissement des revenus des individus, mais aussi de leurs encaisses effectives. Or, pendant la période de rareté que vient de traverser l'économie, des revenus non dépensables ont été accumulés par les particuliers en vue d'une consommation future. Ce surplus de monnaie accumulé s'ajoutera au flux des revenus courants pour accroître de tout son poids la demande de consommation au fur et à mesure de l'accroissement de l'offre.

Nous avons signalé jusqu'ici les différents facteurs d'accroissement de la demande de biens de consommation qui joueront pendant la période de réception du prêt. Il convient maintenant d'examiner quels effets auront ces facteurs sur l'élasticité de la demande des biens de consommation et sur la propension à consommer et à épargner.

La propension marginale à la consommation d'une communauté est le rapport entre l'accroissement induit de la consommation et un accroissement donné de Revenu. Mais la propension globale d'une communauté est fonction, pour un même accroissement du revenu national, de la répartition de ce revenu par groupes de revenus. Cette propension globale marginale n'est que la résultante d'un nombre aussi grand que l'on voudra de propensions particulières de groupes de sujets. KEYNES a posé la « loi psychologique normale » (16) selon laquelle, pour un accroissement de revenu individuel, un particulier a tendance à ne consommer qu'une partie seulement de cet accroissement. Mais, pour chaque individu, cette part diffère selon sa situation dans la société, selon le montant du revenu dont il disposait déjà avant l'accroissement considéré, selon ses habitudes d'épargne. Il est donc certain que la propension marginale à consommer de la communauté variera avec les changements dans la répartition du revenu national. Une communauté comprend, à côté des « big savers », des « big spenders » et cette dernière catégorie se situe dans les groupes à revenu moyen peu élevé

(16) Théorie Générale, Trad. française, p. 131.

plutôt que dans les groupes à revenu élevé, dans les groupes urbains plutôt que dans les groupes ruraux. Une mesure de la propension marginale à la consommation dans un pays suppose donc la classification en groupes représentatifs, dont l'attitude moyenne peut être considérée comme suffisamment homogène.

Mais cette mesure serait-elle pratiquement possible et ses résultats utilisables après une période de rareté pendant laquelle, comme nous l'avons déjà noté, non seulement le revenu courant sera employé pour l'achat de biens de consommation, mais encore les encaisses accumulées ? Ce qu'il faut considérer dans ce cas, n'est plus le simple rapport de la consommation au revenu courant mais de la consommation au revenu courant *majoré* (17) de la part des encaisses accumulées antérieurement que les particuliers d'un groupe, d'un milieu considéré, seront disposés à dépenser. Il semble donc que, mise à part la difficulté statistique d'isoler les éléments qui entrent dans le dénominateur de la fraction, l'outil même de la propension, envisagé comme appareil, perd sa valeur.

La consommation est fonction non seulement du revenu des particuliers, mais aussi du prix des biens. La tendance à l'accroissement de la consommation parallèlement à l'accroissement du revenu pourrait être fortement freinée en temps normal par une forte hausse des prix. Il n'en sera pas ainsi cependant si l'élasticité de la demande des biens de consommation par rapport au prix est faible, c'est-à-dire si les consommateurs ne réagissent que faiblement aux variations de prix. Or, n'est-ce pas ce qui arrivera dans la situation que nous avons décrite, lorsque la communauté vient de traverser une période où son niveau de vie était anormalement bas, lorsque les stocks des consommateurs en bien durables sont fortement déprimés ?

Concrètement, l'élasticité exprime l'ampleur des réactions de la demande aux variations de prix. Mais de même que, à

(17) On écrira non plus $\frac{C}{R}$ ou $\frac{\Delta C}{\Delta R}$ mais $\frac{C}{R + Sa}$ ou $\frac{\Delta C}{\Delta R + \alpha Sa}$,

Sa = épargnes accumulées en vue d'une consommation future et dépensées progressivement. Mais la difficulté de prévoir quelle portion de ces épargnes (représentée ici par α), les particuliers dépenseront dans une période n'est-elle pas insurmontable ?

propos de la propension marginale à la consommation, nous devons indiquer qu'il était nécessaire de tenir compte des propensions particulières à certains groupes, il en est de même pour l'élasticité. L'élasticité de biens de première nécessité reste toujours très faible puisque l'individu, quel que soit son revenu, tendra à en acquérir une quantité suffisante pour sa subsistance, mais elle est très variable selon les groupes lorsqu'il s'agit de biens de consommation non nécessaires. Elle implique une différenciation des groupes de biens. Or, nous verrons qu'il est de la plus haute importance, pour mesurer les limites à l'absorption des crédits extérieurs, non seulement de connaître l'élasticité de la demande des biens de consommation en général, mais surtout de prévoir qu'elle sera cette élasticité pour ce qui regarde les biens d'importation et les biens exportables. Cependant, l'élasticité générale de la demande conserve une grande importance puisque c'est d'elle que dépend l'épargne que les particuliers consentiront à constituer dans la période de remboursement. Mais les faits qui sont le plus susceptibles de diminuer cette épargne n'auront probablement leur effet que dans une période relativement courte succédant à la période de rareté. Une fois le niveau de vie antérieur à nouveau atteint et les stocks des consommateurs reconstitués, on peut s'attendre à une diminution de la propension à consommer et à une hausse des élasticités par rapport aux prix. En Allemagne, de 1924 à 1928, lorsque le flux de revenus devint plus abondant, le groupe des travailleurs salariés, contraint pendant longtemps à se contenter d'un niveau de vie très bas, essaya alors d'atteindre le niveau auquel il était précédemment habitué. La consommation crût et l'épargne diminua. Les statistiques montrent en particulier un fort accroissement dans la consommation de viande, de bière, de tabac, de sucre et de café. L'achat de biens de consommation durables et de meubles augmenta rapidement entre 1924 et 1929. Mais le mouvement se stabilisa et l'épargne prit à nouveau une place importante dans les revenus des particuliers.

II. — La période de remboursement

A) *La propension à l'importation.* — Pendant la période de réception du prêt, de fortes tendances vont s'exercer qui favorisent une propension élevée à l'importation, non seule-

ment des biens capitaux fixes et de matières premières pour la remise en marche de l'économie, mais aussi des biens de consommation. La propension à l'importation est dérivée de la propension à la consommation, elle dépend de l'importance de cette dernière mais également de la capacité du pays à produire des biens de consommation substituables aux biens d'importation. Nous avons déjà noté toutes les forces qui tendaient à renforcer la propension à la consommation. Le problème examiné maintenant est celui de la proportion qu'y tient la propension à importer. La propension moyenne à l'importation, dans un pays, est souvent peu comparable à la propension marginale. C'est-à-dire que la proportion de son revenu courant qu'il affecte à l'importation diffère de la proportion qu'il y consacre dans les accroissements du revenu dont il bénéficie. Un petit pays, fortement industrialisé, aura vraisemblablement une forte propension moyenne à l'importation, puisqu'il doit, pour assurer sa subsistance, compter sur un commerce international important dont il acquerra ses moyens de subsistance. Par contre, produisant chez lui un grand nombre d'articles manufacturés dont beaucoup ne sont pas des articles de première nécessité, on peut raisonnablement supposer qu'il dépensera chez lui les sommes résultant d'accroissements nouveaux de revenus, non affectés à l'épargne. Au contraire, un grand pays pourvu à la fois de ressources agricoles et d'une industrie importante pourra couvrir par les seules ressources de sa production interne ses besoins essentiels et même une partie du superflu. On peut donc supposer qu'il aura une faible propension marginale à l'importation. Mais la création des besoins ouvre des possibilités indéfinies aux commerçants habiles. Les industriels étrangers, par une propagande adéquate, pourront toujours créer une demande nouvelle dans ce pays pour des articles suffisamment différenciés, lorsqu'un accroissement de revenus étendra le tableau de demande des particuliers favorisés. On peut donc supposer l'existence d'une assez forte propension marginale à l'importation.

Mais lorsqu'un pays vient de traverser une longue période de guerre, nous avons déjà fait remarquer que l'appareil d'analyse de la propension perd de sa valeur. Les comparaisons de période à période sont peu significatives, car non seulement les besoins sont considérables, mais encore une partie des encaisses accumulées pendant que les relations internationales étaient interdites sera dépensée en biens d'im-

portation, d'autant que dans cette première période de réception du prêt, l'offre interne reste encore faible.

Un point semble important à noter qui pourra avoir une forte influence sur l'emploi des crédits extérieurs si l'Etat n'en prend pas le contrôle. Le taux élevé de la propension à la consommation, la faiblesse de l'offre interne dans la période où l'industrie du pays n'est pas encore remise en marche, inciteront à importer en masse des biens d'importation pour répondre non pas à la demande créée par de nouveaux investissements, mais à la demande latente que peuvent financer les revenus accumulés antérieurement. On peut craindre que, de tous les emplois des crédits extérieurs, un des plus rentables ne soit le commerce d'importation de biens de consommation improductifs. Ce danger sera d'autant plus grand que la rareté des moyens de transport par exemple peut provoquer la naissance d'un monopole ou au moins d'un marché très imparfait de ces produits, permettant ainsi la réalisation de profits élevés plutôt que l'avènement d'une baisse des prix internes.

Le danger d'une propension élevée à l'importation dans la période de remise en marche de l'industrie du pays bénéficiaire du prêt, comme conséquence des nouveaux investissements, de l'accroissement des revenus alors que la production interne n'offre encore que peu de substituts aux biens d'importation, est aggravé par la forte élasticité de la demande de ces biens par rapport aux revenus et leur faible élasticité par rapport aux prix dans le pays considéré. L'un et l'autre phénomènes sont dus à la longue abstinence à laquelle ont été contraints les particuliers, à la disparition soudaine de la rareté. Les revenus s'accroissent en même temps qu'ils deviennent dépensables. De plus, il est probable, si le marché des biens d'importation est suffisamment contrôlé ou s'il n'est pas soumis à un monopole, que les prix des biens importés baisseront alors que ceux des biens internes tendront à monter. Ce phénomène a été noté aussi bien en Allemagne qu'au Canada lors des périodes d'absorption des crédits extérieurs. On constatait une hausse des prix des marchandises produites dans le pays bénéficiaire, conséquence de la hausse des salaires, de l'accroissement du pouvoir d'achat et une baisse des prix des produits importés provoquée par l'afflux soudain de ces biens. Cette baisse des prix, même si elle ne provoque pas l'accroissement de la propension à l'importation, renforcera l'effet de la hausse des revenus. La

forte élasticité par rapport aux revenus ajoutera ses effets à ceux, bien que moindres, de l'élasticité par rapport aux prix.

Cependant, au fur et à mesure que l'économie retrouvera une activité normale, la tendance à la hausse de la propension à l'importation des biens de consommation décroîtra. Pour lutter contre la concurrence des marchés étrangers, les industriels s'efforceront de produire des biens substituables aux biens importés à un prix inférieur à ceux-ci. L'importation de nouvelles machines, la modification de la structure de l'économie, la formation d'ouvriers spécialisés accroîtront le rendement de la production interne. D'autre part, la disparition de la rareté du capital qui lui faisait substituer le travail, au début de la période de réception du crédit, créera une tendance à la stabilisation des revenus. Le remplacement de biens d'équipement anciens par des machines plus modernes, permettant une économie de travail, accentuera cette tendance. Enfin, au bout d'un certain temps les groupes jouissant des revenus inférieurs auront atteint à nouveau le niveau de vie dont ils avaient été longtemps privés. Les biens de première nécessité et, plus largement, ceux qui correspondent à la réalisation de ce niveau de vie et dont l'élasticité par rapport au prix est faible, seront offerts en quantité suffisante. C'est alors que l'élasticité par rapport aux prix des biens relativement superflus aura une influence considérable sur la propension à l'importation.

Mais l'existence d'une tendance à l'accroissement des importations n'est pas seulement le résultat d'une série de faits concernant la propension à la consommation, le prix des produits importés et l'élasticité par rapport aux prix, l'offre interne de produits substituables et leurs prix. Elle provoque également des effets sur les échanges internationaux. Un accroissement considérable dans la demande d'un pays pour les biens d'un autre pays, provoque des changements dans les rapports de prix existant entre les biens de ces deux pays. Les terms of trade, pour un taux de change donné, seront modifiés en faveur du pays dont les marchandises sont demandées, c'est-à-dire que le rapport entre les variations des prix des biens exportés et les variations des prix des biens importés tendra à diminuer. Ceci se produira au moins si l'accroissement de la demande des biens d'importation (dans le pays bénéficiaire du crédit) n'est pas suivi d'un accroissement correspondant de la demande d'importations de la part de l'autre pays (du pays créditeur). Mais, à partir d'un

certain moment, l'aggravation des « terms of trade » provoquera un arrêt de l'accroissement de la demande. Le point à partir duquel ce mouvement se produira dépend de la sensibilité de cette demande aux variations des « terms of trade », ce qu'on peut nommer une élasticité de la demande par rapport à ces « termes ». De même le point dépend encore de l'élasticité de la demande dans le pays créditeur pour les biens du pays bénéficiaire, puisqu'il faudra offrir plus de biens de ce pays sur les marchés de l'autre pour chaque unité de biens du premier. Si, en réponse à l'accroissement de demande originaire et à la modification des terms of trade qui la suit, le pays créditeur accroît considérablement sa demande de biens d'importation, c'est-à-dire si sa demande a une très forte élasticité par rapport aux terms of trade, leur mouvement atteindra vite une limite. Ainsi, l'influence exercée par l'accroissement de la demande du premier pays sera d'autant moins grande que l'élasticité de la demande du second pays sera plus forte (18).

B) *Les exportations.* — L'accroissement de la demande d'importations du pays bénéficiaire du prêt tendra à provoquer une demande d'importation du pays créditeur, à la condition toutefois que cette demande soit très sensible à l'amélioration des terms of trade qui a pu se produire, c'est-à-dire à condition qu'elle ait une forte élasticité à leur égard. Mais il faut remarquer une fois de plus qu'il s'agit de l'élasticité de biens particuliers et non de quantités globales. Les difficultés d'ajustement dépendent donc du caractère de l'appareil productif des pays en question. Plus sera étendue la variété de biens produits par le pays débiteur, plus il sera facile de trouver des débouchés pour l'excès d'exportation qu'il devra placer. Les difficultés seront plus grandes si l'un et l'autre pays ont des économies principalement agricoles que s'ils ont des économies où le secteur industriel est largement développé. Un pays agricole qui doit faire d'importants paiements à l'étranger sera ordinairement en plus mauvaise position qu'un pays industriel placé dans la même situation, car l'élasticité de la demande étrangère est plus faible pour les produits agricoles que pour les produits indus-

(18) MARSHALL. — Money, Credit and Commerce, livre III, ch. VI, VII et VIII.

triels (19). Le pays débiteur sera donc à un double point de vue dans une position défavorable quant au reste du monde : d'abord lorsque sa demande accrue d'importations aggravera contre lui les termes de l'échange, mais ensuite lorsque, dans la période de remboursement, son offre d'un excès d'exportation provoquera à nouveau un mouvement défavorable des termes.

Nous avons fait observer que les possibilités de remboursement du crédit extérieur par le pays qui en avait bénéficié supposaient la réalisation de conditions quant à l'orientation de l'investissement pendant la période de réception du crédit. Ces conditions peuvent être arbitrairement classées en deux catégories selon que leur réalisation dépend du fonctionnement de son économie interne ou de l'attitude des économies du pays créateur et du « reste du monde ». En effet, puisqu'il s'agit, dans cette période du remboursement, de réaliser l'épargne interne supplémentaire sur laquelle reposait le crédit, le revenu national devra être annuellement majoré d'un montant d'exportations égal au montant des intérêts et des quotes d'amortissements échus, en sus des exportations visibles ou invisibles destinées à compenser les importations nécessaires (matières premières et éventuellement biens de consommation et d'outillage) au fonctionnement de l'économie dans sa nouvelle structure. Cette nouvelle part exportable du revenu national ne peut donc pas être tout accroissement de production, mais bien un accroissement « marketable abroad ». Or, cette qualité ne repose pas seulement sur des conditions relatives à l'économie du pays débiteur, mais aussi du pays créateur et au cas de commerce international multilatéral, du reste du monde. Elle dépend de la réceptivité, à l'égard de l'offre du pays débiteur, des demandes du pays créateur.

a) *Les conditions internes :*

Nous avons montré que, dans la phase de remboursement, on pouvait compter sur une baisse de la propension margi-

(19) IVERSEN. — *International Capital Movements*, p. 272. — Marshall avait déjà noté dans *Money, Credit and Commerce* : « Bien que la forte demande d'importations d'un riche et grand pays tende à rendre défavorable à son égard les termes de l'échange international, cependant cette tendance est freinée et souvent surmontée par la variété et l'abondance des ressources qu'il peut offrir », p. 168.

nale à la consommation et par suite de la propension marginale à l'importation. Mais dans la mesure même où les premiers effets d'accroissement des revenus dûs aux nouveaux investissements réalisés auront disparu, la propension marginale viendra moins en question que la propension moyenne. Celle-ci a sans doute plus de stabilité que la première. Cependant, comme elles dépendent toutes deux, entre autres facteurs, de la répartition du revenu national, il se peut qu'un revenu national constant pour la communauté comporte cependant des variations des revenus particuliers de groupes à l'intérieur de cette communauté et qu'ainsi la propension moyenne à l'importation y soit influencée par les variations des propensions marginales des divers groupes de revenus. La politique fiscale permet, en ce cas, de prévoir approximativement, connaissant ses effets sur la distribution du revenu national, quelles seront les variations de la propension à l'importation. Des études statistiques menées aux U. S. A. et dans d'autres parties du monde ont permis d'établir sinon des lois, du moins des probabilités intéressantes (20) : On a constaté, par exemple, que la demande d'articles manufacturés variait dans des proportions comparables, dans des contrées aussi différentes que les U. S. A. et la Chine, lorsque le groupe des revenus moyens profitait d'un accroissement de pouvoir d'achat.

Mais la baisse de la propension à importer ne suffira pas à rééquilibrer la balance des comptes du pays débiteur. A la réduction de l'élément passif, il faut joindre une augmentation de l'élément actif. La réalisation de cette condition repose à la fois sur l'économie interne et sur l'étranger. Pour ce qui dépend du pays débiteur, un surplus de biens exportables — sinon encore exportés, — devra être produit à un coût tel que la concurrence soit possible sur les marchés étrangers. L'orientation de l'investissement prend alors toute son importance. Si l'économie du pays débiteur est toute entière orientée au financement de la reconstruction urbaine ou si elle demeure essentiellement agricole, le remboursement sera impossible. Il ne sera possible que si les nouveaux investissements produisent des biens pour lesquels une demande existe ou peut être créée à l'étranger. Il faut donc, encore

(20) Industrialisation et Commerce Extérieur. Société des Nations. Genève, 1945, p. 27.

ici, se souvenir du mot de MARSHALL : « Resourceful supply makes demand elastic » (21). Si l'Etat renonce à intervenir pour orienter les investissements réalisés grâce au commerce extérieur, il est probable que la forte propension à la consommation existant au plus haut degré au moment où ces investissements sont réalisés, c'est-à-dire pendant la période du prêt, incitera à investir dans les industries de biens de consommation interne. Si les prix ne sont pas contrôlés, c'est en particulier dans la reconstruction des maisons d'habitation que les profits les plus élevés pourront être gagnés. Dans ce domaine, les possibilités d'exportation sont nulles. De même les prix auxquels sont produits les biens destinés à l'exportation sont un facteur important dans les possibilités de placement. Or, nous avons observé que si, dans la période originaire de rareté du capital, puis dans la période suivante d'un boom d'investissement, les salaires ne sont pas contrôlés, ils auront tendance à monter. Cette tendance grèvera alors les coûts des industries de biens d'exportation.

b) *Les conditions externes :*

La réceptivité du pays créateur et du reste du monde aux exportations du pays débiteur dépend de l'élasticité de leur demande pour les biens particuliers. Cette élasticité, comme pour la demande du pays débiteur dans la période de réception du prêt, est double : quant aux revenus et quant aux prix. Elle est triple si l'on tient compte de l'élasticité par rapport aux « terms of trade », différente de l'élasticité par rapport aux prix, en ce que les « terms of trade » comprennent non seulement les prix des biens importés mais aussi les prix des biens exportés. Pendant la période de réception du prêt, l'économie débitrice aura fait appel, au moins dans une certaine proportion, à l'économie créditrice pour convertir en biens réels les devises qu'elle avait en sa possession. L'investissement du pays débiteur, alimenté par les capitaux réels — qu'il s'agisse de biens de consommation ou de capitaux fixes du pays créateur y aura provoqué des investissements, donc un accroissement du revenu national de ce pays. Cependant, l'accroissement d'activité dans le pays créateur est fonction non seulement des exportations qu'il réalise, mais aussi de sa capacité d'expansion.

(21) (MONEY, Credit and Commerce,) p. 169.

Les effets expansionnistes des exportations dépendent de leur montant et de leur nature : a) ce qui doit être pris en considération n'est pas seulement le montant évalué en monnaie des exportations à destination du seul pays débiteur, mais bien le montant de toutes les exportations à destination de tous les pays. Ce montant ne doit être déduit de celui des importations que dans certains cas seulement. Il est des importations qui réduisent les investissements parce qu'elles se substituent aux biens produits ou productibles à l'intérieur ; il en est d'autres qui les accroissent parce qu'elles sont à la fois non productibles à l'intérieur et complémentaires d'autres biens de production présents. C'est le cas des importations de matières premières de l'industrie — b) de même l'exportation de matières premières n'a pas le même effet que celle de produits manufacturés, de machines ou de biens de consommation. Il faut considérer les coûts auxquels ces biens sont produits dans le pays exportateur : les exportations de biens produits dans les industries possédant une forte capacité inutilisée et travaillant à rendement croissant sont les plus avantageuses. La règle selon laquelle tout accroissement d'activité produit une rareté des facteurs, joue aussi pour le pays créditeur. Mais elle ne joue qu'au cas de plein emploi des hommes et des biens. S'il y a chômage, cet accroissement d'activité élèvera le montant du revenu national sans faire monter les prix. Il en sera de même si les biens d'équipement ne sont pas utilisés à plein rendement et tant que les entreprises travaillent à coûts décroissants. L'accroissement extraordinaire du revenu national américain pendant la dernière guerre a été dû à un développement de la capacité de production, au plein emploi des facteurs (agriculture) et non seulement à des investissements nouveaux. Par contre, les demandes d'exportation auxquelles doit satisfaire une économie saturée, c'est-à-dire utilisant à plein hommes et facteurs, ne peuvent que provoquer une rareté des facteurs et une modification de la structure, provoquant un double effet de hausse des prix et de rareté des biens. Ces exemples sont autant de cas pour lesquels l'élasticité de la demande du pays créditeur pour les biens du pays débiteur variera. Il faut y ajouter les facteurs propres de variation de la propension à consommer et à importer et en premier lieu les changements dans la répartition du revenu national.

Mais le pays débiteur sera principalement offreur de ses

biens d'exportation, non pendant la période de réception, mais pendant la période de remboursement du prêt, c'est-à-dire à un moment où ses propres demandes d'importation auront fortement diminué. Sans doute le pays crédeur, lorsqu'il interrompra ses livraisons de capitaux vers le premier pays débiteur pourra-t-il les poursuivre au profit d'un nouveau pays pour maintenir au moins constant le flux d'investissement originaire, mais ce facteur est entièrement indépendant de l'économie du pays débiteur.

Pendant cette période de remboursement, l'excès d'offre du pays débiteur sur les marchés du reste du monde, doit tendre à le désavantager au point de vue des « terms of trade ». Mais ce désavantage correspond pour les acheteurs à un gain qui peut les inciter, si leur demande est suffisamment élastique, à l'accroître. Il n'en sera pas ainsi pourtant sur les marchés du pays crédeur qui ne règlera pas en marchandises puisque ces importations sont la contrepartie des crédits consentis, des marchandises déjà livrées. Il reste que l'élasticité de la demande du pays crédeur et même du reste du monde pour les biens du débiteur sera rendue forte du fait que ces pays auront été privés pendant une longue période des importations de l'économie débitrice. Il faut y mettre cependant la condition que, pendant cette période, les entrepreneurs étrangers n'aient pas lancé sur le marché de bons substituts des biens d'exportation du pays débiteur. L'élasticité de la demande dépendra donc plutôt des possibilités de différenciation, de publicité, de l'exploitation de « l'absence » prolongée du pays débiteur, que des conditions purement économiques des revenus et des prix. Peut-être convient-il à nouveau de noter à ce propos ces lignes de Marschal : « Pour une part, le fondement de l'étude du commerce international réside dans des considérations qui s'étendent au-delà du domaine spécial des études économiques, car elles sont largement intéressées par les sentiments » (22).

*
**

La complexité du fonctionnement d'une économie, l'interdépendance des variables que réussit à isoler l'analyse théorique, posent le problème de la possibilité de prévision de ce

(22) *Op. cit.*, p. 155.

fonctionnement et de direction de cette économie. Le danger inflationniste, par exemple, n'apparaît plus comme le résultat automatique d'un gonflement du volume de la monnaie en circulation dans le pays bénéficiaire des crédits extérieurs, ni comme la conséquence nécessaire d'un accroissement du pouvoir d'achat de la population mais comme une probabilité dépendante à la fois de la monnaie, des revenus des particuliers, des encaisses accumulées, des propensions à consommer et à importer, de l'emploi des facteurs de production, de l'élasticité de la demande de certains biens (par exemple la catégorie des biens de consommation produits dans le pays, ou au contraire des biens d'importation), de la période qui s'écoule entre le gain du revenu et la dépense de ce revenu, etc. Les possibilités de prévision deviennent d'autant plus douteuses que l'économie, dans le cas considéré, subit un bouleversement, caractérisé par un accroissement rapide des Investissements alors que la rareté du capital se ressent fortement. Isoler les facteurs déterminants d'une évolution qu'on veut prévoir suppose donc la distinction entre des variables relativement indépendantes et des variables relativement plus dépendantes. Dans le système Keynesien, les variables indépendantes sont, en première analyse (23) la propension à consommer, la courbe de l'efficacité marginale du capital et le taux de l'intérêt. Les variables dépendantes sont le volume de l'emploi et le revenu national. Mais nous nous apercevons que les « données » sont, dans le cas qui nous occupent, particulièrement sujettes à variation, ainsi, par exemple, le volume et la qualité actuelle de l'équipement qu'on possède, les goûts et les habitudes des consommateurs. Or ces deux éléments ne sont-ils pas les premiers à être modifiés lorsque, après une longue période de baisse du niveau de vie, de rareté du capital, un flux de biens vient, presque subitement, accroître le revenu national ? L'utilisation, en particulier, de données des périodes antérieures n'est-elle pas dangereuse puisque des changements considérables ont eu lieu non seulement dans la composition de l'appareil de production, des stocks de consommateurs mais encore dans la structure sociale de la population du pays envisagé ? Dès lors, et conformément à l'analyse keynesienne elle-même, puisque les données de cette analyse se modifient, on ne peut plus compter

(23) Théorie Générale, p. 262.

sur la stabilité de la propension marginale à consommer ou à épargner. Dans le rapport général sur le Premier Plan de Modernisation et d'équipement, on trouve ces lignes (24) : « Si les Français le veulent, c'est-à-dire s'ils limitent leur consommation à ce que permet l'utilisation optimum de nos ressources... les capitaux nécessaires pour financer les investissements prévus dans le plan existeront sous des formes multiples ». Mais peut-on supposer que des particuliers laissés libres dans l'emploi de leur revenu seront gouvernés par d'autres lois que celles qui régissent, entre autres éléments, l'élasticité de la demande des biens par rapport aux prix et par rapport aux revenus ?

En second lieu, nous avons fait observer que la possibilité d'épargner ne suffisait pas à déterminer les limites à l'absorption des crédits extérieurs. Il faut encore que l'épargne ainsi constituée soit effectivement exportée. Il faut au moins que les nouveaux investissements provoquent une amélioration de la balance des comptes en permettant soit de réduire les importations, soit d'accroître les exportations. Le rendement en valeur exportable d'un capital investi dépend d'une part de la nature du bien ou du service produit, (exemple : transports maritimes) d'autre part du degré d'intensité du capital, entendu au sens de relation entre la valeur annuelle du produit de l'industrie considérée et celle du capital global investi dans cette industrie. Le degré d'intensité du capital mesure l'emploi du capital par unité de produit. Les investissements peuvent être classés du point de vue du commerce international selon qu'ils améliorent la balance des comptes par la production de biens ou services nouveaux exportables ou de biens nouveaux, substitués de biens antérieurement importés, ou qu'ils la grèvent en créant des revenus qui seront partiellement dépensés en biens importés, mais sans produire des biens ou services susceptibles d'être exportés ou remplaçant des biens antérieurement importés. Dans cette seconde catégorie d'investissements se situe naturellement la construction de bâtiments qui occupe une si large place dans le Plan français (24). Malheureusement,

(24) *Document cité*, p. 90, 91.

(24) On sait que le Plan de Modernisation et d'Équipement est « pour moitié un programme de bâtiment, tant d'habitation que d'exploitation, et de travaux publics ». Cf. *doc. cit.*, p. 152. Dans « l'Estimation des investissements métropolitains à réaliser en 1947 » (p. 96, 97) on note

cette catégorie d'investissements d'un type défavorable à la balance des comptes est aussi caractérisée par un degré élevé d'intensité du capital (25). Dès lors n'existe-t-il pas une incompatibilité entre l'accroissement des exportations et la reconstruction ? Si les investissements réalisés sont d'un type qui absorbe une certaine proportion d'importations sans produire de biens ou services exportables ou substituables à des biens importés, si d'autre part ces investissements absorbent une part importante du nouveau capital rendu disponible par les crédits extérieurs, le remboursement de ceux-ci sera mis en question. L'orientation de l'investissement détermine donc aussi les limites à l'absorption des crédits. Il s'agit d'ailleurs de l'orientation de l'investissement global et non des seuls investissements financés par les crédits extérieurs, c'est-à-dire de la modification même de la structure de l'économie du pays emprunteur. Nous avons déjà fait remarquer, à propos du schéma de l'économie socialiste, que des conditions de fonctionnement compatibles avec le remboursement des crédits impliquaient une telle modification de structure.

François SELLIER.

en effet une prévision de 219 milliards aussi bien pour les investissements en bâtiments et travaux publics que pour le poste « matériel et installation ».

(25) Il en est ainsi non seulement pour les bâtiments, mais aussi pour les chemins de fer, les installations portuaires, les docks, etc...

Cf. Les statistiques américaines de Salomon FABRICANT, « Employment in Manufacturing » 1889-1939. New-York, National Bureau of Economic Research, 1942, p. 257 et BUCHANAN « International Investment and Domestic Welfare » N. Y. 1945, p. 24.

Le gérant : Pierre PUJADE.

Institut de Science Économique Appliquée

Directeur

François PERROUX

Directeurs adjoints :

Jean LHOMME et Yves MAINGUY

Secrétaire général

Pierre PUJADE

MEMBRES CORRESPONDANTS ÉTRANGERS

- Thomas BALOGH, Institute of Statistics, Université d'Oxford, Grande-Bretagne.
- Lord BEVERIDGE.
- FERNAND BAUDHUIN, Professeur à l'Université de Louvain, Belgique.
- Arthur F. BURNS, National Bureau of Economic Research, New-York, U.S.A.
- Edward T. CHAMBERLIN, Chairman of the Department of Economics, Université de Harvard, Cambridge, Mass. U.S.A.
- D. G. CHAMPERNOWNE, Director of the Institute of Statistics, Université d'Oxford, Grande-Bretagne.
- Morris A. COPELAND, National Bureau of Economic Research, New-York, U.S.A.
- Jan B. D. DERKSEN, Professeur à l'Université économique Néerlandaise, Rotterdam, Pays-Bas.
- Gottfried HABERLER, Professeur à l'Université de Harvard, Cambridge, Mass-U.S.A.
- Paul HARSIN, Professeur à l'Université de Liège, Belgique.
- F. A. HAYEK, Professeur à la London School of Economics, Londres.
- John R. HICKS, Professeur à l'Université d'Oxford, Grande-Bretagne.
- Michal KALECKI, Conseiller technique du B.I.T., Montréal, Canada.
- + Lord KEYNES.
- Simon KUZNETS, National Bureau of Economic Research, New-York, U.S.A.
- Friedrich A. LUTZ, Professeur à l'Université de Princeton, U.S.A.
- Fritz MACHLUP, Professeur à l'Université de Buffalo, U.S.A.
- W. A. MACKINTOSH, Professeur à Queen's University, Canada.
- Wesley C. MITCHELL, National Bureau of Economic Research, New-York, U.S.A.
- Oskar MORGENSTERN, Professeur à l'Université de Princeton, U.S.A.
- Ugo PAPI, Professeur à l'Université de Rome, Italie.
- Goncalves PEREIRA, Directeur de l'Institut Supérieur des Sciences Économiques et financières à Lisbonne, Portugal.
- Dennis H. ROBERTSON, Professeur à l'Université de Cambridge, Grande-Bretagne.
- Mrs Joan ROBINSON, Cambridge University, Grande-Bretagne.
- Adam ROSE, Ancien Professeur à l'École Polytechnique de Lwow, Pologne.
- P. N. ROSENTSEIN RODAN, Professeur à la London School of Economics, Londres.
- Richard STONE, Director of the Institute of Applied Economics, Cambridge, Grande-Bretagne.
- Jacob Viner, Professeur à Princeton University, U.S.A.

PUBLICATIONS DE L'I.S.E.A.

I. — Série A. - PLANS MONÉTAIRES INTERNATIONAUX.

- Parus* : N° 1 — Présentation et Situation des plans (1^{re} partie).
N° 2 — Situation des plans (2^e partie).
N° 3 — La Conférence de Bretton-Woods. (1^{re} partie : Le Fonds monétaire international).
A paraître : N° 4 — La Conférence de Bretton-Woods. (2^e partie : La Banque de Reconstruction et de Développement).

II. — Série B. - LA RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL ET LA POLITIQUE DU SALAIRE.

- Parus* : N° 1 — Les caractères contemporains de la Rémunération du Travail.
N° 2 Salaire et Rendement.
N° 3 — Salaire et Consommation.
Annexes 1 — 1^o L'Influence sur les salaires des troubles survenus dans le fonctionnement de l'entreprise — 2^o Salaires et Grèves.
Annexes 2 — Budgets types, Salaires minima.
Annexes 3 — Le Prix et le Coût.
Annexes 4 — Les différents comportements du Consommateur et leur détermination statistique.
Hors série — La participation des salariés aux responsabilités et aux résultats de l'œuvre de production (fascicule 1).
Hors Série — La participation des salariés aux responsabilités et aux résultats de l'œuvre de production (fascicule 2).
A paraître : N° 4 — Salaire et Prix.
N° 5 — Salariat et Proletariat.
N° 6 — Pour une Politique du Salaire.

III. — Série C. - LA SÉCURITÉ SOCIALE.

- Parus* : N° 1 — La notion de Sécurité Sociale. Les Plans anglo-saxons de sécurité. 1^{re} partie : Le Plan Beveridge.
N° 2 — Les Plans anglo-saxons de sécurité. 2^e partie : Les Plans des Etats-Unis — du Canada — de la Nouvelle-Zélande — de l'Australie — de l'Union Sud-Africaine.
N° 3 — Organisation médicale et sécurité sociale en Angleterre et en France.
Annexe — Traduction du « Summary » de Full Employment in a Free Society » par Sir William Beveridge.
A paraître : N° 4 — Pour une politique cohérente de Sécurité Sociale.

IV. — Série D. - LE REVENU NATIONAL.

- Parus* : N° 1 — L'évaluation du revenu national et ses utilisations.
N° 2 — Conditions et Plan du travail nécessaire au calcul du revenu national français.
N° 3 — Les tableaux de la Comptabilité et du revenu de la Nation.
N° 4 — Vers une évaluation correcte du revenu national français.

V — HORS SÉRIES.

- Parus* : Enquête sur l'Artisanat.

VI. — REVUE DE THÉORIE ÉCONOMIQUE.

- Bulletin de l'Institut de Science Economique Appliquée —
N° 1 — Septembre 1946 (numéro consacré à la situation économique de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis).
Bulletin de l'Institut de Science Economique Appliquée —
N° 2 — Décembre 1946 (numéro consacré au Revenu National).
« Economie Appliquée » — (Nouvelle Série).
N° 1 — Janvier-Mars 1948 (numéro consacré à la consommation et à l'investissement).